

*Algeria-Watch**Revue de presse internationale, 1994-2002*

Les témoignages d'officiers et policiers algériens dissidents

- * **Le témoignage d'un officier « La sale besogne pour rien... »** Le Monde, 16 septembre 1994
- * **« Fouad » et trois autres policiers, mars 1995**
« Ils voulaient faire de nous des fous, des sanguinaires », Dominique Le Guilledoux, *Le Monde*, 7 mars 1995
- * **« Inspecteur Ali », septembre 1995**
« Algérie : paroles de flic », Jacques Girardon, *L'Express*, 12 septembre 1995
- * **Dalilah (policière), octobre 1997**
Massacres in Algeria : Strong evidence for Military Security responsibility, Robert Fisk, *The Independent*, 30 octobre 1997
Lost souls of the Algerian night : now their torturers tell the truth
- * **Dalila, inspecteur Abdessalam, Reda, octobre 1997**
Algerians tortured by security forces, Lara Marlowe, *The Irish Times*, 30 octobre 1997
- * **Reda (parachutiste), octobre 1997**
« Ils avaient de fausses barbes et du sang sur leurs pantalons », Francois Sergent, *Libération*, 23 octobre 1997
Ex-army man saw villagers being murdering, Lara Marlowe, *The Irish Times*, 30 octobre 1997
Conscript tells of Algeria's torture chambers, Robert Fisk, *The Independent*, 5 novembre 1997
- * **« Mourad », militaire, novembre 1997**
La répression a commencé bien avant 1992, Témoignage recueilli par Algeria-Watch mi-novembre 1997
- * **Hakim (officier)/Joseph (= « Haroun » ?), novembre 1997**
Un officier algérien accuse les services secrets dans les attentats de Paris, *Le Monde*, 10 novembre 1997
Algerian Regime Responsible for Massacres: Algeria regime "was behind Paris bomb", John Sweeney and Leonard Doyle, *Manchester Guardian Weekly*, November 16, 1997
- * **Zitout (diplomate), novembre 1997**.....
« L'Algérie est une immense prison », Francois Sergent, *Libération*, 20 novembre 1997
- * **Policier X (inspecteur Abdessalam), décembre 1997**

Ancien policier d'Alger réfugié au Royaume-Uni : témoignage intégral, *Al-Jazeera*, décembre 1997

- * « **Adlane Chabane** » (officier SM), janvier 1998.....
Témoignage du transfuge « Adlane Chabane », *El-Watan-El -Arabi*, 2 janvier 1998

- * « **Robert** » et « **Andrew** » (policiers), janvier 1998
Atrocités en Algérie : « Nous étions les meurtriers qui ont tué pour l'État », John Sweeney, *The Observer*, 11 janvier 1998

- * **Capitaine « Haroun » (SM), janvier 1998**.....
« Ils soupçonnent la Sécurité militaire », *Der Spiegel*, 12 janvier 1998

« Haroun », ex-agent secret réfugié au Royaume-Uni : témoignage à visage découvert !, Télévision suisse romande (TSR), janvier 1998

Témoignage : « J'en veux à mourir à ceux qui sont responsables. » Entretien avec le capitaine Haroun, Propos recueillis par Jean-Paul Chagnollaud, *Confluences Méditerranée*, n° 25, printemps 1998

- * **Kamel B., officier de police, mi-1998**.....
À propos de terrorisme, Témoignage d'un officier de police recueilli par *Algeria-Watch* entre mi-1998 et mi-1999

- * **Lieutenant Alili Messaoud (pilote d'hélicoptère), juin 1998**
« El piloto argelino huido a Ibiza acusa a su Ejército de exterminar al pueblo », Juan Carlos Sanz, *El País*, n° 767, martes 9 junio 1998, Ibiza.

- * **Colonel B. Ali, mai et novembre 1999**.....
Un « officier libre » témoigne sur l'autre guerre, au sein de l'armée, François Campredon, 18 mai 1999 (AFP, Madrid)

Algérie : un colonel dissident accuse, Y.B. et Samy Mouhoubi, *Le Monde*, 26 novembre 1999

- * « **Malik** », officier de l'armée de l'air, début 1999.....
« C'est l'armée qui massacre », Témoignage recueilli par *Algeria-Watch* début 1999

- * **Lieutenant Habib Souaïdia, juin 2000**.....
Le témoignage d'un ancien officier algérien : « On était devenus des sauvages », Jean-Pierre Tuquoi, *Le Monde*, 2 juin 2000

- * **Mohamed Rebaï, officier de police, juillet 2000**
Lettre ouverte de Mohamed Rebaï à propos de l'« affaire Taiwan », Témoignage publié par *Algeria-Watch*, 1^{er} juillet 2000

- * **Colonel Mohamed Samraoui (SM), août 2001**.....
Les révélations du colonel Mohamed Samraoui de la DRS à *Al Jazeera*, Nasreddine Yacine, *Algeria-Watch*, 6 août 2001

- * **Adjudant Abdelkader Tigha (SM), septembre 2001**.....
Algérien, déserteur de la Sécurité militaire, coincé en Thaïlande, AFP, 2 août 2001

Algérie : les révélations d'un déserteur de la SM, *Nord-Sud Export*, n° 427, 21 septembre 2001

ALGERIE : les conséquences du transfert en résidence surveillée du président et du vice-président de l'ex-Front islamique du salut (FIS)

Le témoignage d'un officier « La sale besogne pour rien... »

Le Monde, 16 septembre 1994

" Je l'avais bien prévu, constate Mounir, mi-figue, mi-raisin : on nous a fait faire la sale besogne pour rien puisque l'on revient à la case départ... " L'annonce de la mise en liberté surveillée d'Abassi Madani et d'Ali Benhadj le confirme donc dans ses pronostics, mais aussi dans le bien fondé de son exil volontaire en France, depuis bientôt trois mois.

La quarantaine, l'oeil vif derrière de fines lunettes, grand amateur de musique classique et de bonne chère, Mounir a fait carrière dans l'armée. Après de classiques études militaires dans l'ex-Union soviétique, comme bon nombre de cadres de l'Armée nationale populaire (ANP), il a gravi rapidement pour ne pas dire aisément, les échelons de la hiérarchie. Commandant, il attendait même une brillante promotion au début de l'année.

S'il reste discret sur ses différentes affectations, ses amitiés au sein des services de la Sécurité militaire la fameuse " SM " indiquent, sinon qu'il en a fait partie, du moins qu'il en était très proche. Il ne cache pas qu'il a participé, activement et à un haut niveau, à la lutte antiterroriste, que " tout au début, dit-il, l'on a cru pouvoir gagner ".

" Mais, quoi qu'on en dise, ajoute-t-il, l'armée algérienne reste une armée du tiers-monde où l'incurie, la gabegie, les luttes intestines rendent inefficaces les meilleurs plans de bataille ! " Elle reste cependant un corps solide qui ne s'est pas désagrégé sous les coups de boutoir des groupes armés islamiques. " Bien sûr, réplique Mounir, mais elle s'épuise lentement et le moral, depuis longtemps, n'y est

plus. Non seulement à la base, ce qui est somme toute compréhensible, mais aussi parmi les officiers subalternes qui sont les plus exposés. "

" 50 000 militaires, grosso modo, participent à la lutte antiterroriste, raconte-t-il. Le dixième de ce qu'avait engagé la France au plus fort de sa répression contre l'Armée de libération nationale (ALN). Lorsque l'on sait que dix individus armés ayant une bonne connaissance du terrain et des compllicités dans la population peuvent faire courir deux ou trois régiments, l'on voit que la tâche n'est pas facile. "

" Inévitablement torturé "

Installé dans l'Atlas blidéen qui surplombe la plaine de la Mitidja, au sud d'Alger, l'un des maquis considérés par les militaires comme très actif compterait à peine une centaine d'hommes. Les autres groupes armés campent à l'ouest dans la région de Chlef, à l'ouest, dans la zone de Jijel, avec bien sûr des poches, ici et là, sur une ligne traversant l'Algérie de part en part, de Mascara à Tebessa.

Outre les opérations purement militaires, Mounir admet que la répression est de plus en plus féroce. " La torture, avoue-t-il, a été tacitement admise dès le départ, puis officieusement légalisée, si l'on peut dire, par ordre verbal. Au tout début de la lutte antiterroriste, lorsqu'un suspect était arrêté, il était inévitablement torturé. Déféré devant le tribunal, il niait ensuite ses aveux, extorqués par la force, et était souvent relâché. "

" La liquidation clandestine a donc été décidée pour de nombreux suspects, précise Mounir. Puis, lorsque les terroristes ont commencé à égorger de jeunes appelés, la répression est passée à un stade supérieur. Par peur des désertions, la hiérarchie a décidé de rendre coup pour coup et d'appliquer le slogan " terroriser le terrorisme ". C'est alors que les exactions sont devenues systématiques : ratissage d'un quartier dès qu'un attentat était perpétré, exécution sommaire de trois, quatre ou cinq jeunes pris au hasard... "

Est-ce cette répression aveugle qui l'a poussé à partir ? Mounir hésite, essuie ses verres de lunettes et se décide à répondre : " Je ne suis pas un tueur. J'étais engagé pour défendre une certaine idée de la République. Mais je suis contre le meurtre d'innocents. Trop, c'est trop. Je serais peut-être resté si au moins toutes ces horreurs servaient à quelque chose. Or la haute hiérarchie, ceux qui détiennent le pouvoir, n'ont aucun plan de rechange, aucun modèle de société à proposer. Pour la plupart, ce sont des voyous sans scrupule, uniquement attachés à sauver leurs privilèges et à arrondir leur fortune. "

Le grand perdant

Le dialogue qui s'amorce entre le pouvoir et les islamistes va-t-il débloquer la situation ? Mounir éteint sa cigarette d'un geste sec, reste un moment songeur : " Le clan des " éradicateurs ", représentés par le général Mohamed Lamari (chef d'état-major de l'armée), a perdu une manche face à Zeroual (le chef de l'Etat), et à Betchine et Derradji (ses conseillers), considérés comme des " réconciliateurs ". Mais rien n'est réglé pour l'instant. "

Mounir affirme : " Ce n'est qu'une phase de la lutte sans pitié que se livrent deux tendances au sein de l'armée, qui ont toujours cherché à s'éliminer : les arabophones, surnommés " le club des artilleurs " pour avoir fait l'école d'artillerie en Irak, contre les francophones qui ont fait leurs classes dans l'armée française. S'il y a vraiment un accord avec les islamistes, toutes les unités engagées dans la lutte antiterroriste vont avoir peur des représailles, de même que les 30 000 policiers de la capitale. Cela fait vraiment beaucoup de monde à craindre la réconciliation qui s'amorce. "

Le gros des troupes est cantonné dans l'Algérois. La première région militaire rassemble environ 60 % de l'armée, soit quatre divisions que le général Lamari tient bien en main. " Il apparaît comme le grand perdant de tout accord entre le pouvoir et le FIS, initié par son rival, le président Zeroual. C'est un battant autoritaire et offensif qui jouit d'un bon prestige parmi les siens. L'on peut prévoir qu'il ne se laissera pas faire. " Selon Mounir, pour qui, les " éradicateurs " disposent encore de nombreux atouts pour saboter toute tentative de réconciliation.

« Ils voulaient faire de nous des fous, des sanguinaires* »

Dominique Le Guilledoux, Le Monde, 7 mars 1995

*Témoignage d'un policier (titre original inconnu)

La nuit à Alger, Fouad avait l'habitude de se mettre à l'écart. Ses collègues se faisaient ouvrir la porte d'un appartement, ils demandaient : « Tu t'appelles bien Mourad ? », au père de famille mal réveillé, et celui-ci répondait : « Oui, mon nom c'est Mourad. » Une détonation, et l'homme s'écroulait sur le palier. Les enfants accouraient, Fouad s'en allait avec ses collègues, le visage dissimulé sous une cagoule, la kalachnikov à la main et des comprimés dans la poche. Il fallait régulièrement avaler des comprimés pour se tenir éveillé, la nuit, à Alger.

Il y avait une bonne entente au sein de l'équipe et c'est normal, « quand on survit à travers les balles... » Fouad, âgé de vingt-cinq ans, gueulait de temps en temps. Partir comme ça sur une dénonciation, un coup de téléphone, une lettre anonyme laissée au commissariat pour une arrestation, voire une exécution à l'aveuglette, « sans savoir si le type était armé, s'il était coupable... » Une fois, un assaut prévu au deuxième étage d'un immeuble avait tourné au carnage. Les collègues, « des copains », avaient tiré sur tout le monde dès le rez-de-chaussée et Fouad leur avait dit : « Attendez, il faut évacuer au lieu de tuer n'importe qui. » Ses collègues avaient répondu : « T'es avec eux maintenant ? »

C'était sans doute de l'énerverment car ils savaient que, un matin, sur une grande place d'Alger, Fouad leur avait sauvé la vie. Ce jour-là, l'équipe avait tendu un piège à un tueur du Groupe islamique armé (GIA), mais celui-ci, venu au rendez-vous, commençait à sentir le coup fourré. Le « terroriste » était jeune, peut-être dix-neuf ans. Il avait le look des nouveaux hommes de main qui sévissent à Alger : habillé branché avec le Jean, le blouson de cuir, le petit anneau à l'oreille et la « ceinture-banane » autour de la taille à l'intérieur de laquelle se trouvait un revolver. Le gamin s'appêtait à dégainer quand Fouad, toujours à l'écart, tira avant lui. Une balle dans le cœur, sans remords. « Je savais ce qu'il avait fait, et dans ces cas-là, je tue. Je tue avec des preuves, le bon Dieu le sait. Avec le bon Dieu, y aura pas de problèmes. » Fouad se promène aujourd'hui dans les rues de Paris. On le sent admirer les lumières, la foule, la nuit. De moins en moins souvent, il tourne la tête en arrière comme s'il était suivi.

Un jour à Alger, au commissariat, Fouad s'est surpris en train de pleurer. Systématiquement, à l'annonce de la mort d'un policier, ses supérieurs hiérarchiques se contentaient de réagir par deux questions : « Ont-ils pris son arme ? Sa carte professionnelle ? » Il avait aussi en mémoire le commentaire d'un petit chef excédé par un collègue grièvement blessé qui réclamait une indemnisation : « Ici, vous êtes payés pour mourir. » Mais là, écrite noir sur blanc sur un télégramme de la direction centrale de la police algérienne, l'interdiction absolue de rentrer chez soi avec son arme si l'on réside dans un quartier exposé d'Alger I En clair, il s'agissait d'éviter que les policiers égorgés soient dans le même temps dépossédés d'un pistolet qui irait rejoindre le camp de l'ennemi. « On n'était plus rien. De la merde. Et ils voulaient faire de nous des fous, des sanguinaires. » Fouad habitait la cité des Eucalyptus, l'une des plus pauvres de la capitale, le fief islamiste. Il dormait dans la cuisine. « Chez nous, on vivait à quatorze dans un deux-pièces. »

Au début, il y eut le doute ; les rumeurs, puis les premières confirmations. Des familles qui, aux obsèques de leur fils policier, refusaient le droit à ses anciens collègues de toucher au cercueil en leur disant : « Ce ne sont pas les islamistes qui l'ont tué, c'est vous ! », sans que ces derniers comprennent vraiment ce qu'ils voulaient insinuer. Les policiers les plus connus, « les plus justes, les plus aimés » dans les quartiers étaient éliminés « comme pour choquer, révolter les gens ». Un groupe d'inspecteurs de la PJ était réputé pour ses hold-up de bijouteries « sans que personne ne les arrête ». Un officier « visé » par un attentat qui provoqua la mort de plusieurs de ses hommes avait été surpris en train de s'écrire à lui-même des lettres de menaces pour dissiper le doute, car il avait monté l'opération. Un jour, la soupe des 1600 élèves de l'école de police avait été empoisonnée par

un gardien de la paix.

Des « Ninjas », du nom de ces commandos spéciaux vêtus de combinaisons et de cagoules, se faisaient descendre dans le dos alors qu'ils étaient suivis par une garnison de militaires. Un inspecteur, « un ancien truand, c'était de notoriété publique », a reconnu les meurtres de quatorze de ses collègues. Fouad affirme avoir pourchassé une voiture qui venait de commettre un attentat. « On arrivait à bien la "coller", on était contents. Tout d'un coup, on la voit entrer dans une caserne de la Sécurité militaire. Je le signale à la radio et on me répond : "Mission accomplie, retour au commissariat". » Fouad raconte qu'une autre fois, une voiture-commando avait exécuté un policier, dans la rue. « On avait le numéro d'immatriculation, la voiture allait être identifiée. Puis un silence au talkie-walkie. On nous demande finalement d'arrêter les poursuites. »

« Les années passaient et tout se mélangeait. On avait la conviction que l'on tuait aussi à l'intérieur de l'État, qu'il y avait un deuxième terrorisme, légal celui-là, qui en rajoutait. On ne pouvait avoir confiance en personne. La Sécurité militaire, les gendarmes, la police, tout le monde s'entre-tuait, jouait un double jeu, racontent Samir, Ahmed et Kamel, des amis de Fouad, des policiers eux aussi réfugiés à Paris depuis six mois. On combattait le GIA et on réalisait — on se le disait entre nous — que des attentats spectaculaires étaient montés par des services de l'État. L'assassinat de Boudiaf par un tueur isolé, l'attaque du consulat de France, un immeuble entouré de casernes militaires, tout cela était-il possible sans des complicités, des manipulations ? Au sommet de l'État, des gens ont intérêt à entretenir la guerre et à repousser le moment de rendre des comptes, sur l'argent détourné par exemple. » Fouad, Samir, Ahmed et Kamel se voyaient condamnés à tuer sans savoir pour quoi, à se faire tuer sans savoir par qui.

Parfois, la nuit, pendant les tournées, les policiers dialoguaient avec les commandos islamistes. Ces derniers avaient saisi des radios au cours d'attaques et, sur la fréquence des commissariats, les « ninjas » pouvaient entendre : « Le paradis est le destin de nos morts ; l'enfer est réservé aux vôtres. » Fouad leur répondait : « Toi t'es dans les montagnes et nous, on baise ta sœur ! » Les islamistes récitaient des versets du Coran d'une voix douce et disaient calmement : « De toute façon, nous allons vous tuer, un par un. » Fouad s'énervait : « Si t'es vraiment un homme, dépose ton arme, on se donne rendez-vous, on se bat avec nos mains. » Et puis, une fois, à 4 heures du matin, la voiture de patrouille a zigzagué dans un virage : « On a entendu des détonations partout, j'ai senti une balle me traverser la jambe, le chauffeur était mort, je me suis couché sur lui en fermant les yeux. Quand tout était fini, j'ai senti le visage de quelqu'un qui me regardait, puis ils sont partis. J'ai attendu comme ça jusqu'à 7 heures du matin. » A l'hôpital, Fouad avait apporté ses médicaments, ses pansements et il n'est pas resté long temps : « C'est sans doute un des endroits où un policier peut le plus facilement se faire flinguer. »

Aux derniers jours de l'été 1994, Fouad ne savait plus comment en finir. Cela faisait dix-sept mois qu'il n'avait plus mis les pieds chez lui, dormant dans un bureau du commissariat, donnant son linge à blanchir. Un ami, Kamel, avait osé parler dans un couloir des « provocations et des manipulations de l'État » et, immédiatement, des hommes de la Sécurité militaire avaient fait le guet à son domicile. Les policiers démissionnaires étaient assassinés. Ceux qui restaient en place étaient aussi assassinés. « On recevait par courrier des couteaux miniatures dans des morceaux de tissu. » Et Fouad s'était promis de se réserver la dernière balle afin d'éviter d'être égorgé.

Le ramadan avait été éprouvant. Les attentats n'arrêtaient pas — « On finissait par oublier les morts de la veille » —, Fouad était persuadé que « les terroristes » allaient commettre une action au coucher du soleil, ce moment où, après une journée de jeûne, on ne pense qu'à la première seconde de nuit tombée qui autorise à manger. « Je prenais ma soupe sur la terrasse du commissariat, le kalach sur les genoux. » Des policiers avaient été torturés par leurs collègues. On les soupçonnait d'être des agents doubles. A l'électricité, un chiffon mouillé dans la bouche, ou accroché à une échelle qu'on laissait tomber, on les faisait parler. « L'un d'eux était devenu fou, prêt à avouer le meurtre de Boudiaf. » Le père de la fiancée de Fouad avait annulé le projet de mariage. « J'aurais été mendiant, éboueur, n'importe quoi, il aurait accepté. » D'ailleurs, la population s'était de puis longtemps interdite d'adresser la parole aux policiers.

Fouad, enfant de cité, avait fait ce métier pour être agent de circulation. Il se souvient des pre-

miers mois de 1989 où il re passait son costume, travaillait l'après-midi à un grand carrefour d'Alger, souriant aux filles « en plein soleil ». « On était des Algériens nouveaux quand nous sommes entrés dans la police. On commençait à avoir des commissaires, des officiers qui n'avaient pas connu la guerre d'indépendance. On croyait aux élections, à la fin de la violence, de la corruption dans les commissariats. On avait appris les procédures de droit. On nous affectait dans les quartiers où nous vivions et, pour les gens des cités, c'était un changement extraordinaire », raconte Ahmid, policier réfugié. Fouad, lui, se contente de dire : « Nous, les policiers, c'était un peu "Le roi est mort, vive le roi !" Prêts à suivre n'importe quel gouvernement... »

D'ailleurs, au début de la guerre, il a bien vu dans sa cité qu'on arrêtait et déportait dans les camps du désert « des jeunes qui n'avaient rien fait ». Il savait que les gendarmes arrêtaient, torturaient, relâchaient « jusqu'à ce que le typé craque et prenne le maquis ». « Secrètement, dans ma tête, je pensais que c'était une injustice mais je me taisais. » Fouad n'a pas bronché non plus quand il a enterré des collègues « sans tête, des gamins de dix-neuf ans ». Il n'a rien dit quand ses supérieurs lui ordonnaient de tirer désormais sans sommation sur les silhouettes qui se profilaient dans la nuit. « Pourtant, je le savais, dans les cités c'était souvent des jeunes qui se relayaient en laissant leur lit au petit frère pour qu'il puisse dormir trois heures. En attendant, ils fumaient un pétard au bas de l'escalier. » Il n'a pas protesté quand, à la fin d'une ronde, on le renvoyait sur le terrain en disant : « Vous ne pouvez pas rentrer comme ça, vos copains sont en difficulté, allez les aider. »

Fouad, à l'occasion, ne respectait pas les instructions. Il faisait semblant, par exemple, d'aller sur le lieu d'un attentat. Il n'avait aucun espoir de retrouver un logement car, affirme-t-il, les chefs s'étaient attribué les nouveaux appartements normalement destinés à des policiers comme lui habitant dans les fiefs du GIA. Son ami Ahmid avait réussi à quitter Alger, à la faveur des vacances. De Paris où il s'était réfugié, il lui adressa une lettre volontairement provocatrice : « Reste dans ta merde puisque tu l'as voulu. » « Ici, dit Fouad, c'était le lavage de cerveau. On devenait des vampires à force de vivre la nuit. Et les consignes de tirer sur tout ce qui bouge... » Souvent, il partait tout seul au bord de la mer à 5 heures du matin : « Sur la plage, je criais, ça sortait... »

Quand il obtint, lui aussi, un congé assorti d'une autorisation de sortie du territoire, Fouad remit sa carte de police juste avant de prendre l'avion sans pouvoir prévenir sa mère. A Paris, il a rejoint Ahmid, Kamel et les autres policiers réfugiés. Certains ont sous-loué des locaux dans des garages de banlieue, d'autres vivent chez des parents. Demandeurs d'un statut de réfugié politique, ils ne se font guère d'illusion sur l'issue de la procédure et dans l'attente d'un renouvellement — également improbable - de leur visa, ils survivent sans argent, vendant quelques sacs « fantaisie » dans les couloirs de métro et distribuant des prospectus dans les rues de Paris. Un jour, Fouad a rencontré par hasard un ami d'enfance à Barbès. « Il était du FIS et moi, j'étais policier, on s'en foutait. » Les deux hommes se sont embrassés plusieurs fois. « Comment, ça va ? Ça va, et toi, comment ça va ? » Fouad dit qu'entre eux, « c'était la bonne entente ». Il se sent moins policier maintenant. « Ils nous ont trop bouffé, trop laissé tomber », explique-t-il en parlant de ses chefs. Contre eux, il voudrait que « justice soit faite ».

Algérie : paroles de flic

Jacques Girardon, L'Express, 12 septembre 1995

Écœurés et terrorisés, nombre de policiers algériens ont choisi l'exil. Peu acceptent de témoigner. L'inspecteur Ali l'a fait.

L'obstination des militaires algériens à programmer pour le 16 novembre une élection présidentielle qui sera boycottée par 70 % de la classe politique entraîne une recrudescence de la violence. L'attentat du 2 septembre à Meftah, près d'Alger, qui a détruit un commissariat et plusieurs immeubles abritant des familles de policiers aurait fait des dizaines de morts. La police paie un lourd tribut à cette guerre civile larvée qui ravage l'Algérie depuis bientôt quatre ans. Résultat : de nombreux policiers ont fui leur pays découragés, écœurés par ce qu'ils voient et ce qu'on leur fait faire, mais avant tout terrorisés.

Peu d'entre eux acceptent de témoigner, surtout quand leur famille est restée au pays. Même s'ils ne sont pas exempts de partialité, les récits de ceux qui s'y risquent, se recoupant, font apparaître la situation actuelle dans toute son horreur. Ali (un pseudonyme, bien sûr) est l'un d'eux. Il a trouvé refuge dans une capitale européenne. Mais pas Paris, où la Sécurité militaire (SM) algérienne est trop bien implantée. « Non seulement ils ont des réseaux de mouchards, mais ils envoient régulièrement, sous couvert de stages qui ne trompent personne — surtout pas la police française — des dizaines d'hommes en mission spéciale », affirme-t-il. 35 ans, policier depuis une quinzaine d'années, Ali s'est enfui il y a sept mois. Il était inspecteur et ses responsabilités dans l'Algérois le plaçaient en position d'observateur privilégié.

Tout ce qu'on entend sur les progrès des forces de l'ordre, c'est de la guerre psychologique, raconte-t-il. Si ce que dit le gouvernement était vrai, la guerre serait finie depuis longtemps ! En fait, la situation des policiers est terrible. Ils sont coincés entre les terroristes et la Sécurité militaire qui les tue aussi. Des policiers sont liquidés parce qu'on les soupçonne de sympathie pour le FIS ; parce qu'ils osent critiquer les comportements inhumains de certains de leurs collègues ; parce qu'ils démissionnent. Plusieurs fois, en poursuivant la voiture des meurtriers de policiers, il a fallu abandonner à l'entrée de la caserne de la SM à Ben Aknoun, où les tueurs allaient se réfugier. Bien entendu, les morts sont mis sur le compte des groupes armés.

C'est l'anarchie. Les policiers sont terrorisés et ils se comportent comme des bêtes sauvages. Ils volent, violent, massacrent. Ils ne se rendent même pas compte de ce qu'ils font. Ils ne savent plus s'ils sont vivants ou morts : la vie, ils ne la sentent plus. On a installé des lits de camp dans les commissariats, où ils dorment, mangent, vivent. Ils ne voient plus leur famille. Ils ne peuvent même pas sortir seuls boire un café sans avoir peur d'être tués. Ils sont confinés dans un univers de bombes, de mort, de sang et dans leur tête, ça ne tourne plus rond. La nuit, ils se soûlent, se droguent ou prennent des pilules pour dormir.

« La lutte antiterroriste ? S'ils se retrouvent à proximité du lieu d'un attentat, ils rebroussement chemin et reviennent en groupe une fois que c'est fini. Ensuite, ils se vengent de leur peur sur des innocents. Dans mon quartier, à Alger, je connais tous les groupes armés. Ils s'y promènent souvent, au grand jour. En armes. Bien entendu, des informateurs préviennent aussitôt la police de leur arrivée. Que fait cette dernière ? Elle attend leur départ ! Puis débarque dans la cité et s'en prend aux familles : vols, destructions, arrestations arbitraire (qui entraîneront d'affreuses séances de torture), viols, meurtres... Et tout cela sera mis sur le dos des groupes armés. C'est de la folie. Jamais la population ne pourra se réconcilier avec sa police ! »

Pour l'avenir, Ali, on s'en doute, juge minimes les chances du pouvoir. Il a toutefois des arguments : « On ne le dit pas, mais les groupes armés ont beaucoup d'armes, affirme-t-il. Ils en ont volé énormément. Même des armes lourdes, comme les mortiers, qu'ils n'ont pas encore utilisés. Ils en ont aussi acheté : à une époque, tout rouleau de tissu importé en Algérie contenait une arme ! Les généraux ne pourront venir à bout des islamistes. Il vaudrait mieux qu'ils s'en aillent tout de suite,

ça économiserait des vies. »

Massacres in Algeria : Strong evidence for Military Security responsibility

Robert Fisk, The Independent, 30 octobre 1997

Witness from the front line of a police force bent on brutality

Dalilah is the first Algerian policewoman to escape from her country and tell of the torture and executions she witnessed at the hands of Algeria's intelligence services. In a flat in a London suburb, she told how she was forced to sign fake death certificates for prisoners whom she saw dying under torture. By Robert Fisk.

Dalilah is used to blood. When she describes the prisoners, stripped half-naked and tied to ladders in the garage of the Cavignac police station in central Algiers, she does so with a curious detachment.

Later, when I have spent more than an hour listening to her evidence of cruelty and death, she will turn to me with a terrifying admission. « I'm being treated by a psychologist because I have bad dreams, » she says. « My great passion now is to go to see horror movies — it's the only thing that interests me. I want to see blood. »

It is an extraordinary remark to come from this attractive woman of 30 with her abundant dark black hair tied in a bunch, dandling the child of an Algerian woman friend on her knee. In your local police station, Dalilah would be a welcome member of the force. And so she was when she began serving at the Colonel Amirouche Street police station in 1985.

« I loved the job — I still love that job I originally had, » she says. « I was in the intelligence department, a police detective in the Special Branch and I'd wanted to be a policewoman to serve my people since I was 12 years old. »

Dalilah was trained for nine months at the Chateauneuf Higher Police School in Algiers — her father had been a police officer — and she enjoyed playing in police sports teams as well as her work as a detective.

Things started to go wrong for her during the October 1988 demonstrations for democracy and then they went wrong again — badly wrong — with the cancellation by the military-backed government of national elections that the Islamists were certain to win in 1991. Six policemen were assassinated in Algiers on 12 February 1992. Dalilah knew two of them, Elias and Mourad, both shot down in the casbah.

« I was moved to Cavignac police station near the post office and I hated what was happening there, what was happening to the police.

« They tortured people — I saw this happening. I saw innocent young people tortured like wild animals. Yes, I myself saw the torture sessions. What could I do ?

« They executed people at 11 o'clock at night, people who had done nothing. They had been denounced by people who didn't get along with them. People just said 'He's a terrorist' and the man would be executed. »

Dalilah talks about torture like an automaton, her voice a monotone. She says she saw, over a period of months, at least 1,000 men tortured at the rate of 12 a day, the police interrogators starting at 10am and working in shifts until 11pm.

« They tied young people to a ladder with a rope. They were always shirtless, sometimes naked. They put a rag over their face. Then they forced salty water into them. There was a tap with a pipe that they stuck in the prisoner's throat and they ran the water until the prisoners' bellies had swelled right up. « When I remember it, I think how it hurt to see a human being like this — it's better to murder men than see them tortured like that. »

Dalilah cries when she describes what she saw. « The torturers would say : 'You must confess that you killed so-and-so' and they made the prisoners sign a confession with their eyes blindfolded

— they didn't have the right to read what they were signing.

« There were prisoners who wept and said : 'I've done nothing — I have the right to a doctor and a lawyer'. When they said that, they got a fist in the mouth. Those who died were under the water torture. Their bellies were too swollen with water. Sometimes while this happened, the torturers would put broomsticks up their anuses.

« Some of the prisoners had beards, some didn't. They were all poor. The top policemen gave the order to torture — I think it was given over the phone. But they didn't use the word torture — they used to call it *nakdoulou eslah* — 'guest treatment'. There would be screaming and crying from the prisoners. They would shout : 'In the name of God, I did nothing' or « We're all the same, we're Muslims like you'. They screamed and cried a lot. »

Men broke and died under torture. « I saw two men who died like that on the ladder, » Dalilah says. « The two bodies hung there on the ladder. They were dead and the torturer said : 'Take them to the hospital and say they died in a battle.' They did the same thing with those who were executed at 11 at night — it was done after curfew when only the police and the gendarmerie could drive around.

« I had to fill out the death certificates so the bodies could be taken out of the hospitals. I had to sign that it was a body that had been found in the forest after it had decomposed — it was very hot then. »

Dalilah says that she tried to protest to a superior officer, whose name she gave as Hamid. « I said to him : 'You mustn't do these things because we are all Muslims — there should at least be evidence against these people before you kill them.' He said to me : 'My girl, you are not made for the police force — if you suspect someone, you must kill him. When you kill people, that's how you get promoted'. »

The torture sessions were carried out in a garage level with the ground floor at the Cavignac police station.

« Any cop would hit the prisoners with the butt of his Kalash (rifle). Some of the prisoners went completely mad from being tortured. Everyone who was brought to the Cavignac was tortured — around 70 per cent of the cops there saw all this. They participated.

« Although the torture was the job of the judiciary police, the others joined in. The prisoners would be 20 to 30 to a cell and they would be brought one by one to the ladder, kicked in the ribs all the time. It was inhuman.

« In the cells, the prisoners got a piece of bread every two days. There was no medicine. Every prisoner, according to the law, has the right to a doctor. But they would be returned to their cells covered in blood. »

According to Dalilah, women prisoners were taken for torture to a special section of the Chateauneuf police station called the National Organisation for the Suppression of Criminality, where Algerian military security police prevented all but those with special passes from entering. « You had to be a high-ranking officer to get in there because of the way they treated women, » Dalilah says. « They killed there too, but I don't know any more. »

Dalilah's tragedy is a personal one. « I can't sleep in the dark because I'm afraid, » she says. « It's not my fault because my fiance was murdered during Ramadan in 1993. The men who did this to him were dressed as policemen — and they killed him because he was a policeman. They kill without reason. »

Who are 'they', I ask ? And she replies : « That's the big question.

« My friend Nacera was letting her flat to a policewoman called Hamida and she received a threat letter — apparently from armed 'Islamists' — saying : 'If you protect the police, you're dead.' They gave her one month (to evict Hamida). Then on 12 July 1994, they shot them both in Nacera's car in the Cite Garridi. »

But it was torture that destroyed Dalilah's life — and which proved her undoing.

« There was a group of elderly people who were tortured, » she says. « I couldn't stand to see it, especially one man of about 55 whose arm was rotting. He had gangrene and he smelled very bad. I couldn't bear it and I went and bought him some penicillin and put it on his arm because I thought it

would help.

« There were another six people in his cell who had been tortured — it smelled like death in there. But another policeman had seen me and I asked him not to say anything. You see, we didn't have the right to talk to prisoners — only to hit them.

« But the policeman wrote a report to the commissioner who called me in and said my case would go to the national commissioner. He said : 'Maybe you'll go to prison for helping terrorists'. The man I helped was freed afterwards — which showed he was innocent. »

Armed 'Islamists' — four young men who turned up at her mother's home in a Golf car — had meanwhile targeted Dalilah, demanding she hand over her police pistol within 15 days.

When Dalilah asked for police protection, she was told that « everyone is in the same situation ». She slept in police stations at night. Then she slipped from home one night and bribed her way onto a boat for Europe, on the run from both the Algerian security forces and the Islamist guerrillas.

Lost souls of the Algerian night : now their torturers tell the truth

The Independent has obtained evidence that thousands of men and women have been « disappeared » by police agents of the military-backed regime in Algeria. And for the first time, members of the Algerian security forces — now seeking asylum in Britain — have given fearful testimony of mass torture by government agents, murder in Algerian police stations and secret burials by the security forces. Exclusive by Robert Fisk

We all knew it was happening in Algeria. For more than four years, released prisoners had told us of water torture and beatings, of suffocation with rags, of how their nails were ripped out by interrogators, of how women were gang-raped by policemen, of secret executions in police stations. But never before have members of the security forces provided the compelling evidence to prove the brutality of the Algerian regime.

And with documentary testimony that thousands — some say as many as 12,000 — men and women have been « disappeared » by a government that claims to be fighting « international terrorism », Algeria's military-backed government will find it hard ever again to win sympathy in the West.

A police officer who was in charge of the Algiers' city police armoury has described to *The Independent* how his colleagues killed prisoners in cold blood, how police torturers suffocated prisoners with acid-soaked rags after tearing out their nails and raping them with bottles. A 30-year old Algiers policewoman has told of how she watched prisoners — at the rate of 12 a day — tied half-naked to ladders in the Cavignac police station in Algiers while, screaming and pleading for mercy, salt water was pumped into their stomachs until they agreed, blindfolded, to sign confessions.

The same policewoman admitted to signing false death certificates to prove that dead prisoners had been « found » decomposing in the forests south of Algiers. A 23-year old army conscript spoke of watching officers torture suspected « Islamist » prisoners by boring holes in their legs — and in one case, stomach — with electric drills in a dungeon called the « killing room ». And he claimed that he found a false beard amid the clothing of soldiers who had returned from a raid on a village where 28 civilians were later found beheaded ; the soldier suspects that his comrades had dressed up as Muslim rebels to carry out the atrocity.

No guerrilla war is clean. No army or police force fighting ruthless insurgents will maintain its honour unscathed. And the so-called Islamic Armed Group (GIA) in Algeria, which has carved a unique and dreadful reputation for itself as the most savage guerrilla army on earth, can expect little mercy at the hands of its government opponents. GIA men — or those claiming to be its members — have attacked Algerian villages for more than a year, cutting the throats of women and children, burning babies alive in ovens, disembowelling pregnant women and slaughtering old men with axes. They have even employed a mobile guillotine on the back of a truck to execute their enemies.

But evidence that the massacred villagers were themselves Islamists, and increasing proof that the Algerian security forces remained — at best — incapable of coming to their rescue, has cast grave doubt on the government's role in Algeria's dirty war.

Indeed, repeated claims that the slaughtered villagers were « accomplices » of the GIA has raised suspicions that the Algerian regime, which seeks European support in its war against armed opponents, may have had a hand in provoking the slaughter. But the first-hand evidence from its own former security force personnel of torture and secret executions provides unequivocal testimony that the Algerian government has gone beyond the pale of civilised standards of warfare in fighting its enemies.

Among the names of « disappeared » men and women given to *The Independent* by an Algerian lawyer are those of young women uninvolved in politics — let alone religious extremism — of old men and, in one case, a paraplegic in a wheelchair. A 28-year-old woman called Amina Bouslimane, who was arrested almost three years ago by security police, is believed to have died under torture at the Chateauneuf police station in Algiers. The relatives of another woman have been told that the bones of one of her feet were broken while she was being interrogated about her brother who is a suspected member of an opposition group.

Confidential evidence from another Algerian lawyer states that a young newly married woman was raped in front of her husband to force him to reveal details of an Islamist group to which it was alleged he belonged. In the past, released prisoners have told of the gang-rape of women prisoners — in one case the rape of a grandmother who was dragged from a torture room covered in blood. Most of the torture in Algiers is carried out in two police commissariats, at Chateauneuf and at Cavignac.

These two torture centres exert terror over the population of Algiers where — on the evidence of two women whose loved ones have been arrested, never to be seen again — men and women are now taken from their homes without arrest warrants or the production of identification papers by the security forces. « You cannot compare 'excesses' with putting babies in ovens, » a government official told *The Independent* in Algiers last week. The frightful reality, however, is that the two sides are now competing in cruelty.

Inspector Abdessalam, who was in charge of police ordnance at the Dar al-Baida police station near Algiers international airport, has described how he watched as suspected « Islamists » were interrogated by torturers — some of whose names have been given to *The Independent*.

« Sometimes... prisoners were forced to drink acid or a cloth was tied to their mouths and acid poured over it, » he said. « Prisoners were forced to stand next to tables with their testicles on the table and their testicles would be beaten... A small number of the prisoners gave information. Some preferred to be killed. Some died under water torture. » Similar testimony came from a female detective called Dalilah who saw two men die strapped to a ladder in the Cavignac police station when their stomachs burst after salt water was pumped into them.

Algerians tortured by security forces

Lara Marlowe, Irish Times, 30 octobre 1997

Defectors from the Algerian army and police have described in horrific detail to *The Irish Times* how security forces routinely torture prisoners. In interviews conducted recently in London, where two former police inspectors and a army deserter are asylum-seekers, all three gave harrowing accounts of government atrocities — and two accused their former institutions of « eliminating » soldiers and policemen suspected of disloyalty.

This is the first time that former members of the Algerian security forces have given such a complete picture of the terror within the regime.

The world they recount is a Hieronymous Bosch-like hell, where soldiers and policemen use drugs before going out on killing missions, and full-time torturers attack their victims with electric drills and sodomise them with bottles.

Dalila, a former police intelligence officer, said police executed prisoners suspected of belonging to Islamist groups every night.

Insp Abdessalam, who managed the armoury at the Dar El Baida police station, described how Europe and the US are equipping the security forces in Algeria's dirty war.

In torture chambers at the Blida army barracks and in the garages of Algiers police stations, the security forces have forfeited their claim to moral superiority over the Islamic fundamentalist rebels they have been fighting since early 1992.

Reda, a conscript who fled Algeria only six weeks ago, described an army so venal that it forces the families of those who die under torture to buy back their bodies for burial.

The same defector provided circumstantial evidence that the military may have participated in at least one massacre of civilians last June. His conscript unit waited several kilometres away while career soldiers entered a village in the middle of the night, Reda said. The following morning, he learned that 28 villagers had been decapitated.

In Algiers, human rights lawyers are amassing evidence in the cases of thousands of « disappeared » civilians, many of whom appear to have no connection with the Islamists.

In one instance, two sisters who worked as court clerks were kidnapped last April because one was assigned to a case that was embarrassing to the government. The wife of a fundamentalist activist told how she lived with her husband in hiding for 3 1/2 years, until he disappeared last spring. Meanwhile, seven more civilians and two members of the security forces were yesterday reported dead in continuing violence. Six farm workers had their throats slashed in Hennaya, near Tlemcen in western Algeria — a region the authorities claim to be safe.

A bar-restaurant owner was killed in Boumerdes, just east of the capital, and a soldier and pro-government militiaman were shot dead in an ambush in Jijel province in eastern Algeria. The Islamic Salvation Army (AIS) is strong in the Jijel region, and the ambush strengthened fears that an October 1st ceasefire declared by the AIS is breaking down.

Also yesterday, the Algerian Chief of Staff, Lieut-Col Mohamed Lamari, confirmed in an interview with the army magazine *El Djeich* that he has sacked Gen Said Bey, the former commander of the Algiers and Blida provinces. The army's reputation was nearly destroyed by its failure to intervene in four massacres of hundreds of civilians in the Algiers area — all within sight of army barracks — since July. Col Lamari acknowledged that there had been « a certain breakdown » in security, but denied « rumours of dissension » within the military.

« Ils avaient de fausses barbes et du sang sur leurs pantalons »

Francois Sergent, Libération, 23 octobre 1997

Un déserteur algérien accuse des soldats déguisés en islamistes d'avoir tué des civils.

Omar était soldat en Algérie. « On n'a pas le choix, il faut faire son service, on nous demande tout le temps notre carnet militaire, pour avoir des papiers, pour sortir du pays », explique Omar, un gamin frêle de 22 ans (certains éléments de la biographie du témoin ont été modifiés pour préserver son identité). « J'ai été envoyé à B. chez les commandos dans la 3e région militaire. » La vie de soldat est dure en Algérie. « La caserne était en ruine, les uniformes dégueulasses et on mangeait mal », selon Omar. Pas d'entraînement ou de formation, mais une discipline de fer. « On était battus à coup de rangers et avec les crosses des fusils », raconte le jeune appelé. « Ils m'ont cassé les dents », explique-t-il en montrant un dentier tout neuf. Comme il l'a déjà fait devant les caméras de la BBC et de Canal plus, Omar nous livre un récit brut, un témoignage toutefois difficile à recouper étant donné la situation algérienne.

Un soir vers 16, 17 heures, en juin, Omar est parti en opération. « Ils nous ont fait une piqûre, ils nous ont dit que cela nous rendrait fort, qu'on n'aurait pas peur, je ne sais pas ce que c'était, des gens disaient que c'était de la cocaïne », affirme Omar, qui s'exprime difficilement dans un mélange d'arabe et de français des rues.

« On nous a emmenés en avion, puis on a pris des camions, vers deux, trois heures du matin, on était à côté d'un douar, environ 120, 130 hommes, on a dit aux 86 appelés, tous ceux de ma classe, de rester sur la colline qui dominait le douar et de ne pas bouger, sauf si on voyait une fusée éclairante lancée depuis les rues du village. Les « contractuels » (les engagés, ndlr) ils étaient environ 25 sont partis dans le douar. On n'a rien vu, alors on est resté sans bouger. Vers 5 heures, 5 heures et demie du matin, ils sont revenus. Ils étaient grimés, avec des fausses barbes et sentant le musc comme des islamistes. Ils avaient gardé les pantalons de treillis mais ils avaient des T-shirts civils, ils ressemblaient vraiment à des islamistes typiques. Certains avaient du sang sur leurs pantalons et leurs couteaux de paras étaient aussi ensanglantés. Ils ont enlevé leurs barbes. On n'a rien demandé, on ne demande rien dans l'armée et je ne me suis pas posé de question. »

L'unité rentre à la caserne dans la matinée. « J'apprends alors qu'un massacre a eu lieu dans le douar où l'on était, on l'a su par des gendarmes qui étaient à côté, il y aurait eu une trentaine de morts, on a fait le rapprochement, on a compris, mais on n'en a pas parlé, on avait peur. » Deux jours après, Omar est de corvée et doit nettoyer la chambre de son adjudant-chef. « On fouillait ses poches, pour chercher des cigarettes ou de l'argent, on est des voleurs comme Zéroual, raconte Omar en rigolant. Dans une de ses poches, on a trouvé une fausse barbe. »

Une autre fois, Omar est affecté à un barrage. « On nous avait donné encore une piqûre, je me sentais comme Rambo, comme dans un rêve, je me voyais très fort, tous les autres me semblaient tout petits. » Omar raconte : « Un homme très fort arrive au barrage, un barbu comme les islamistes, il ne veut pas donner ses papiers, il met sa main dans sa veste, j'ai peur, je tire dessus, j'ai vidé tout mon chargeur, je l'ai tué. » Ses officiers lui disent qu'il a bien fait, mais Omar dit se sentir de plus en plus mal dans l'armée. « On était toujours maltraité et j'avais peur d'aller à de nouveaux massacres. » En septembre, il déserte et réussit à rejoindre la Grande-Bretagne. Sa demande d'asile a été acceptée. « Ici, je suis bien, je me sens en sécurité ; en Algérie, j'étais menacé par l'armée parce que j'avais déserté, et j'étais menacé par les islamistes, parce que j'avais fait mon service. » « Je ne suis pas islamiste, j'aime m'amuser comme les tchi-tchi (surnom donné à la jeunesse dorée, ndlr), j'aime boire, j'aime les filles », raconte Omar, qui n'a pas plus confiance en l'armée et au gouvernement. « Ce sont tous des voleurs », dit-il. Il n'a raconté à personne en Algérie ce qu'il a vu à l'armée. « Mais aujourd'hui, je veux vider mon cœur. »

Il y a quinze jours, onze personnes de sa famille ont été tuées dans un massacre. « Je ne sais pas si ce sont les islamistes ou l'armée qui l'a fait. »

Ex-army man saw villagers being murdering

Lara Marlowe, The Irish Times, 30 octobre 1997

Three people who witnessed some of the horrors of the Algerian civil war and were forced to flee in fear of their lives spoke to Lara Marlowe about the brutal army and police tactics employed against civilians. When Reda, now 23, began training with a commando unit of the Algerian army at Biskra last January, he and other conscripts were introduced to a strange whitish liquid, which he says made him feel like Rambo.

« There was a doctor in uniform called Dr Sadek, and he gave it to us. We injected one another. It makes you feel as if you are on the moon, as if you are dreaming. When we killed men, it was as if we were killing cats. »

In May, Reda was transferred to the garrison town of Blida, 50km south of Algiers. He recalls a 2.0 a.m. outing to the nearby town of Sidi Moussa. « We ordered people out of their houses. We stole everything — money, gold. We beat people with our Klashes [Kalashnikov rifles]. We took 16 prisoners. Our officers told us there were terrorists among them. » The 16 men were taken to the basement of Blida barracks. « There was a special room where they tortured, called al katela — the killing room, » Reda says. « It was like a morgue. We said 'You gave shelter and food to terrorists. Tell us about them'. We drilled holes in their hands and bodies with an electric drill. We burned their beards. I did not do it personally, but we were a group. My role was to stand guard. » Some prisoners were sodomised with bottles, a method used by the French during the 1954-1962 Algerian war of independence. The chiffon or rag, another French torture in which the victim is forced to swallow salty or soapy water, acid or his own urine, was also used. « In the cells they were stripped naked. It was very cold, and from time to time we sprayed them with water...

« Three of them died : one when they drilled a hole in his stomach, two others from electric shocks when they put wires in their ears and anuses. » Reda and his unit took the dead torture victims back to Sidi Moussa. « If they wanted to bury them, their families had to pay us 50,000 dinars (£540). We gave them sealed coffins that they had to bury in our presence. We told them their men died of heart attacks, but they knew we killed them. » Reda briefly clicks a new set of false teeth out of his mouth with his tongue, to prove his only act of courage : « I hid some bread in my jacket and gave it to the detainees. They found out, and four men kicked my teeth in with their boots. They locked me up for a week. »

Last June, Reda's unit went out at midnight with a group of career soldiers who ordered them to wait on a ridge 3km above a small village. If they saw flares, the conscripts were to join the others, but they were not called in. « The next day, we heard that that 28 people had been beheaded in that place. I started to think that the soldiers were the killers. » Massacre survivors often report the killers look like Muslim fundamentalists. « Two days later, » Reda continues, « we were cleaning the barracks. My friend found a fake beard in one of the soldiers' pockets. We also found musk perfume like the Islamists wear. » The incident convinced Reda that the military committed the massacre « to discredit the terrorists ». He also believes the army murdered 26 conscripts who were taken to another barracks in the mountains above Blida. « None of the full-time soldiers were hurt, » he says. « They brought the conscripts' bodies back, and they said they died in a gunfight. Maybe they thought they talked too much. We knew they were killed — eliminated. »

During a night-time gun battle in July, under the street lamps of Blida, Reda decided to run away. « I saw eight friends of mine dead around me. The terrorists saw me. They knew me. Some of them had been friends of mine in Algiers. They wore jeans and leather jackets. They shouted to me : 'There are plenty of days left in the year. We will get you, Reda. Make provisions for your wife and child.' I and three others dropped our Klashes and ran. » Like the majority of Algerians, Reda was threatened from both sides. « Now that I am a deserter, I am caught between two fires, » he says. « Between the terrorists and the military. »

With his muscular body, short haircut and wearing a track-suit, Insp Abdessalam (37) looks like a cop. When the war started in 1992, he began sleeping at the police station at Dar El Baida, near Algiers airport. « Every day our friends were getting killed. We were terrorised. All the police were smoking hashish, taking drugs, wine, pills — anything not to think about the situation. When we went out to kill, we always took tablets. »

Conscript tells of Algeria's torture chambers

Robert Fisk, The Independent, 5 novembre 1997

Reda, a conscript in the Algerian army, says he felt no emotion as he murdered a man at his checkpoint earlier this year. But watching men tortured with an electric drill left him distraught. Only when guerrillas recognised him, he reveals, did he decide to seek asylum in Britain.

« They gave us vaccinations in our backs and then told us to inject each other before we went out on sorties. It was an off-white liquid which we injected into each other's arms.. It made us feel like Rambo. We were on a road-block, stopping anyone we suspected of being a terrorist. If a man had a face like a terrorist, if he had a big beard, he was shot. There was a man with a beard walking by the petrol station. I told him to stop. He said 'Why should I stop ?' »

Reda was in London now, but his memory was on a road 20 miles from Algiers. He had been on military service, part of a commando unit outside Blida. « The man was rude, so I killed him. It's like I was dreaming and it wasn't me. I didn't remember it till my friends told me. The bullets hit him in the chest. When he died, he cried : 'There is only one God but God.' I hope God will forgive me and that all humanity will forgive me. »

Knightsbridge may be an odd place to seek forgiveness but from time to time Reda wept — for the killings, for the torture he witnessed, for the soldiers he believes were murdered by his own army. He began his military service in the town of Skikda, then moved to Biskra for weapon training. « We were told that all people were against us. We were taught how to recognise terrorists — by their beards and khamis robes, their Islamic clothes. »

On 12 May this year Reda was flown to Blida, south of Algiers, for active service in the anti-guerrilla war. On his first sortie into the village of Sidi Moussa on 27 May, he and his comrades ordered families from their homes and while searching their houses he says they stole all the money and gold they could find. Reda says the soldiers beat the people with rifles and then took 16 male villagers away for torture. « There was an underground room at the Blida caserne called the katallah — the « killing room » — and the prisoners were all given names by the interrogators, names like Zitouni. The men were bound and stripped and tied to a chair and hosed with cold water. Two soldiers stood in front of each prisoner and asked questions. Then they started with the electric drill. »

Reda fidgets with his hands as he tells his awful story. The drills were used on the prisoners' legs. Reda says he saw one army torturer drill open a man's stomach. It lasted four hours with each prisoner — if they lived, they were released after a week. At one point in his story, Reda asks his younger brother to leave the room ; he doesn't want his family to know what else he has seen. « There was a cable about two inches in diameter and they put it in the ears or anus of the prisoners. Then they threw water at them. Two of the men began cursing us. And the torturer would shout 'Yarabak — God damn you — so much for your God.' The torture went on 24 hours a day. I was only a conscript. I watched but I didn't take part. »

Three men died during the torture session, Reda says. The soldiers told their families they would have to give them 50,000 dinars (£300) if they wanted the bodies. « The women scratched their faces (in grief) and we said the men had died of heart attacks but they didn't believe us. The coffins were sealed. They knew we'd killed them. »

In June, Reda was asked to participate in a protection force around the same village during a raid by regular troops. « We had to go in if there were flares sent up — but there were no flares and we went home after two hours. Next day, we heard that in this same village a massacre had taken place and 28 villagers had been beheaded. And that made us start thinking about who did it. I started to think that our people had been the killers. »

Two days later, Reda says, he and fellow conscripts were cleaning the barracks and searching the clothes of regular troops for cigarettes when they found a false beard and musk, a perfume worn by devout Muslims. « We asked ourselves, what were the soldiers doing with this beard ? » Reda

concluded that this army unit may have carried out the Sidi Moussa massacre but his alarm worsened when 26 of his fellow conscripts were driven off to another barracks at Chrea. « They later brought all their bodies back to us and said that they had been killed in an ambush but I am sure they were executed because they weren't trusted any more. There had been no wounded in the 'ambush'. Maybe they talked too much. All our soldiers knew these men had been eliminated — because earlier, before they were taken away, we were told not to talk to them. »

The end of Reda's military career was not heroic. His teeth were kicked out by colleagues, he says, and he was imprisoned for a week after he was seen giving bread to prisoners. Then, ambushed while on roadblock duty on the edge of Blida, he was recognised by two armed Islamists. « They were friends of mine and they saw me in my paratroop uniform and my green beret. One of them shouted at me : 'There is plenty of time left in the year to get you. Take care of yourself and your wife and child.' I and three of the other conscripts ran away with the help of locals who gave us civilian clothes. Now I am a deserter and I am between two fires — between the terrorists and the government. »

Reda turned up at Heathrow a few weeks later, pleading for protection. The Algerian authorities claim they know him — and that he fabricated his story of military atrocities to gain asylum in Britain. But why would Reda seek asylum in Britain in the first place, along with dozens of other members of the Algerian security services ? Reda's last news from Algeria speaks for itself : eight relatives in the suburb of Boufarik — not far from Blida — have had their throats cut.

La répression a commencé bien avant 1992

Témoignage recueilli par algeria-watch mi-novembre 1997

Mon nom est Mourad (nom fictif) et cela fait cinq ans que j'ai fui vers l'Europe (en 1992), cinq ans que je suis dans une situation instable, ne sachant pas si demain je serai encore ici. Je ne sais pas si demain, des policiers ne viendront pas me chercher pour m'emmener vers l'aéroport, pour un voyage-retour qui certainement finirait mal... très mal.

J'étais militaire, militaire de carrière. J'ai fait dix ans dans l'armée. J'étais dans l'administration, comme militaire. Et je ne vous dis pas que j'en ai vu des choses ! J'ai eu la chance ou le malheur d'avoir passé les trois dernières années dans un ministère, à Alger. Jusqu'au moment de mon arrestation fin 1989, j'étais secrétaire dans une administration militaire et à ce poste j'en ai vu des affairistes s'enrichir sur le dos de la population. Quotidiennement nous côtoyions ces gradés qui se faisaient verser des avances ou s'attribuaient des décharges soi-disant pour soins à l'étranger. Et puis nous avions des contacts avec d'autres services, entre autre des agents de la Sécurité militaire et là nous en avons entendu des histoires. Il m'est arrivé d'aller au port d'Alger et de voir les livraisons de marchandises, des voitures par exemple, prévues pour l'armée, passer entre les mains d'un militaire qui les détournait à son profit pour les revendre. Des marchandises achetées avec les deniers publics.

Au niveau du ministère nous étions surveillés par des agents de la Sécurité militaire. Déjà le fait de faire ses prières rituelles était suspect. Il est vrai qu'à l'époque un mouvement contestataire s'amorçait qui s'exprimait surtout au niveau des mosquées. Je dois reconnaître que j'en fus influencé. En temps que militaire, il m'était interdit d'adhérer à un parti politique mais la corruption et les inégalités sociales, les privilèges pour les uns et la misère pour les autres étaient si flagrants que je ne pouvais que partager ce besoin de justice. J'assistais donc souvent aux prières et discussions à la mosquée As-Sunna à Bab El-Oued ou la mosquée Kaboul à Kouba. Il est certain que ceci était connu des services de sécurités et que j'étais classé comme élément suspect. J'allai en payer la facture peu de temps après.

Une affaire de détournement de fonds au niveau de notre service entraîna l'arrestation de nombreux employés, dont moi. Je fus interpellé à mon domicile familial où je me trouvais en congé, ma famille n'habitait pas Alger. On m'emmena à la brigade de Gendarmerie de Bouzaréah où durant une semaine je fus quotidiennement interrogé par les collègues de la brigade de recherche de Birmandreis. J'avais été arrêté pour cause de vol mais les interrogatoires tournaient autour de mes contacts avec le FIS. Toute une semaine durant, je fus interrogé du matin au soir, la nuit c'étaient les agents de la sécurité militaire qui les relayaient. Ils ne prenaient pas de gants, ils insultaient, frappaient, torturaient. Je ne peux pas décrire les tortures qu'ils m'affligèrent. Il y avait avec moi d'autres inculpés qui subirent le même sort.

La semaine écoulée, nous fûmes présentés au tribunal militaire de Blida. La séance a duré toute la journée et ensuite on nous a transféré à la prison militaire de Blida. C'est une prison moderne qui a été inaugurée en 1986, je crois. Elle est immense et composée de plusieurs blocs en forme d'étoile. Les bâtiments comportent un rez-de-chaussée et deux étages ; à chaque étage, il y a un grand hall d'où on accède aux cellules. Celles-ci sont des pièces froides et humides pour quatre personnes.

Arrivés à la prison, on nous a arraché nos vêtements et donné des uniformes pénitenciers, sales et déchirés, des chaussures qui ressemblaient à tout sauf à des chaussures. On nous a mené chez le coiffeur qui nous a rasé les têtes.

Nous étions quatre, tous inculpés dans la même affaire et emprisonnés dans la même cellule, isolés des autres. Cela signifiait que nous ne voyions pas d'autres prisonniers. Dans le réfectoire on nous menait dans un coin, loin des autres, et lorsqu'il nous fut permis après des mois d'emprisonnement de faire des rondes dehors, c'est dans une cour isolée qu'on nous mena. Par

contre nous avions droit à une visite d'un quart d'heure par semaine en présence de militaires armés. Donc pendant un an nous avons vécu avec la seule présence de nos trois codétenus et des gardiens de prison qui sont d'une espèce bien spéciale. Ce sont des militaires qui ne vivent qu'au rythme des petits privilèges et pots-de-vin qu'ils arrivent à arracher à leurs supérieurs ou aux détenus. Ce sont de véritables tyrans, excellant dans l'art de faire souffrir les prisonniers.

Nous étions donc là, à attendre notre jugement, ne sachant quand celui-ci aura lieu et supportant un traitement spécial. Surtout durant les premiers mois, on nous présenta deux à trois fois par semaine au juge d'instruction qui devait nous interroger au sujet de nos contacts avec le FIS, des autres militaires et de leurs activités "subversives", leurs contacts, etc. Il utilisait les dossiers établis par la brigade de recherche, c'est-à-dire nos déclarations faites sous la torture et celles faites au parquet au moment de notre inculpation. Plus tard les interrogatoires du juge d'instruction s'espacèrent. Il voyait bien dans quel état nous étions puisqu'on nous torturait, mais cela ne l'intéressait pas, il ne fit même pas un effort pour nous envoyer voir un médecin.

Les tortures... Ce sont les gardiens qui s'en chargeaient et ils ne ménageaient pas leurs efforts. Ils nous sortaient de nos cellules pour nous enfermer dans une autre cellule vide, pour une journée ou une nuit. La plupart du temps c'est nu ou à moitié nu qu'on nous "traitait". Les mains attachés derrière le dos, les gardiens nous fouettaient avec des tuyaux. Ou bien ils nous trempaient d'eau et nous abandonnaient sur le ciment glacial. Ou bien on nous sortait dans la cour et nous pendait par les mains à un grillage pendant des heures. J'en garde des séquelles à une main. Je ne peux raconter toutes les formes de supplice... C'est trop dur à supporter. Parfois, la nuit, je fais des cauchemars et me réveille en sursaut, pensant être dans cette prison maudite à la merci de ces gardiens sadiques. Ce sont des brutes, ces gardiens. Au moment de la grève du FIS en juin 1991, ils nous disaient : "Il faut leur tirer dessus, il faut tous les tuer !" Les six premiers mois, les séances de torture étaient nombreuses. On venait nous chercher à peu près deux fois par semaine. Plus tard, les séances s'espacèrent et finalement on ne nous sortait qu'une fois par mois. Dans cette prison il y a des "cellules noires" et ce sont les "têtes dures" qui y passent entre un à trois mois. Heureusement, j'ai pu éviter ce châtime.

Après un an enfin, notre procès a eu lieu. Il fut expéditif. Nous avons bien eu droit à une défense, mais elle n'était d'aucun secours. On nous condamna à trois ans de réclusion. Avec ce verdict, je fus radié de l'institution militaire, c'est à dire dégradé et expulsé.

Tous ensemble, nous avons été transférés dans un autre bloc de cette même prison, le bloc où se trouvaient d'autres militaires inculpés pour viol, vol ou désertion. Nous retrouvions les mêmes conditions de détention mais nettement assouplies dans le sens qu'on ne nous interrogeait plus, qu'on ne nous torturait plus et que nous rencontrions d'autres prisonniers au moment des repas au réfectoire et des récréations dans la cour. En dehors de ces occasions nous restions enfermés dans nos cellules. Très rarement on nous autorisait à regarder la télévision dans le hall ou à lire un journal. Les sorties dans la cour étaient irrégulières, parfois deux fois par jour, parfois pas du tout. Il y avait bien des punitions collectives de temps à autre, ramper sur le sol ou rester assis sur le ciment glacé ou bien rester debout pendant des heures mais ce n'était rien comparé à ce que nous avons enduré durant la première année.

Au moment de la grève de juin 1991, de nombreuses personnes arrêtées furent amenées à notre prison avant de les transporter vers les camps du sud. Les forces de l'ordre avaient arrêté des hommes de toutes les couches sociales, de toutes les professions : il y avait des commerçants, des professeurs, des trabendistes, des vieillards et des mineurs. On m'obligea à enregistrer les noms des nouveaux arrivés. Ceux-ci étaient amenés en fourgonnette de la gendarmerie, par groupes de 20 à 30 personnes. Ils étaient accompagnés d'agents de la Sécurité militaire et de gendarmes. Durant leur séjour, la prison était surpeuplée et les condamnés étaient mêlés aux nouveaux arrivés.

Ces gens arrêtés de façon arbitraire et provenant de différentes régions du pays ne restaient pas longtemps dans la prison. Généralement après un jour, on les emmenait par groupe de dix dans des voitures militaires en direction des camps dans le sud, Reggane ou autres. Il y avait toujours de nouvelles fournées de prisonniers qui venaient et parfois ils restaient jusqu'à deux semaines. C'était une période très agitée et pour moi très intéressante car j'eus l'occasion de rencontrer de nombreux

ses personnes qui me racontaient ce qui se passait dehors et avec qui je pus discuter de la situation politique.

Après un peu moins d'un an je fus transféré à la prison civile de Blida. C'était un bâtiment prévu pour 400 à 500 prisonniers mais nous étions plus de 600. Nous étions entre 100 et 120 par salle, aménagée de lits superposés. Ce qui m'a le plus choqué dans cette prison, c'est le fait de voir des mineurs et surtout de voir de quelle façon ils étaient traités. A ce moment ils étaient 28 et étaient isolés des autres. Il y avait une espèce de kapo qui leur donnait des ordres, un autre détenu, adulte celui-ci. Ils étaient très sales et on les maltraitait quotidiennement avec des coups de fouet par exemple.

Je ne tardais pas à cet endroit, je fus transféré à Chlef dans une immense prison de 12 ha. Là aussi on nous parquait dans des immenses salles surchargées parce qu'entre temps les événements de janvier 1992 avaient provoqué l'arrestation de milliers de personnes. A Chlef les condamnés étaient séparés des autres, ainsi je n'ai pas eu de contact avec les nouveaux arrivants.

Entre-temps je fus gracié et je pus sortir de prison mi-1992. Mais les problèmes ne firent que commencer. Il m'a fallu six mois pour récupérer mes papiers et dans ma situation, il était hors question de trouver du travail. Avec mon passé, aucune société nationale ne m'aurait embauché. J'étais même un facteur dérangeant pour mon entourage et en plus je me sentais menacé. Je décidais donc de quitter le pays.

Un officier algérien accuse les services secrets dans les attentats de Paris

Le Monde, 10 novembre 1997

Après le récit d'un ex-agent secret à *The Observer*, un responsable algérien accuse lundi 10 novembre 1997, dans *Le Monde*, la Sécurité militaire de son pays d'avoir orchestré deux des attentats commis à Paris en 1995.

Sous couvert de l'anonymat, « Hakim » affirme représenter un groupe d'officiers décidé à saisir l'opinion occidentale pour « faire changer les choses » de l'intérieur en Algérie, où « tout le monde a les mains tachées de sang ».

« Je confirme que les attentats de Saint-Michel (8 morts le 25 juillet 1995) et celui de Maison-Blanche (13 blessés le 6 octobre 1995) ont été commis à l'instigation du service action de la direction infiltration et manipulation de la DRS », dit-il. « Hakim » affirme notamment que « la tête pensante des deux attentats est Boualem Bensaid », un étudiant incarcéré en France dans le cadre de l'enquête sur les attentats et qu'il présente comme un « militaire algérien membre du service action ».

Pour illustrer la capacité de manipulation des services algériens, il explique que Djamel Zitouni, ancien chef présumé du GIA (Groupe islamique armé) était en réalité une créature de l'ancienne Sécurité militaire. « Il a été recruté en 1991 dans un camp de sûreté dans le sud algérien. Nous l'avons aidé à prendre la direction du GIA en 1994 », précise-t-il. Après avoir aidé la DRS à prendre « l'homme le plus dangereux de la mouvance islamiste, Mourad Si Ahmed Mourad », Zitouni serait resté sous le contrôle du pouvoir algérien jusqu'à l'affaire du monastère de Tibehirine, en mai 1996. « Les moines devaient être trouvés — morts ou vivants, je l'ignore — dans le village natal d'un chef islamiste à qui on voulait faire porter la responsabilité de l'affaire. Pour des raisons que j'ignore, Zitouni n'a pas respecté le contrat. Il a donc été liquidé », ajoute Hakim.

Selon lui, des officiers ont décidé de rompre le silence à la suite des massacres de civils à la fin de l'été, particulièrement celui de Beni Messous, qui a fait plus de 200 morts en septembre. L'homme qui se confie au *Monde* se dit convaincu qu'il a été commis par la Sécurité militaire. « Il y a au moins une demi-douzaine de casernes à proximité. Il y avait un barrage, il a été levé comme par hasard », dit-il. Concernant les attentats commis en France, le témoin affirme que les explosifs auraient été récupérés dans les locaux de l'ambassade d'Algérie à Paris par Boualem Bensaid. Selon *Le Monde*, cette version est cependant démentie par les enquêtes judiciaires françaises.

Algerian Regime Responsible for Massacres : Algeria regime “was behind Paris bomb”

John Sweeney and Leonard Doyle, Manchester Guardian Weekly, November 16, 1997

BOMBS in Paris, help for Saddam Hussein's programme to produce weapons of mass destruction, the regime of terror at home -- today Algeria's secret police state is indicted by one of its own members or crimes against humanity. "Yussuf-Joseph" was a career secret agent in Algeria's *Sécurité militaire* until he defected to Britain, bringing with him the deepest secrets of the regime's links with President Saddam. His wife and children were spirited out. Two and a half years later they are still waiting for political asylum.

"Joseph" spent 14 years as part of the Algerian police state. In one gulag torture chamber he saw "a human eye lying on a table, and in the eye a fork". He now risks assassination for speaking out publicly. He said: "The bombs that outraged Paris in 1995 -- blamed on Muslim fanatics -- were the handiwork of the Algerian secret service. They were part of a propaganda war aimed at galvanising French public opinion against the Islamists." The Algerian police state is hiding material for President Saddam's nuclear, chemical and biological warfare programme. Intelligence agents from the two countries are collaborating to defeat the United Nations sanctions against Iraq.

The relentless massacres in Algeria are the work of secret police and army death squads. Algerian intelligence agents routinely bribe European police, journalists and MPs. Joseph said he paid one French MP, who cannot be named for legal reasons, more than 500,000 francs (about \$90,000) in bribes. The killing of many foreigners was organised by the secret police, not Islamic extremists.

Joseph, a strained, pale, intense man, described the most secret workings of the Algerian police state. He revealed that the constant terror in which civilians live is orchestrated by two shadowy figures, more powerful than the nominal president, General Liamine Zeroual. The police state is run as the private fiefdom of two men: Mohammed Mediane, codename "Tewfik", and General Smaïn Lamari, the most feared names in Algeria. They are, respectively, head of the Algerian secret service, the DRS, and its sub-department, the counter intelligence agency, the DCE. "[President] Zeroual is just the cherry on the cake", said Joseph. "Tewfik is much more important and Smaïn is his enforcer."

Since the military coup in 1992 after the first round of elections in which the Islamic Salvation Front (FIS) was set to take power, the violence has escalated to make Algeria the most dangerous country in the world. The carnage in Algeria and the bombs in France have been blamed on a group of Muslim fanatics, the Armed Islamic Group, or GIA. Joseph said: "The GIA is a pure product of Smaïn's secret service."

His testimony is supported by a former diplomat, Mohammed Larbi Zitout, No 2 at the Algerian embassy in Libya until he defected to Britain. "I used to read all the secret telexes", Joseph said. "I know that the GIA has been infiltrated and manipulated by the government. The GIA has been completely turned by the government." Joseph said secret agents who flew in from Algeria, sent by Smaïn, organised "at least" two of the bombs in Paris in the summer of 1995, in which several people were killed. The operation was run by Colonel Souames Mahmoud, alias Habib, head of the secret service at the Algerian embassy in Paris. Two men were later seized by French police. One, Khaled Kelkal, was shot in cold blood, his killing caught on camera. The second, Karim Moussa, was captured, injured. He has since disappeared and the French authorities have failed to explain what happened to this most-wanted suspect.

Joseph said Tewfik and Smaïn spent some of Algeria's oil and gas billions to bribe politicians and security officials in Europe. Joseph said: "I personally delivered a suitcase containing 500,000 francs to one French MP with strong links to the French intelligence services." The MP, who lost his seat at the last election, is a noted apologist for the Algerian and Iraqi regimes.

The power of the *Sécurité militaire* is such that it murdered a president, Joseph said. President

Mohammed Boudiaf was assassinated in June 1992 by people within le pouvoir. He knows because two of the killers were associates in the Sécurité militaire. "Boudiaf was killed because he had very sensitive files on corrupt generals. The generals have made millions from corruption, held in Swiss banks. Boudiaf started an inquiry." Fatiha Boudiaf, the president's widow, said last week : "Boudiaf knew that he would be killed by those who brought him to power" -- a coded reference to the secret police.

Joseph said the massacres, in which tens of thousands of Algerians have been killed since the civil war started in 1992, have been carried out by the regime's death squads. "Le pouvoir are behind the massacres and other killings besides. It's to maintain the state of fear", he said. "In 1992 Smaïn created a special group, l'escadron de la mort [the Squadron of Death]. One of its main missions to begin with was to kill officers, colonels. The death squads organise the massacres. If anyone inside the killing machine hesitates to torture or kill, they are automatically killed..."

"The FIS aren't doing the massacres. All the intelligence services in Europe know the government is doing it, but they are keeping quiet because they want to protect their supplies of oil." Joseph said he had witnessed torture. "I have seen the blowtorch used in Chateauneuf. The smell is awful... It has a very special smell of burning hair and flesh." But the blowtorch was not the worst. "I have seen in Antar, a torture centre near Algiers zoo, a human eye on a table with a fork in it... I have terrible nightmares." He described electrode torture he had seen. "They manacle a person to a bed, no mattress, just the springs. Then they get a live electric wire and touch the person -- he made a swishing movement, his right hand coming down in a lash. Smaïn used to go to the torture zoo and my colleagues would say : 'The Boss is here. He is working.' That meant he was supervising the torture himself."

The Guardian Weekly, Week ending November 16, 1997

« L'Algérie est une immense prison »

Francois Sergent, Libération, 20 novembre 1997

De Londres, un ex-diplomate dénonce la « sale guerre » du pouvoir algérien

Réfugié à Londres depuis deux ans, Zitout se réclame de l'opposition laïque et démocratique et a décidé de quitter la diplomatie algérienne après la fin de non-recevoir opposée par les autorités à l'« offre de paix » faite à Rome par l'opposition, y compris le Front islamique de salut (FIS), en janvier 1995. Aujourd'hui, il refuse de se taire sur les méthodes du pouvoir sous prétexte que cela ferait « le jeu des islamistes ».

Que pensez-vous des réactions de la communauté internationale après les témoignages qui mettent directement en cause les forces de sécurité dans les massacres et les attentats ?

Il y a une hypocrisie de la communauté internationale à se taire lorsque tout un peuple est massacré. Il vaut mieux être Rwandais, Chinois ou même Palestinien qu'Algérien. L'Algérie est devenue une immense prison, une gigantesque caserne, et les Algériens se demandent pourquoi on ne fait rien, pourquoi cette complicité de l'Occident. Nous sommes très amers. On a l'impression que les Algériens sont des hommes de deuxième zone, condamnés, sacrifiés. Je sais que beaucoup pensent que le pouvoir militaire est le dernier rempart contre l'intégrisme et qu'il ne faut pas faire le jeu des islamistes. Bien sûr qu'il y a des intégristes en Algérie, mais le gros des votants pour les partis musulmans voulaient voter avant tout contre un régime pourri. Ce n'était pas une question de religion, c'était la seule forme possible de protestation. L'Algérie n'est pas l'Iran. Mais il y a toujours des gens qui ne veulent pas voir la vérité. La morale ne se divise pas. La vérité ne profitera pas aux islamistes.

Comment sont accueillis les réfugiés algériens en Europe ?

Franchement, très mal, toujours pour la même raison : les pays européens croient la propagande du pouvoir algérien sur la menace d'une république islamique à deux heures d'avion de Paris. C'est oublier que toute l'opposition est loin d'être islamiste. On oublie trop que le FIS n'a attiré aux élections (législatives annulées de 1991) qu'un quart de l'électorat et 55 % des votants. Mais, on se méfie des Algériens. Résultat : 2 % des demandeurs d'asile algériens sont acceptés en Grande-Bretagne. Les chiffres sont encore plus faibles en France, en Belgique ou en Allemagne. J'ai attendu vingt-deux mois pour obtenir un permis ici, alors qu'un opposant diplomate chinois ou irakien obtient ses papiers tout de suite.

De nombreux témoignages sur l'Algérie sont publiés actuellement. Certains y voient des manipulations ou une volonté de certains clans du pouvoir de régler leurs comptes avec d'autres à coups de « révélations » à l'étranger...

Je ne pense pas que l'on puisse parler d'orchestration de tous les témoignages, par exemple d'une lutte entre Zéroual et Smaïn (respectivement chef de l'État et numéro deux de la Sécurité militaire, ndlr). Je ne crois pas davantage à une différence de vues entre « éradicateurs » et « dialoguistes » (partisans d'une répression à outrance et partisans d'une négociation avec toute l'opposition, FIS compris, ndlr). Les divergences entre militaires recouvrent avant tout des questions d'intérêts financiers, de partage du gâteau entre généraux. Ce ne sont pas des oppositions politiques ou idéologiques, mais des règlements de comptes au sein de la mafia du pouvoir.

L'intérêt de tous ces témoignages, c'est qu'ils racontent une part de vérité sur l'Algérie. On a un proverbe à Alger qui dit : « Il ne faut pas faire de différences entre les chiots. » Ce que disent notamment les policiers, les « ninjas » ou les militaires est très important. On voit mieux ainsi ce qui se passe sur le terrain. Ces gens-là risquent gros en témoignant. Il y a beaucoup de réfugiés en Europe, des magistrats, des policiers de haut rang, des officiers mêmes. Ils ne parlent pas, par peur

pour eux ou par peur de représailles contre leurs proches restés en Algérie. Ils se taisent aussi parce qu'ils ont réussi à quitter cette « sale guerre » et qu'ils ne veulent pas retremper dedans.

Ces témoignages évoquent des manipulation des GIA par la Sécurité militaire. Des éléments concrets prouvent-ils cela ?

Il n'y a pas de doute que ces groupes, je ne dis pas tous, mais une grande majorité, sont infiltrés et manipulés par le pouvoir. Dès 1986, du temps de la guerre d'Afghanistan, la Sécurité militaire a placé certains de ses agents parmi les volontaires envoyés y faire la « guerre sainte ». Ces agents ont servi de base aux infiltrations des groupes armés après 1992 (début des affrontements en Algérie, ndlr). Lorsque j'étais à l'ambassade à Tripoli, mon collègue de la Sécurité militaire, un haut gradé, me disait lorsque l'on parlait de la violence : « Ne t'en fais pas, le GIA, on les connaît, c'est nous. » C'est comme ça qu'ils parlent, il le disait comme une évidence : « C'est nous ! »

Ils ont réussi à infiltrer ces groupes jusqu'au sommet. Des gens comme Zitouni (l'un des chefs — mort — des GIA, dont se réclament les poseurs de bombes présumés en France, ndlr) sont des islamistes retournés par le pouvoir. C'est très facile d'infiltrer ces groupes : il est toujours facile de crier « Allah akbar » plus fort que l'autre. Pour les bombes en France (dont deux auraient été posées par la SM selon les témoignages publiés par *Le Monde* et *The Observer*, ndlr), les « services » me disaient toujours : « L'important, c'est le soutien de la France, il faut tout faire pour que ce soutien soit permanent et durable. » Je ne pense pas, néanmoins, que les poseurs de bombes arrêtés en France soient des agents de la Sécurité militaire. Ce sont plutôt des islamistes, téléguidés, manipulés, peut-être même à leur insu, par le pouvoir.

Ancien policier d'Alger réfugié au Royaume-Uni : témoignage intégral

*Al-Jazeera, décembre 1997*¹

J'ai intégré les corps de police en 1989. J'ai travaillé au commissariat central d'Alger. Ensuite, j'ai été affecté a El-Harrach puis a Dar-El-Beidha ou j'étais le responsable de la logistique.

Des unités spéciales dites de « lutte antiterroriste » ont été créées, notamment dans le corps de police. Ces unités opèrent dans le flou le plus absolu. Elles tuent sans distinction, détruisent et pillent tout ce qui se trouve sur leur passage. Chaque jour, des tueries sont organisées. Des fois, même l'aviation est utilisée pour des bombardements ; les victimes sont des civils mais les rapports font toujours état de terroristes tués.

Ces unités torturent a mort les détenus en utilisant toutes les méthodes, même celles qui dépassent l'entendement². J'ai été personnellement témoin de ces tortures : ils brûlent les détenus Ils les torturent a l'électricité. Ils leur arrachent les ongles. Ils leur arrachent les barbes avec les tenailles. Certains sont attachés sur une table pour subir le « supplice du chiffon » jusqu'a la mort par suffocation et par absorption d'acide.

Ceux qui ne meurent pas durant les séances de torture sont emmenés dans les fôrets ou dans des lieux inhabités pour y être exécutés, après leur avoir donné l'ordre de s'enfuir.

¹ www.geocities.com/CapitolHill/4373/policier_1.jpg

² n.d.l.r.: lire Moussa AIT-EMBAREK, *L'Algérie en murmure. Un cahier sur la torture*, préface par Me Abdennour Ali-Yahia.

Témoignage du transfuge « Adlane Chabane »

El-Watan-El -Arabi, 2 janvier 1998

Après avoir terminé mes études universitaires, j'ai pris la décision de rejoindre les rangs de l'armée. Je suis devenu un « professionnel », cad comme les officiers sortis des grandes écoles de guerre ou comme ceux qui ont choisi cette fonction après des études universitaires. Ces derniers ont fait leurs preuves et possèdent une légitimité professionnelle de par leurs diplômes supérieurs et de par leur amour du pays. Leur principale caractéristique est qu'il ne peuvent aujourd'hui cautionner le mal qui ronge l'institution militaire et qui a porté un coup très grave au moral des troupes... Je ne trahirais aucun secret si je disais que cette situation a transformé l'Algérie en un système mafieux au point où bon nombre d'officiers ont été contraints à quitter l'institution militaire et même à fuir le pays comme je l'ai fait moi même.. À mon avis, il faudrait que l'armée soit professionnelle et qu'elle demeure dans ses casernes. Et dans le milieu des officiers, il y en a beaucoup qui font la remarque suivante : « Si nous sommes incapables de gérer cette guerre civile, l'armée ne pourra jamais gouverner ce pays politiquement et économiquement. » Il est important de privilégier les solutions politiques sur les solutions militaires. Il faut aussi changer l'image de l'armée pour éviter son implosion. Il y a trop de dépassements et d'exactions, et trop de mort. Il faut agir autrement.

Depuis 1988, j'ai occupé plusieurs fonctions. J'ai été sous le commandement du général Lakhel Ayat puis sous le général Mohamed Betchine qui occupe aujourd'hui les fonctions de ministre d'État et de premier conseiller au président Liamine Zéroual. J'ai aussi servi sous les ordres du général Mohamed Mediène, dit Tewfik, avant de collaborer avec les principaux responsables dans les différents secteurs de la Sécurité militaire (SM).

J'ai quitté l'Algérie depuis six mois et je vis aujourd'hui en Europe où j'ai demandé l'asile politique. J'avais plusieurs fois déposé ma démission sans résultat. Je ne vous cacherai pas qu'il y a entre 300 et 400 officiers dans toutes les armes qui ont soit démissionné soit fui après 15 années de service. De plus, ceux qui quittent l'armée normalement, ne reçoivent aucune aide ou compensation ou retraite militaire.

J'ai pris la décision de démissionner de l'armée pendant le détournement de l'avion d'Air France par un groupe du GIA [décembre 1994]. J'ai observé que la manière dont l'armée a géré cet épisode était une catastrophe et je l'ai personnellement vécue comme une humiliation personnelle. Nous avons en Algérie une expérience dans ce genre de problèmes puisque nous avons reçu plusieurs avions détournés dans les années soixante-dix. Je croyais que nous possédions des unités de commandos spécialisées dans la libération des otages. Après cet épisode, j'ai compris que nous allions perdre la confiance du peuple...

En fait, il y a une unité commando créée en 1990 au commandement général de Meftah à 15 km d'Alger. Mais elle a prouvé qu'elle ne pourrait pas libérer les otages en un temps très court, suite à des essais dirigés par les services secrets français. C'est ce qui a décidé le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua et le Premier ministre Édouard Balladur d'ordonner le déplacement de l'appareil à l'aéroport de Marignane à Marseille...

Une armée qui est commandée, contrôlée et manipulée par l'actuelle SM ne peut en aucun cas être une armée populaire surtout lorsqu'elle est incapable de protéger ses citoyens. Pour les Algériens, il n'y a pas l'armée mais il y a la Sécurité militaire qui est présente partout. Depuis qu'on a sombré dans la guerre civile, les Algériens ne respectent plus l'armée. De plus, ils se moquent d'elle pour n'avoir pas pu gérer le détournement de l'avion d'Air France. Les militaires ne peuvent plus se montrer en uniforme. Ils ne peuvent plus mettre le képi à l'arrière de leurs grosses voitures pour impressionner comme ils le faisaient avant. De plus, ces militaires se cachent dans des endroits sous une garde renforcée...

Il y avait un désaccord entre les officiers qui ont servi dans les rangs français et qui ont rejoint les rangs de l'ALN en 1958 et ceux qui ont commencé la guerre de libération des 1954. Est venue

se greffer d'autres désaccords entre les « analphabètes » qui sont des officiers de haut rang qui reçoivent leurs grades pour leur appartenance à des clans, et entre les « professionnels » et les « universitaires ». 80 % des « analphabètes » appartiennent aux clans de l'Est.

Entre 1992 et 1994, plus de 2 000 officiers « universitaires » ont été renvoyés de l'armée suspectés d'être des sympathisants du FIS. Parmi les plus connus, on a le général Larbi Si Lahssen, « directeur du bureau politique de l'armée », et le colonel Mohamed Tahar Abdesslem, qui s'occupait du dossier du Moyen-Orient. Beaucoup d'autres officiers ont été écartés du centre de décision soit parce qu'ils avaient refusé de rentrer dans des clans, soit parce qu'ils avaient refusé d'être manipulé par la mafia. Ces derniers peuvent évidemment revenir dans l'armée à condition qu'ils acceptent de se soumettre aux règles en vigueur. On peut ainsi les retrouver dans des institutions officielles ou dans le sénat.

Toute rébellion est sévèrement réprimée. Ses auteurs sont exécutés, ou emprisonnés dans des camps de concentration dans le Sud qui regroupent jusqu'à aujourd'hui des dizaines d'officiers de tous les rangs, parmi eux, des officiers qui occupaient en 1992 des fonctions dans la direction de la défense aérienne à Reghaïa. Le moral des officiers est aujourd'hui au plus bas, du fait des salaires insuffisants, de l'inexistence de logements pour eux, et des conditions de travail difficiles.

Il y a eu démantèlement d'un réseau islamiste dans la base navale d'Alger, à l'académie de Cherchell et dans les casernes de Boughzel et Ain Oussera où il y a d'importants dépôts de munitions et d'armes. Il y eu aussi la rébellion du capitaine Zemani qui a été promu au grade de commandant et qui a attaqué la base de Ain Arnat à Setif où il a détruit 4 hélicoptères et un dépôt de munitions. À la fin 1996, un commandant de la base navale d'Alger a déposé une bombe dans le mess des officiers à la Défense nationale. En 1995 seulement, environ 200 militaires de différents grades ont déserté pour rejoindre les rangs des islamistes...

La sécurité désinforme, contrôle et terrorise suivant les méthodes utilisées dans les pays communistes. De temps à autre, lorsqu'il y a des crises au sein de l'armée, la SM organise des rencontres entre les différents protagonistes donnant l'impression qu'il y a une forme de démocratie, mais il n'en est rien. Tout est décidé entre les 3 ou 4 généraux qui partagent le pouvoir. Ces derniers montrent qu'ils ne sont pas d'accord entre eux. Mais en réalité ils forment un seul bloc dès qu'il s'agit de piller les ressources en devises du pays.

Contrairement à ce qui circule dans la presse, les massacres ne sont pas nouveaux. Depuis 1994, les massacres sont conduits par les services de sécurité, et particulièrement par une section spéciale de la sécurité militaire qui les organise et les exécute. C'est la « Direction centrale de la Sécurité militaire ». Elle agit dans le cadre d'un « centre opérationnel » qui est constitué d'une unité de commandos dirigée par le colonel Othmane Tartak surnommé Bachir. Le but est de terroriser les familles d'islamistes dans les quartiers islamistes pour les isoler des autres familles qui peuvent leur être d'un grand soutien.

Cette unité spécialisée a pour base la caserne de Ben Aknoun à Alger. Au début, cette unité était constituée de 6 à 10 éléments vêtus de la « Kachabia » ou de la « Djellaba » qui laissent pousser des barbes d'une dizaine de jours. Leur méthode de travail est la suivante : au milieu de la nuit ils sont transportés dans des véhicules civils dans les quartiers islamistes comme Cherarba, les Eucalyptus, Sidi Moussa, Meftah, etc.. Les éléments rentrent dans les localités et ciblent des familles bien précises, celles auxquelles appartiennent les islamistes recherchés. Ils frappent à la porte en criant : « Ouvrez, nous sommes les Moudjahidines ». Dès que la porte s'ouvre, les occupants sont tous tués. Au petit matin, le bilan s'élève d'environ une trentaine de morts. Les maisons sont détruites ensuite, durant la journée.

Ces actions se sont développées avec le renforcement de cette unité spéciale par l'arrivée d'autres commandos, de policiers et de miliciens. C'est devenu la catastrophe et il y a eu meurtres, pillages et viols à très grande échelle. Le pays est ainsi rentré dans un engrenage dangereux, et le plus dangereux de tout, c'est qu'il y a un nombre croissant d'individus qui commettent ces massacres comme s'ils étaient frappés d'une « épidémie du massacre ». Souvent, les tueurs s'adonnent à la drogue pour calmer leurs nerfs...

Ces expéditions punitives étaient aussi considérées comme des actions préventives visant à éviter

que les sympathisants du FIS rejoignent les maquis après avoir été libérés des camps du Sud.

Il faudra attendre la fin de la guerre pour connaître le véritable nombre des disparus... Il y en a qui disent qu'il n'y aurait que 400 disparus. Mais si on parcourt les cimetières et qu'on compte le nombre de morts classés « X algérien » on est vite pris d'un malaise. Il y a des milliers de disparus et ce sont tous des islamistes ou considérés comme tel. Leurs familles sont sommées de se taire sous peine de représailles.

Il y a encore des camps de concentration dans le Sud, vers lesquels sont envoyés ces disparus. Je peux citer les camps de Bordj Omar Idriss, Oued Namouss, Djenane Bourezg, etc.. Les conditions de détention sont inhumaines.

Je suis prêt à témoigner devant une commission d'enquête internationale. Je n'ai jamais participé aux séances de torture, mais la torture se pratique à grande échelle dans les casernes, particulièrement à Bouzareah, et à la caserne « Antar » à Hydra, et à Ben Aknoun, sans oublier les centres de police dans lesquels la torture se pratique normalement.

Les généraux reçoivent les rapports concernant les prisonniers.

Le pays n'est pas entrain de se développer. La corruption est partout dans le pays. Le monopole de l'État a été remplacé par le monopole d'une nouvelle caste d'affairistes qui sont dans leur majorité des analphabètes, comme certains généraux à la retraite ou encore actifs, d'anciens ministres, d'anciens responsables du FLN. L'État, ou ce qu'il en reste est désormais entre les mains de cette mafia politico-financière.

Pour obtenir la ligne de crédits la plus infime, il faut impérativement associer un haut fonctionnaire « militaire » car les lignes de crédit étrangères ne sont accordées qu'aux hauts fonctionnaires...

La plupart des candidats à des postes à l'étranger, comme les diplomates, les journalistes, les représentants de Sonatrach ou d'Air Algérie doivent donner une commission en devises étrangères à ceux qui les aident à trouver ce poste.

Toutes les histoires d'importation et d'exportation (libérées du monopole officiel) ne sont pas fondées. Tous les Algériens connaissent cela et connaissent beaucoup d'histoires à ce sujet. Voilà ce qu'il est advenu de l'Algérie et voilà à quoi sert l'armée (à décharger les bateaux des généraux et de leurs familles quand les dockers sont en grève).

Le monde de la presse a choisi son camp... La vie des journalistes est entre les mains du pouvoir qui leur assure la protection, leur donne des armes et les abrite dans des endroits bien gardés. Le pouvoir leur garanti aussi la publicité nécessaire à leur survie...

Atrocités en Algérie : « Nous étions les meurtriers qui ont tué pour l'État »

John Sweeney, The Observer, 11 janvier 1998

Le gouvernement algérien accuse les fondamentalistes musulmans de torture et de massacrer ses concitoyens. Mais John Sweeney a parlé à deux membres de la police secrète qui admettent la vérité à propos de massacres qui incluent même les enfants.

Le Ninja, suspendu par la junte algérienne, apeuré par les forces policières paramilitaires, parlait tranquillement tout en donnant des détails du massacre du 10 octobre dernier. « Nous étions dans un convoi de 16 voitures, en Jeeps Nissan et Peugeot 505, cinq Ninjas par voiture. Nous avons quitté le centre de police de Chateauneuf (à trois miles à l'ouest de la Casbah dans le centre d'Alger) à environ 1 h 30 du matin. Le trajet d'Alger jusqu'au quartier de Raïs Hamidou a pris environ 45 minutes. Nous étions armés de Kalachnikovs et de Berettas 9 mm. Près de maison ciblée, nous nous sommes arrêtés et avons attendu les forces spéciales de la Sécurité militaire. Dès leur arrivée, un des nôtres a détruit le système électrique desservant la région, plongeant ainsi 20 ou 30 maisons dans le noir complet. »

« Couper le courant est un de nos travaux », expliqua « Robert », un Ninja qui a fui l'Algérie pour l'Angleterre le mois dernier et qui n'a parlé qu'à l'*Observer* dans un total anonymat. « Nos ordres étaient clairs : nous devons surveiller le quartier mais ne pas agir à moins que l'on ne nous l'ordonne précisément. La Sécurité militaire vint et en ressortit après un moment, peut-être deux heures, peut-être moins. Après leur départ, nous sommes allés nettoyer les lieux. Il y'avait là 16 corps, deux familles. J'ai vu de mes propres yeux des hommes morts ainsi que des femmes, des enfants et même un bébé, tous égorgés. Je ne peux vous dire à quoi cela ressemblait... »

Qui tue en Algérie ? « C'est nous, nous », répondirent les deux Ninjas à l'unisson. Leur témoignage est une preuve condamnant contredisant la position officielle du gouvernement algérien comme quoi seuls les musulmans fondamentalistes seraient responsables des massacres. « Robert » et son ami Ninja « Andrew » donnèrent des preuves détaillées de l'implication de l'État dans toute une série d'abus de droit civil : massacre par des équipes meurtrières de la Sécurité militaire, torture des opposants au régime, espionnage et le meurtre des journalistes peu commodes ainsi que des artistes populaires afin de noircir la renommée des islamistes dans une guerre psychologique soigneusement organisée.

Andrew, un homme de haute taille, avec un visage aquilin et impressionnant, dit : « Depuis 1987, ou j'ai rejoint la police jusqu'à mon arrivée ici, j'ai tout fait : des meurtres, de la torture, si vous coupez la gorge de quelqu'un en face de moi maintenant, je vous dirais que cela est normal. J'ai vu la torture et je l'ai pratiquée. La première fois que j'ai été témoin de tortures, c'était en 1992 quand nous avons arrêté un activiste qui travaillait pour le FIS. La Sécurité militaire l'a pris chez nous et m'a dit : « Tu peux venir et regarder, si tu le supportes ». « Ils l'ont déshabillé et lui ont bandé les yeux, ont refermé violemment un tiroir sur ses testicules, ont placé une éponge imbibée d'eau de javel dans sa bouche jusqu'au vomissement. Alors, ils l'ont emmené ailleurs ».

Robert témoigne de torture l'année dernière dans l'infâme centre de police de Chateauneuf : « Nous avons amené le prisonnier dans les baraques, en bas par une trappe dans le sous-sol. Il y'avait là environ 15 prisonniers dans la salle de torture. Ils avaient tous les yeux bandés. Un homme était en train de pratiquer la torture avec un chalumeau et une paire de pinces. Je l'ai vu de mes propres yeux. Celui que nous avons amené était ligoté à une échelle. Quand il ne voulait pas donner de noms, la police jetait l'échelle et il tombait sur son visage. Puis ils utilisèrent une bouteille cassée. Il y avait aussi une machine pour étirer les torturés » ; il décrit environ 90 façons de torturer, l'électricité avec l'eau pour augmenter la douleur.

Le régime algérien dément utiliser la torture, mais Amnesty International, l'Observatoire des droits humains et la Fondation médicale pour les soins aux victimes de torture dit qu'elle est systé-

matique et répertorie, cas après cas, des exemples détaillés de torture. Mais l'utilisation de massacres comme ligne de conduite de l'État est une charge contre le régime moins facile à prouver. Robert se souvient également de sa participation dans deux des plus grandes tueries. La première eût lieu à Aïn-Defla, dans les montagnes à l'ouest d'Alger, en 1994 : « On nous a dit qu'il y avait là un groupe d'islamistes opérant dans les montagnes. Là-haut, les gens vivent simplement, des vies normale. Ils sont très pauvres. J'ai commencé à tirer avec ma Kalachnikov dans le village. Mais il n'y avait pas de ripostes d'armes. Quand vint l'ordre d'arrêter de tirer, nous sommes entrés. Il se trouvait seulement des femmes et des enfants morts. »

Un autre massacre auquel il a participé eût lieu au quartier de Larbââ au sud d'Alger, à la fin 1995. « Nous cernions la maison-objectif, mais on nous prévint par talkies-walkies de ne pas y aller avant l'arrivée de la Sécurité militaire. Nous avons attendu leur venue. C'étaient des Ninjas comme nous mais déguisés en islamistes : de fausses barbes et pantalons amples. Ils ont parlé à notre officier, son nom est Chaoui. La Sécurité militaire lui a dit de boucler la région et d'attendre. « Nous n'avons rien entendu. Deux heures après, ils sont sortis. Nous leur avons demandé ce qui s'était passé, ils ont répondu « rien », puis ils ont essuyé leurs mains. C'est notre Jeep qui est passée la première. Quand nous avons vu ça, nous ne pouvions le croire. Des femmes, des enfants, tous massacrés. C'était affreux. Il y en avait tant que l'on ne pouvait pas les compter. J'ai vu des gorges tranchées, des têtes coupées de leurs corps dans chaque maison. Tout le monde a été tué. Il n'y a pas de doute pour moi que ceux qui ont fait ça étaient de la Sécurité militaire. »

Pourquoi a-t-il fait ce travail ? « Vous devez obéir aux ordres ou vous êtes mort ! Si vous arrêtez, ils peuvent s'en prendre à vos familles et ils confisquent vos passeports quand vous vous engagez dans la police. » Un des emplois d'Andrew était d'espionner les journalistes algériens et de s'assurer qu'ils ne critiquent pas le régime. Selon Andrew, les journalistes qui ne s'alignent pas sont tués et cela est attribué aux islamistes. Il dit : « J'avais un cousin Mohammed-Slah Benachour, il était reporter pour l'APS. En Tunisie, il dit quelque chose sur le régime. Je m'occupais de son cas et j'ai inscrit l'observation sur son dossier RBK. Tous les rapports sur les journalistes partent dans un dossier RBK. Je ne sais pas ce que veulent dire ces initiales, mais nous envoyions ceci à notre chef, le Divisionnaire chef de la police Abboub Djelloul. Ils sont alors transmis au ministère de l'Intérieur. »

Selon le comité chargé de la protection des journalistes, M. Benachour fut abattu le 27 octobre 1994 à Boufarik, au sud d'Alger, lors de son trajet de retour du travail. Personne n'a revendiqué sa mort, mais on croit que c'est l'œuvre des islamistes armés. Mais Andrew dit : « Je sais qui l'a tué. C'étaient des collègues à moi. »

« Ils soupçonnent la Sécurité militaire »

Der Spiegel, 12 janvier 1998³

X est le 9eme transfuge ayant fait des révélations aux journaux. C'est un officier des services secrets algériens qui révèle l'implication de l'armée dans les crimes des islamistes. Voici ses révélations.

Ce qui m'a poussé la première fois à abandonner ma position privilégiée de capitaine et de déserteur, ce sont les événements de Badjarah. Dans cette banlieue d'Alger, les habitants découvrirent, horrifiés, un matin du mois de mai 1994, une douzaine de cadavres sur les trottoirs, tous des pauvres petites gens du quartier.

J'étais là, lorsqu'un lieutenant de Badjarah, choqué, annonça ce meurtre collectif à son supérieur du ministère de la Défense. La première question de ce dernier fut : « Que disent les gens dans la rue à ce sujet ? » – « Ils soupçonnent la Sécurité militaire », répondit le lieutenant. Le chef le calma : « Mais non, c'est pas sérieux, dis leurs que c'était un règlement de compte entre terroristes. »

A peine le soldat avait il quitté la pièce que l'officier éclata de rire et exprima sa satisfaction : « Bachir et ses hommes ont fait du bon travail. Je dois tout de suite lui téléphoner et le féliciter. »

Bachir, c'est le pseudonyme d'un officier des services secrets, Othmane Tartag, un colonel. Son quartier général se trouvait dans une caserne sur les hauteurs d'Alger. Sa spécialité c'était l'application d'une sorte de meurtre collectif – il faisait exécuter la famille d'islamistes passés dans la clandestinité.

Ses hommes se déployaient la nuit, vêtus non pas d'uniformes mais de « Kachabias », le long habit des pieux. Ils frappaient à la porte de la famille qu'ils voulaient admonester et murmuraient : « Ouvrez, nous sommes les frères des Moudjahidines », puis ils pénétraient dans l'appartement et exécutaient leur crime.

Peu après le massacre de Badjarah, le commando de Bachir continuait de tuer dans le quartier d'Eucalyptus. Il y eut encore beaucoup de ce genre d'attaques ; moi même, j'ai vu ces groupes de tueurs en action et je suis prêt à témoigner devant chaque comité d'enquête international.

Les derniers massacres atroces, comme ceux de la région de Rélizane, la torture, les mutilations, les enlèvements de jeunes femmes, tout ça a soulevé de nouveau la question, si mis à part de fanatiques islamistes, des soldats, sur ordre du gouvernement, ne seraient pas responsables de la dérive de l'Algérie vers la barbarie. Ma réponse est : indirectement, c'est certain.

Le président Liamine Zéroual, élu en novembre 1995 avec 61 % des voix parce que le peuple, désespéré, lui fit confiance, est en réalité l'homme de paille de généraux qui ne sont presque pas connus du public. Zéroual, lui-même un ancien général, a peur de ces véritables potentats. Il est leur camarade mais aussi leur otage ; après tout, son prédécesseur Mohammed Boudiaf qui voulait se libérer de l'emprise de l'armée, a été tué par un lieutenant, sous des conditions jusqu'à ce jour non élucidées.

L'armée a besoin de la haine et de la peur des islamistes pour garantir son pouvoir. En même temps, les massacres lui permettent de semer la discorde entre les rivaux fondamentalistes. Aussi inimaginable que cela semble, le GIA (Groupe islamique armé) est en partie une création des militaires, mais sur lequel entre-temps les apprentis sorciers ont perdu tout contrôle.

Au début du conflit, en 1992, les islamistes étaient représentés par trois groupes armés : le Mouvement islamique armé (MIA), le Mouvement pour un État islamique (MEI) et l'Armée islamique du salut (AIS), le bras armé du FIS, à qui on venait juste d'avoir fait perdre la victoire aux élections législatives.

Pour infiltrer ces groupes et les monter les uns contre les autres, les militaires ont aidé à la créa-

³ Traduction de l'allemand algeria-watch.

tion d'un nouveau groupe – de ce même GIA, où se retrouvèrent les plus durs et les plus nuisibles du pays : d'anciens volontaires d'Afghanistan mais surtout des grands criminels, dont certains étaient des meurtriers condamnés à mort, se rallièrent aux unités du GIA sous le commandement d'« émirs » autoproclamés.

Que ce soit intentionnellement ou par imprudence, les services de sécurité laissèrent s'évader en 1994 et 1995 des bandes entières de criminels des prisons les mieux surveillées d'Algérie. Plus de mille ont disparu de la prison de Tazoult à l'est du pays, au moins autant de Berrouaghia et de Serkadji. La plupart avaient été condamnés à mort ou à une réclusion à perpétuité, et presque tous se retrouvèrent dans le GIA.

De même, l'extrême brutalité des tueurs du GIA qui égorgent les hommes, coupent à la hache les femmes, brûlent les enfants dans des fours, indique que ces prétendus combattants ne sont pas des guerriers religieux mais des grands criminels sadiques. Ils s'acharnent surtout au moment du Ramadan, qui devrait être, pour le musulman pieux, la période de méditation.

Souvent, les massacres nocturnes, qui suppriment des villages entiers, ont lieu tout près de postes militaires, sans que les soldats n'accourent à l'aide des victimes. Ceci est un indice que l'armée tolère le GIA. L'armée trouve ainsi la justification pour les actions de représailles sanglantes et profite de l'ambiance de panique généralisée.

Au début, les attentats des fondamentalistes visaient essentiellement les membres de services de sécurité et les représentants de l'État – ceci correspondait à la logique d'une guerre clandestine classique contre les détenteurs du pouvoir. Les militaires voulaient que la terreur touche tout le peuple – cela leur donnait une certaine légitimité et augmentait les chances de survie du régime.

C'est la raison pour laquelle les forces de l'ordre ont décidé de prendre leur revanche sur une famille d'islamiste pour chaque mort dans leurs rangs. Les services de renseignements militaires ont exprimé d'abord une certaine réticence : une telle tactique ouvrirait la porte à la guerre civile. On ne les a pas écoutés, les dirigeants voulaient à tout prix être sûrs qu'ils ne seraient pas les seuls cibles de la terreur.

Ainsi ils ont entraîné le peuple entier dans leur sale guerre, et il ne devrait plus y avoir de personnes non concernées, les Algériens étant des otages du régime – et ils votèrent fidèlement pour les adeptes du parti du président au parlement, au sénat et dans les mairies.

Tout cela n'est possible que parce qu'au sein de cette caste mafieuse, composée de politiciens et généraux, auxquels chaque importateur doit payer un pot de vin, l'armée, démoralisée, est elle-même glissée dans la criminalité.

La revendication de l'ex-Premier ministre, — « la peur doit changer de camp » – s'est accomplie de façon terrible. Les militaires et la police tuent dans les quartiers « chauds » les proches des suspects pour que le voisinage ne permette pas au frère ou fils fuyard de se cacher. C'est de cette façon que la base des terroristes doit être détruite et le peuple séparé des partisans islamistes.

Finalement le pouvoir gratifie les meurtriers en uniforme pour cet acte de « rétablissement de la paix ». Un commissaire de police me racontait que ses hommes seraient depuis longtemps contaminés par la barbarie ; eux aussi éprouveraient une certaine satisfaction à égorger leurs victimes, comme s'ils abattaient des moutons ou des chèvres.

Comme les poursuites judiciaires leur paraissent trop compliquées et pas très consciencieuses, la police et les militaires préfèrent rendre justice eux-mêmes. Ils arrêtent des civils suspects, les interrogent, les torturent et en cas de doute les exécutent. Les exécutions sont quotidiennes. Des hordes de soldats et de policiers organisent de véritables expéditions de pillage sans risquer de punitions : ils rackettent, installent des barrages pour dévaliser les citoyens. Ou bien ils massacrent des prétendus terroristes, uniquement afin de s'emparer des bijoux et de l'argent liquide des tués.

La tentation est grande : un inspecteur de police gagne entre 8 000 et 12 000 dinars (250 et 370 marks) par mois ; le kilogramme de viande coûte 560 dinar, un kg de banane 360...

Des remords, la honte de la corruption et des crimes au nom de l'État ont provoqué une véritable saignée au sein de l'armée : des milliers de soldats, environ 400 officiers ayant faits des études supérieures ont abandonné le service. Mais aujourd'hui il n'est plus permis de démissionner. Celui qui est mal vu est muté dans les unités anti-terroristes qui combattent en première ligne et sont en état

d'alerte permanent.

D'autres ont déserté et sont passés aux islamistes parce qu'il ne voyaient pas d'autre moyen de lutter contre le pouvoir criminel. Il est arrivé que des unités entières se soient révoltées, par exemple à Boughazal, à 200 km au sud d'Alger, où se trouve un grand dépôt de munitions et d'armes. De nombreux camions chargés d'armes sont passés aux islamistes.

Des actes de sabotage se produisent sans cesse : ainsi le capitaine Zemani attaqua le 5 juillet 1994 avec un hélicoptère la base militaire de Ain-Arnat, située à 300 km à l'est d'Alger ; il détruisit quatre hélicoptères et un dépôt d'armes. Sa machine fut retrouvée près de Skikda dans une ferme ; l'officier a depuis disparu.

« Haroun », ex-agent secret réfugié au Royaume-Uni : témoignage à visage découvert !

Télévision suisse romande (TSR), janvier 1998⁴

Authentifié par le Foreign Office, cet homme accuse l'armée de son pays d'être à l'origine des massacres en Algérie. Il était agent secret, écœuré par les massacres, il a quitté l'Algérie, s'est réfugié à Londres. Face aux événements de ces derniers jours, il a considéré qu'il était de son devoir de parler.

« C'est l'armée qui est responsable des massacres, c'est l'armée qui exécute les massacres ; pas les simples soldats, mais une unité spéciale de l'armée sous les ordres des généraux. Il faut se souvenir qu'actuellement on privatise les sols et le sol est très important ! Il faut donc tout d'abord chasser les gens de la terre pour l'acheter à bon marché. Et puis il faut une certaine dose de terreur pour gouverner le peuple algérien et en plus rester au pouvoir.

Un proverbe chinois dit : « Une image vaut mille paroles » ; je n'ai pas supporté de voir l'image d'une fillette la gorge coupée. Je ne supportais pas de voir sans rien dire ce qui s'est passé. J'ai des enfants, imaginez ce qui a dû souffrir cette fillette, les 10 dernières secondes de sa vie, ça a du être horrible ! Je crois qu'il est de notre devoir de parler. Je parle aujourd'hui dans l'espoir que d'autres le feront aussi pour que cela change, pour arrêter les tueries ».

⁴ www.geocities.com/CapitolHill/4373/haroun.jpg

Témoignage : « J'en veux à mourir à ceux qui sont responsables. » Entretien avec le capitaine Haroun

Propos recueillis par Jean-Paul Chagnollaud, Confluences Méditerranée, n° 25, printemps 1998

Nous avons rencontré le capitaine Haroun à Londres où il s'est réfugié après avoir servi pendant 14 ans dans la Sécurité militaire algérienne et décidé de désertier. Depuis quelque temps, il a décidé de s'exprimer un peu dans la presse et notamment dans The Observer, pour dire ce qu'il sait du rôle des services spéciaux dans les événements actuels qui déchirent l'Algérie. Ces articles nous ont intéressé car ils permettaient d'avoir une idée — même très approximative — de tout ce qui se trame dans l'ombre et qui conduit souvent à des actions importantes qui pèsent sur le déroulement et l'interprétation de ces événements. Bien entendu, ce type de déclarations est sujet à caution : rien ne prouve qu'il y ait une part de vérité dans les propos d'un homme qui a déserté et vit désormais dans une semi-clandestinité. Mais en même temps, personne ne peut sérieusement croire que les services spéciaux pourraient rester inertes dans une telle situation. Ce n'est pas parce qu'on ignore tout de leurs activités, par définition secrètes, qu'ils ne font rien. Pendant la guerre d'Algérie, les historiens ont montré l'importance du rôle joué par les services spéciaux de l'armée française pour déstabiliser l'adversaire en l'infiltrant, en le manipulant, en le piégeant ou en lui fournissant une multitude d'informations tronquées ou encore en lui faisant endosser des actions qui n'étaient pas les siennes. Les responsables politiques algériens que nous avons rencontrés ont d'ailleurs souvent insisté sur l'importance du rôle de la Sécurité militaire algérienne et aussi sur sa grande efficacité parce qu'elle est formée de gens très compétents.

Nous avons donc décidé de nous entretenir directement avec le capitaine Haroun qui nous livre ici son témoignage. Chacun l'appréciera comme il l'entend.

— Une des interrogations qui parcourent ce dossier porte sur la nature des GIA : est-il vrai qu'ils aient été infiltrés, au moins en partie, par les services de la Sécurité militaire ?

Le travail de surveillance de ces islamistes radicaux remonte à l'époque de la guerre en Afghanistan. Pour soutenir les troupes soviétiques en difficulté face aux Afghans, le KGB soviétique avait, en effet, demandé à leurs homologues algériens, avec lesquels ils entretenaient des liens étroits, d'infiltrer les maquis afghans. Pour réaliser cette opération, la Sécurité militaire a donc envoyé un certain nombre d'officiers parmi les Algériens qui, par conviction, voulaient se battre aux côtés de leurs frères musulmans. L'un d'entre eux est même devenu un des proches collaborateurs du commandant Massoud qui était un des dirigeants les plus importants de la résistance afghane. À leur retour, ces hommes — disposant d'une solide expérience des groupes d'islamistes — ont été reconvertis dans le combat anti-islamiste qui s'est accentué dès la fin des années quatre-vingt et qui avait déjà commencé avec la lutte contre le groupe de Mustafa Bouyali que les services avaient fini par éliminer.

Les GIA ont donc pu être infiltrés dès le départ, ce qui a permis aux services de suivre de près leur développement et d'agir efficacement surtout lorsqu'ils ont cherché à s'unifier. C'est ainsi que les services ont pu liquider des responsables du GIA et les principaux chefs du FIS qui les avaient rejoints, notamment Mohammed Saïd. Au total, une cinquantaine de personnes venant du FIS ont été tuées en 1995, ce qui a constitué un succès important pour la SM.

— Peut-on aller plus loin en disant que les services spéciaux ont commis des actions meurtrières sous le couvert du GIA ?

Après ce qui s'est passé en 1995, beaucoup ont compris que les GIA étaient infiltrés par la SM, car cette série de meurtres et quelques autres servaient le pouvoir mais certainement pas les islamistes, l'hypothèse de règlements de compte entre islamistes n'étant pas crédible. Pour les gens du GIA, ces événements ont constitué une sorte de « big-bang » qui les a amenés à changer de tactique : les groupes ont éclaté et se sont dispersés. Dès lors, le sigle GIA est devenu la couverture de

toutes les basses besognes, l'entité qui tue indistinctement.

— **Il n'est tout de même pas pensable que certains des massacres perpétrés par les GIA en 1997 ou ces dernières semaines aient pu être commis par des unités spéciales dépendant de la Sécurité militaire.**

C'est possible parce que c'est impensable. Pour certains massacres, il faut regarder de près le déroulement des opérations ; on constate une multitude d'impacts de balles sur les murs, des maisons ouvertes avec des explosifs, des traces d'utilisation de lance-flammes... autant de matériel que les islamistes ne peuvent absolument pas avoir en telle quantité. Pour faire ce sale boulot, il existe des unités spéciales qui sont envoyées sur le terrain déguisées en islamistes. Cela explique que l'armée ne soit pas intervenue alors que ses casernes se trouvaient parfois seulement à quelques centaines de mètres des lieux. De plus il faut rappeler que les assaillants ont pris tout leur temps, c'est-à-dire plusieurs heures, ce qui est considérable. Ils se sont comportés en professionnels en sachant que personne ne viendrait les déranger. Une fois leurs forfaits commis, ils s'évaporent sans qu'on puisse les retrouver et ils recommencent dans un autre village. Et pourtant dans chaque unité, le général Lamari a créé des pelotons d'alerte qui ont précisément pour mission d'agir aussitôt face à de telles situations d'urgence ; s'ils n'ont pas bougé, c'est qu'ils ont reçu des ordres pour ne pas intervenir.

Je ne dis pas que tous les massacres sont commis par ces unités spéciales mais que quelques-uns l'aient été est certain, d'autant que les personnes ciblées ont fait partie des sympathisants islamistes puisque plusieurs des villages touchés ont voté en masse pour le FIS en 1990 et en 1991. Par ailleurs, il existe aussi des unités qui se battent par tous les moyens contre les maquis islamistes. Certaines de leurs opérations organisées pour empêcher que les islamistes ne se procurent des munitions ont réussi, par exemple celle où un colonel chargé de casser ce trafic a fait mettre des miettes de TNT dans des stocks de munitions qu'il savait devoir être acheminés à ces maquis... Les conséquences ont été terribles pour les islamistes qui les ont utilisés.

— **Il est difficile d'imaginer que des hommes dépendant d'un service officiel puissent commettre des massacres.**

Les luttes internes au sein de l'armée et entre les différents clans qui se disputent le pouvoir ne sont pas étrangères à ces massacres. Les intérêts en jeu sont si énormes que certains ne reculent devant rien pour consolider leur position. Quant aux exécutants, ils ont commencé avec du valium et ont continué avec de la morphine... Non seulement ils sont drogués mais aussi ils sont pris dans une sorte d'engrenage qui transforme complètement leur rapport à la violence. Je l'ai constaté au quotidien dans certains services : on participe à un interrogatoire puis à un autre encore plus poussé et, un jour, on ne prête plus guère d'attention au fait que l'homme soit mort sous la torture. Cela fait partie du métier... Un métier profondément imprégné d'une culture de la violence.

En dehors des nombreux massacres qui conservent leur part d'ombre, l'origine de certaines actions est incontestable parce qu'elles portent la marque des services ; c'est le cas en particulier du meurtre de certaines personnalités politiques à commencer par le président Boudiaf ou d'hommes de culture comme Tahar Djaout. Pour le président Boudiaf, je connais très bien un de ceux qui ont participé à son assassinat... Par ailleurs, il y a d'autres assassinats dont on ne parle jamais ; par exemple, en 1992, le président Boudiaf avait envoyé quelques personnes à Paris pour enquêter sur les avoirs financiers de certains généraux ; elles ont toutes été tuées quelque temps plus tard. Personne n'en a rien dit. Les manipulations sont constantes et multiples et pourtant beaucoup acceptent les versions officielles.

De manière plus générale, il faut savoir que le climat est extrêmement tendu au sein des services spéciaux et plus largement dans l'armée. Dans les services, on ne se fait plus confiance. Trop de meurtres ou de disparitions demeurent inexplicables. Le chef de la direction où je travaillais a lui-même disparu sans qu'on puisse savoir quoi que ce soit. Et dans l'armée, beaucoup ont peur puisque tout peut arriver. D'une certaine manière, je dirais que la terreur règne d'abord dans l'armée.

— **Si tout ceci contient une part de vérité, il est évident que les services spéciaux des grands**

pays étrangers sont au courant et que, par conséquent, leurs gouvernements sont informés.

Bien entendu, d'autant que les liens entre les services algériens et français sont étroits ; Philippe Rondot se rend très souvent à Alger. Cela permet de discuter mais aussi de faire accepter bien des choses. Ces jours-ci par exemple, le 13 février, les services de sécurité d'Alger ont annoncé qu'Ali Touchent alias « Tarek », considéré comme le coordonnateur de la campagne d'attentats en France de juillet à octobre 1995, avait été tué dans un hôtel de la rue de Tanger à Alger le 23 mai 1997. Comment expliquer que cet homme ait été tué et non pas arrêté et qu'ensuite sa mort ne soit annoncée que plus de huit mois après ? En France, l'information est passée sans qu'on se pose vraiment de questions. Hier, il y a eu un communiqué du ministère français de l'Intérieur pour dire que les empreintes digitales envoyées par Alger correspondaient bien... L'affaire semble donc classée.

En ce qui concerne l'assassinat des moines français de Tibhirine, les choses sont très confuses surtout que la DGSE s'en est mêlée pour essayer de les libérer. Si on prend en considération que le bras droit de Djamel Zitouni à l'époque était un lieutenant des services de renseignement (le lieutenant Moustapha, un élément du général Smaïn), encore une fois les doutes sont très pesants car je ne pense pas qu'un illettré comme Zitouni aurait pu découvrir tout seul les émetteurs miniatures de localisation (reliés à des balises de repérage satellites) qui ont été transmis aux moines durant les négociations. La découverte de ces émetteurs leur a coûté la vie.

— Si les actes dont vous parlez ont bien eu lieu, comment les expliquer ?

Il existe au sein de l'armée des groupes très puissants — constitués de quelques dizaines de personnes à l'influence déterminante — qui se disputent le contrôle d'intérêts financiers et économiques considérables (récemment un général a perdu plus d'un million de dollars sur une place financière...). C'est vrai pour le partage de la rente du pétrole aussi bien que pour le commerce extérieur mais aussi, depuis quelques années, pour les enjeux énormes liés à la privatisation de l'industrie et de la terre — en particulier dans les riches terroirs de la Mitidja. La violence permet à la fois de contrôler certains secteurs, d'éliminer des concurrents potentiels, d'empêcher les enquêtes et surtout peut-être de détourner l'attention.

Cette situation extrêmement confuse arrange en fait beaucoup de monde et finalement joue en faveur du pouvoir. Quand on a commencé, il est difficile de s'arrêter. C'est comme une fuite en avant. Pensez aussi au nombre de gens qui savent des choses dérangeantes : ceux qui tuent sont dangereux puisqu'ils peuvent parler ; ils sont donc devenus un facteur d'influence et contribuent à rendre la situation encore plus complexe. Sur un autre plan, le fait d'avoir armé des civils en créant ces milices qui existent maintenant un peu partout dans le pays risque aussi de poser de graves problèmes. Les miliciens constituent une véritable bombe à retardement.

— On a le sentiment qu'il n'y a guère d'arrestations et encore moins de procès d'islamistes radicaux membres des GIA.

Dès 1993, il y a eu des ordres stricts : on ne fait pas de prisonniers. Et quand il y a des blessés, on les achève. Quant à la justice, elle n'a aucune autonomie dans ces questions. En Algérie, elle n'existe pas. Tout dépend de la Sécurité militaire. Tout le monde a bien vu ce qui s'est passé à la prison de Serkadji à Alger en février 1995 : des dizaines de détenus ont été massacrés par les forces de sécurité.

— Pourquoi avez-vous accepté de nous rencontrer ?

Les Algériens sont en train de vivre leur Vichy, c'est-à-dire une période faite de compromissions et de bassesses comme celle que la France a connue pendant la guerre. J'en ai ressenti un tel dégoût que j'ai voulu quitter cet univers même au prix de ma vie puisque maintenant je suis condamné à mort. Pour reprendre une formule qui est désormais classique en Algérie : si je me tais je meurs, si je parle je meurs. J'ai choisi de parler pour rendre hommage aux victimes, pour l'Histoire et parce que je veux contribuer à changer les choses pour les générations à venir. J'en veux à mourir à tous ceux qui sont responsables de cet effroyable gâchis.

Entretien conduit par Jean-Paul Chagnollaud.

À propos de terrorisme...

Témoignage d'un officier de police recueilli par algeria-watch entre mi-1998 et mi-1999

J'ai fui l'Algérie en 1997 et j'avais de bonnes raisons de le faire. Je vais, ici, tenter de donner une idée de la situation que j'ai vécue toutes ces années et qui m'a poussé à quitter mon pays.

Je suis policier. J'ai fait l'école de police de Belcourt en 1987 après avoir passé mon service militaire. J'ai travaillé à Chateauneuf dans la CCRB (Centrale contre répression du banditisme). J'étais officier de police.

La police ne travaille pas avec la Sécurité militaire et il y a même un problème de coopération. L'armée et surtout ses services secrets dominant le terrain et au contraire nous utilisons dans leurs méthodes subversives de lutte contre le terrorisme.

Avant de relater quelques-uns des faits que j'ai vécus et qui m'ont convaincu que les appareils policier, militaire et judiciaire sont minés, corrompus et réduits à des instruments de répression aux mains de forces occultes qui dilapident les richesses du pays sur le dos de la population, je vais essayer de donner une idée de notre travail quotidien. Notre travail dans la centrale de CCRB est à la fois imprégné de routine et dangereux, extrêmement dangereux. Nous faisons des patrouilles par secteurs, procédons aux arrestations de suspects, sommes appelés en cas d'alerte et mêlés à des accrochages avec des groupes armés. Nous dormons sur le lieu de travail parce que nous sommes menacés. Nous avons procédé à des ratissages dans tous les quartiers dits chauds : Badjarah, Leveilley, Jolie Vue, Oued Chayeh, etc.

Il y a une chose qu'il faut relever en ce qui concerne les ratissages de forces combinées : aucune mesure n'est prise lorsque des exécutions sommaires de civils ont lieu. Au contraire, les responsables des renseignements généraux de la police laissent la situation se dégrader avant de prendre la décision de réagir. Ce n'est que lorsque les morts de civils sont très nombreuses ou bien qu'on en parle beaucoup, que la police envoie un rapport ou alors des velléités politiques obligent les décideurs à prendre certaines mesures. C'est à ce moment-là que tout un appareil bureaucratique est mis en branle et les responsables de la Sûreté font une demande au niveau du ministère de l'Intérieur pour obtenir l'autorisation de faire un ratissage. Ils sollicitent l'aide de l'armée, avançant l'argument du manque d'effectifs de la police pour le bouclage d'un quartier ou prétendant qu'un groupe terroriste dangereux s'active à un endroit précis. A partir du moment où l'armée entre en jeu, c'est elle qui désigne le responsable policier pour le commandement de l'opération et lui, transmet les ordres aux responsables policiers. Les membres des unités de la police, eux, ne se rendent pas compte qu'en fait, c'est l'armée qui prend les choses en main.

Lorsqu'un ratissage de forces combinées est décidé, c'est l'armée qui bloque les voies et investit les points stratégiques pour contrôler tout le quartier : bâtiments élevés et certaines habitations privées. Nous, nous avons des listes de suspects et avec l'aide des policiers de la commune qui connaissent le quartier, nous procédons aux arrestations. Le but de ce genre d'opération est l'arrestation de terroristes recherchés par la justice et les perquisitions pour trouver des armes ou des tracts.

Les personnes arrêtées et recherchées sont transférées au service concerné, celui qui nous a envoyé un avis de recherche et nous ne savons pas ce qui advient de ces personnes. Seront-elles torturées, tuées, emprisonnées ? Passent-elles par la justice ?

Il est certain que dans chaque région militaire existent des centres de détention secrets qui ne sont connus que des agents de la SM dépendants du secteur militaire. Moi, je ne les connais pas, d'après les dossiers que j'ai vus, je sais qu'il y a un centre à Reggane.

Nous avons entendu parlé d'un grand nombre de "disparus" : une partie d'entre eux seraient enterrés dans des fosses communes, d'autres jetés à la mer. Mais je ne peux confirmer cela, c'est ce que j'ai entendu dire par d'autres membres des services de sécurité. Il n'y a que ceux qui travaillent pour la DRS (Direction des renseignements et de la Sécurité) ou pour la DGPS (Direction générale

de prévention et de sécurité) qui sont informés à ce sujet.

Un autre point que j'aimerais relever concerne la formation des forces de police pour la lutte contre le terrorisme. On pourrait penser qu'il y a des stages spécialisés, des entraînements ou des cours pour se préparer à combattre l'ennemi. En fait, les recrutements pour former des effectifs de la PCO (Police contre organisation terroriste) avaient été effectués au sein des agents de circulation. Ils ne savaient pas manier les armes et ont parfois même été obligés de faire ce travail sans savoir ce qui les attendait. Ceux qui sont véritablement formés se trouvent au sein de l'armée.

La répression d'octobre 1988

En 1988 déjà, j'ai participé à la répression contre les jeunes qui, révoltés, étaient sortis dans les rues et avaient manifesté contre le régime, revendiquant plus de participation politique et de justice sociale. Nous recevions à ce moment-là les ordres du commissaire divisionnaire El Hadj Sadok, qui nous expliquait que les jeunes étaient manipulés par des puissances étrangères (à leur tête l'Allemagne et le Maroc) pour déstabiliser le gouvernement algérien. A l'époque, j'ai pensé que nous agissions pour le bien du pays, ce n'est que plus tard que j'ai compris que nous faisions la basse besogne dans l'intérêt d'individus.

Nous avons procédé à énormément d'arrestations et avons emmené les jeunes à la police départementale (Wilaya), de là à la caserne de la marine à la Pérouse, à la caserne LIDO de la garde nationale et au campement des parachutistes. Des agents de la Sécurité militaire se rendaient à ces endroits pour torturer les jeunes. Il m'est difficilement supportable de raconter quelles tortures ont été infligées aux manifestants.

Le 12 octobre 1988, au moment d'une manifestation, j'ai observé de mes propres yeux comment des hommes roulant dans une Passat tiraient en même temps sur les manifestants et sur les policiers. C'étaient des éléments de la SM qui voulaient monter les deux groupes l'un contre l'autre. Lorsqu'il y a eu à Bab-el-Oued l'accrochage entre la police et les occupants de la voiture, nous avons fini par arrêter ces derniers. Ils portaient des Kalachnikovs. J'étais chargé d'enquêter sur l'origine de ces armes. Je me suis rendu à la police départementale, dans la division de recherche, section arme, et lorsque j'ai cherché dans le fichier armement, quelle n'a pas été ma surprise lorsque je me suis rendu compte que ces armes trouvées sur ces personnes avaient été volées de la caserne militaire de Boudouaou lors de l'attaque en 1982, à l'époque — disait-on — par des membres du groupe armé de Bouyali.

Notre section de *l'identité judiciaire* fit un travail courageux pour découvrir que les éléments de l'ANP (Armée nationale populaire) arrêtés travaillaient pour la SM, sous les ordres du général Lakhal Ayad. Et c'est ainsi que nous avons compris que cette attaque en 1982 avait été faite par la SM et qu'en 1988 de nouveau, la SM se mêlait dans les événements pour semer la suspicion et la haine entre le peuple et la police.

La période dite démocratique

Suite aux manifestations d'octobre 1988, des lois autorisant des partis politiques, la liberté de la presse et de réunion furent adoptées en 1989. Le FIS se constitua et rapidement obtint lors des élections communales la majorité des administrations communales. En [mai] 1991, à la veille des élections parlementaires, le FIS appela à une grève générale pour imposer des élections présidentielles anticipées. Les rassemblements avaient été autorisés par le ministère de l'Intérieur et malgré tout, la violence fut employée par les forces de l'ordre. J'étais sur les lieux lorsque l'ordre fut donné de tirer dans la foule.

C'était des membres des renseignements généraux de la Sûreté de la Wilaya d'Alger qui se sont rendus à l'hôpital Mustapha Pacha, pour enlever les blessés transportés à cet endroit. Ils travaillaient sous les ordres de l'officier Tounsi. Ils ont kidnappé ces gens, les ont transportés dans des casernes militaires et torturés. Je ne crois pas que ces gens aient été libérés. Ils sont portés disparus. Les médecins peuvent en témoigner, ils doivent en témoigner.

Et puis, il y a eu la destitution du Premier ministre Mouloud Hamrouche, l'arrestation des deux chefs du FIS, Abassi Madani et Ali Benhadj et l'annonce des élections parlementaires pour le

26 décembre 1991. Lorsque la victoire du FIS fut certaine, il y a eu un coup d'État avec un scénario militaire. Le Haut Conseil de sécurité était en fait dirigé par le général Khaled Nezzar. C'est lui aussi qui a donné l'ordre de faire arrêter des personnes comme Abdelkader Hachani.

Le début des terrorismes islamiste et d'état

Cinq mois sont passés durant lesquels les abus de la part de la police et SM se sont accumulés : des arrestations collectives et arbitraires, la torture systématique... Il y avait des militaires habillés en tenue de police qui effectuaient ces arrestations. Il y avait aussi beaucoup de femmes arrêtées qui étaient transportées dans des centres secrets pour femmes. Mais comme ces affaires concernaient le terrorisme, nous n'étions pas mis au secret concernant le sort réservé à ces personnes.

Le 26 août 1992, un attentat à l'aéroport Houari Boumediène d'Alger coûta la vie à 9 personnes. J'ai fait partie du groupe qui devait enquêter sur cette affaire. En l'espace de 24 heures, elle fut classée par la section politique comme "action terroriste" et nous n'étions plus concernés. Moi, je me demande pourquoi l'aéroport n'a pas été évacué alors qu'un appel téléphonique avait prévenu qu'une bombe allait exploser 10 minutes plus tard. Je me demande aussi où se trouve l'enregistrement de cet appel téléphonique ainsi que le policier qui a intercepté cet appel. Personne ne sait ce qu'est advenu de ces preuves.

Quand le GIA s'activa et débuta avec les liquidations de membres des corps de sécurité, tous les jours entre 50 et 100 policiers étaient tués. Cela a sapé le moral des policiers. Mais nous nous demandions, qui est le GIA, qui lui donne l'argent nécessaire et surtout les informations, qui permet à ses membres de circuler librement ?

Comment interpréter le fait que des policiers soient tués alors que pendant 2 ou 3 mois ils ne sont pas rentrés chez eux ? Un jour, leur supérieur leur permet d'aller rendre visite à leur épouse et leurs enfants à telle date, telle heure pour un court moment seulement. Et justement, à cette occasion-là, un groupe armé les attend pour les descendre. Moi, je suis persuadé que s'il n'y avait pas quelqu'un de bien informé qui donnait les informations nécessaires à ces groupes, ils ne pourraient commettre tous ces assassinats.

Je pense que les GIA ont été créés par les services secrets. Pourquoi ? Ils savent tout sur notre travail, les pauses que nous faisons, nos codes et nos missions. Jamais un élément de ces groupes qui soit au dessus de l'émir n'a été arrêté. Lors des accrochages que nous avons avec ces groupes, nous avons pu arrêter certains de leurs membres. On nous prévient que des spécialistes vont se charger de l'enquête et nous ne pouvons plus poursuivre l'affaire. En réalité, l'ordre vient de la SM et nous ne savons pas où ils emmènent les personnes que nous avons arrêtées.

Les policiers ne doivent rien savoir sur le GIA. Il nous est souvent arrivé d'obtenir des informations au sujet de groupes armés se trouvant à un endroit précis à Hydra, à la Casbah, à Blida. Nous nous y rendons, prêts à l'accrochage, et voici que l'armée arrive et fait bombarder l'endroit à la roquette. Il n'y a pas besoin de roquettes puisque nous sommes souvent entre 50 et 70 policiers et les groupes, composés de pas plus de 7 éléments, ne portent que des armes légères telles les Kalachnikovs. Nous pouvons les arrêter facilement s'ils ne font pas d'otages. Mais l'armée se précipite de tuer tout le monde pour que nous ne fassions pas de prisonniers qui puissent nous donner des informations sur les commanditaires.

Des opérations terroristes entreprises par... l'armée

L'affaire de Bouzrina et de l'Amirauté

Fin 1991, deux de nos véhicules faisaient leurs patrouilles habituelles lorsque l'ordre fut donné de se rendre dans le quartier de Bouzrina où une fuite de gaz menacerait d'explosion les habitations. Arrivés à l'endroit indiqué, des rafales de balles accueillent nos collègues et tous sont tués, entre eux : Hamadouche, Ben Khedda et Mihoubi. Les armes ont été emportées. On m'a donné l'ordre de m'y rendre avec des collègues pour inspecter les lieux. A peine l'ordre reçu, voilà qu'on nous a commandé de nous rendre à la Casbah où se trouverait des terroristes. Nous y sommes allés, mais il n'y avait personne. C'était comme si on nous avait détourné de l'affaire de Bouzrina. L'affaire ne

s'arrêta pas là puisque quelques jours plus tard, on nous a remis les noms de ceux qui auraient mené cette opération. Nous les avons arrêtés, interrogés et tout fait pour obtenir des informations. Moi, j'avais l'impression qu'ils étaient innocents. Ils étaient sympathisants du FIS mais n'avaient jamais eu affaire à la justice. Nous n'avons donc rien appris. Mais les services de renseignement se sont mêlés de l'affaire, s'en sont accaparés et nous ont traités d'incompétents. Nous avons malgré tout continué notre enquête jusqu'à ce que nous ayions découvert que les personnes qui avaient tué nos collègues étaient des membres de la marine de l'Amirauté. Nous en avons informé nos supérieurs qui nous ordonnèrent d'aller chercher ces militaires.

Nous nous sommes rendus à l'Amirauté et à l'arrivée, avons été accueillis pas des rafales de tirs. L'accrochage dura 5 heures. Nous avons demandé des renforts et des membres de la gendarmerie sont venus à notre aide. Finalement, nous avons pu arrêter 25 militaires. Durant les interrogatoires, nous étions présents. Les membres de la marine ont avoué avoir reçu l'ordre des services de renseignement d'exécuter cet attentat à Bouzrina. Ils ont été présentés devant le procureur de la République du tribunal militaire qui les a condamnés à mort. Ils ont été montrés à la télévision et présentés comme des sympathisants du FIS. En réalité, ils n'ont pas été emprisonnés, l'adjudant qui avait dirigé le groupe a été vu par un collègue à la place des Martyrs, il se déplaçait en toute liberté.

L'attentat de Hai el-Badr

En 1995, des militaires ont emmené 15 personnes dans le quartier de Hai el-Badr à Kouba, au niveau de la station de bus, tout près de l'hôpital et les ont tuées : 10 hommes, 3 femmes et deux adolescents. Au petit matin, nous avons reçu l'ordre de nous rendre sur les lieux parce des civils avaient été tués par un groupe terroriste. Lorsque nous sommes arrivés, j'ai vu de mes propres yeux les corps jonchés sur le sol, criblés de balles. J'ai téléphoné à la centrale, pour qu'ils envoient un groupe de la section de l'identité judiciaire, chargé de photographier les cadavres. Nous avons pris les premières mesures pour entamer l'enquête. Ce massacre avait eu lieu à 50 m du poste de police du 23e arrondissement. Pourquoi les policiers ne sont ils pas intervenus ? Le responsable de ce commissariat est le commissaire Hamaras.

Je suis allé voir l'officier de permanence et lui ai demandé pourquoi les policiers n'avaient rien entrepris. Il m'a certifié qu'ils avaient reçu l'ordre de la Sûreté de la wilaya d'Alger de rester sur place. On leur avait dicté de ne pas bouger même si des bombes explosaient. J'ai noté ses propos et fait un tour pour trouver des témoins du massacre. Il y avait un barrage à 20 m des lieux. J'ai demandé au responsable l'identité de ceux qui avaient été de service dans la nuit, il me répondit que c'était des éléments de la caserne de Kouba. J'ai parlé avec le responsable de cette caserne qui m'a annoncé que tous ceux qui avaient été de service étaient en congé. Je lui ai demandé de m'envoyer ces personnes à leur retour pour que je les interroge, il rit et me dit qu'ils avaient été affectés ailleurs. J'ai parlé ensuite avec le commissaire Mouloud Dilam (ONRB), et le commissaire divisionnaire Saïd de la Sûreté de la Wilaya qui tous deux m'ont dit qu'il n'y avait pas d'enquête à faire car la gendarmerie s'en chargerait. Nous avons compris que c'était un scénario des responsables de la Sûreté, pour cacher le fait que des membres de la SM avaient tué ces citoyens.

Ils ont oublié que j'ai un témoin qui a tout vu mais dont je ne veux divulguer le nom maintenant. Il m'a raconté que lorsqu'il a entendu des bruits de véhicules, il est allé à la fenêtre et a observé la scène derrière le rideau. Ces véhicules militaires, des Landrover de type G5, marrons, se sont arrêtés, les militaires ont fait sortir des civils qui ont été placés le long du mur, et puis des rafales de balles les ont tués. Les victimes auraient crié "Allahu Akbar" avant de mourir. Elles étaient des membres de familles d'islamistes. Les dépouilles ont été rendues à leurs familles avec l'information qu'un groupe terroriste les avait tués.

Le massacre de Hai La Proval

En 1995, dans le quartier de Kouba, devant la mosquée de Hai el-Badr s'est déroulé un autre massacre : la prière de la nuit (Salat el-'icha) venait de terminer, les gens sortaient de la mosquée pour rentrer chez eux, lorsque la police les surprit et tira sur eux. Le lieu du massacre est à 800 m d'un poste de police et l'armée terrestre se trouve à 1 200 m. Il y a eu 6 morts et 3 blessés graves. L'ordre nous est donné de nous y rendre car des terroristes auraient tiré sur la foule. Nous y allons

et effectivement voyons des morts à terre. Nous sommes restés pendant 4 heures avant d'appeler les ambulances pour transporter les victimes. Nous avons essayé de comprendre ce qui s'était passé et questionné des habitants. Ceux-ci, effrayés, n'ont rien voulu dire.

Puis nous avons débuté avec l'enquête. Je n'oublierai jamais l'instant où je vis un Cheikh pleurer. Il refusa mon soutien parce qu'il vit mon uniforme de police. Il me lança : "C'est vous qui les avez tués". Je montai dans la voiture pour m'éloigner de cet endroit mais les mots du vieux ne me lâchaient plus. Les forces de l'ordre sont là pour protéger les citoyens et non pas pour commettre des meurtres !

Habillés en civil, nous sommes revenus au même endroit pour trouver des témoins. Ce n'était pas facile mais finalement nous avons trouvé un vieil homme qui nous a renseigné. Des véhicules de police étaient arrivés sur les lieux et des policiers avaient tiré sur les hommes quittant la mosquée. Les responsables étaient des éléments du commissariat du 14^e arrondissement de Hussein Dey, leurs noms sont : Darradji, Moumouh, Saad et Azzedine du 23^e arrondissement. Ils sont connus pour avoir maintes fois tué et torturé. Nous avons prévenu nos supérieurs des résultats de l'enquête pour que des forces spéciales aillent arrêter ces personnes. Le chef de Sûreté de la Wilaya prétendit que ces personnes étaient loyales et ne pouvaient commettre ce genre de crimes. Je lui ai cité l'exemple d'une simple famille, sans activités politiques, la famille Timsi, dont le père de famille fut obligé de signer un procès-verbal à la sûreté de Hussein-Dey confirmant que son fils était un terroriste (le commissaire Abd el-Malek le menaça en lui faisant remarquer qu'il avait encore d'autres enfants). D'abord il a refusé et puis au bout de deux jours, il a fini par signer.

Le chef de la Sûreté répéta qu'il avait une grande confiance dans le commissaire Abd el-Malek et qu'il ne voulait rien entendre de cette histoire : « Faites en une histoire terroriste et classez le dossier. »

Moi, je ne voulais pas classer ce dossier et en faire une affaire de terrorisme. J'ai attendu mais d'autres se sont emparés de l'affaire et l'ont déclarée close. Il était clair que les services de renseignement et la police étaient responsables de cette action. La version officielle est que la police aurait arrêté des jeunes qui se seraient enfui. Les suspectant d'être des terroristes, ils ont tiré sur eux. En fait, cette version fut présentée afin que le procureur du tribunal de Hussein-Dey n'ouvre pas le dossier. Les ordres provenaient de l'armée.

L'affaire Stambouli et El-Andalousi et ses répercussions

Un collègue et ami à moi, qui entre-temps a été tué, était responsable de l'exécution de ces deux membres de l'organisation Hijra wa Takfir, une des plus redoutables organisations armées. Pour relater les faits, il me faut revenir à l'année 1989, au moment où mon ami et moi travaillions ensemble et avons arrêté ces deux hommes comme membres d'une association de malfaiteurs. Ils étaient en possession illégale d'armes et soupçonnés d'agitation contre l'État. Quand nous les avons interrogés, ils ont avoué être soutenus par les militaires et que la police pouvait entreprendre ce qu'elle voulait, ils n'auraient aucun problème. Effectivement, ils connaissaient beaucoup de membres de la Sécurité militaire, j'ai moi-même vu durant les interrogatoires la manière avec laquelle ils s'entretenaient avec eux. Nous avons tout de même réussi à les faire passer en justice ; mais quelle ne fut notre surprise de voir que deux semaines plus tard, ils étaient à nouveau en liberté. Je suis allé avec mon ami Brahim voir le procureur de la République au tribunal d'El-Harrach et nous lui avons demandé des explications. Ce dernier nous a dit avoir reçu des ordres "d'en haut" et que nous devions quitter son bureau.

Brahim a finalement tué ces deux personnes à Kouba et pris leurs armes. Il était connu des terroristes, partout son nom était affiché comme ennemi de l'Islam. Malgré tout, il voulait continuer de s'occuper de ce dossier, lié aussi à une autre personne : Hassan Hattab. Très peu de personnes savaient qu'il en était chargé. Il y avait Omar Abd Samad, chef de la Sûreté d'Alger, Mouloud Dilam, chef de l'ONRB, et d'autres responsables dont le chef de la Sûreté nationale. Lors d'une mission que Brahim mena en 1993 avec un collègue du nom de Mohamed Kbaili à Cherarba, il fut tué par Hattab et son groupe qui l'attendaient et donc savaient à quel endroit et à quelle heure il allait arriver. Mon ami a été tué mais les terroristes ne lui ont pas pris son arme, un Magnum, ni les grenades,

ni la radio. N'est ce pas étrange ? Nous pensons qu'ils ont eu l'ordre de tuer et de ne pas prendre les armes, et que cet ordre vient du siège de la Sûreté. Après son enterrement, j'ai demandé à son neveu, si officiellement la famille avait été informée de la cause du décès. Il me répondit que la raison avancée était un accrochage entre des forces de sécurité et des terroristes durant lequel Brahim aurait été tué.

Quelques jours plus tard, une réunion a eu lieu au siège de la Sûreté de la wilaya d'Alger. Mon chef Mohamed Tahar Belhimer avait prévu cette rencontre pour discuter des problèmes du métier et du terrorisme. Nous nous y sommes rendus et avons remarqué qu'on essayait de nous acheter. On nous proposait un lopin de terre, un appartement... Nous leur avons dit clairement que nous n'étions pas venus pour obtenir des cadeaux mais pour parler des difficultés que nous rencontrons quotidiennement sur le terrain.

Mohamed Makhlouf, un collègue qui était menacé personnellement de mort par des groupes parce qu'il avait découvert une filière de passeports permettant à ces derniers de se rendre facilement à l'étranger, demanda durant cette réunion aux supérieurs comment le GIA avait obtenu son nom. Ces derniers tentèrent de l'intimider mais Makhlouf résista. Alors, la séance fut interrompue. Une semaine plus tard, tandis que je me chargeais avec Makhlouf de la permanence à la Sûreté d'Alger, il me raconta que cela faisait longtemps qu'il n'était rentré à la maison et que sa femme était enceinte. Il avait l'intention d'aller la voir le lendemain matin. Je le suppliai d'abandonner cette idée mais au petit matin, il partit. Il ne devait plus revenir. Des membres des renseignements généraux de la police ont tiré lorsqu'il arriva chez lui à Bab el-Oued. Son frère l'a vu de ses propres yeux et me l'a raconté. Ce dernier fut menacé de mort s'il divulguait cela.

Officiellement, il s'agissait d'une affaire de terrorisme : le voisin qui était un sympathisant du FIS fut inculpé. La police judiciaire prit l'affaire en main et l'arrêta. Celui-ci fut emmené au siège de la police judiciaire où l'officier Boudissa le menaça avec une barre de fer de 14 mm. Il devait signer le procès verbal établissant qu'il avait tué le policier, ce qu'il fit. J'ai parlé moi-même avec lui et je suis persuadé qu'il n'a pas commis ce meurtre. Il a été jugé et condamné à mort. Je crois qu'entre-temps, il a été tué.

Le massacre de Bentalha, Ronda baraki

Dans les années 1993-1994, de nombreux massacres de civils eurent lieu. Et j'ai vu de mes propres yeux comment à la Sûreté de la wilaya d'Alger, les responsables policiers fêtaient les massacres qui venaient de se dérouler.

Nous avons reçu l'information qu'un groupe armé était en action à Baraki. Nous nous y sommes rendus et avons eu un accrochage avec ces éléments armés. Nous les avons tués et découvert qu'il s'agissait d'un sous-lieutenant de l'armée et de son groupe. Lorsque nous en avons informé nos supérieurs, ils nous dirent qu'il s'agissait d'un groupe de dissidents de l'armée qui avait rejoint le FIS. Comment pouvaient-ils se déplacer avec des chevaux sans être vus ni arrêtés ? Qu'en est-il de l'hélicoptère qui tournait au dessus du lieu du massacre ? Lorsque nous avons posé ces questions à nos supérieurs, on nous répondit que ce groupe était composé de membres du FIS.

Le meurtre de Si Moustapha

Le chef de la commune Si Moustapha, Abdelaziz Labharit, faisait son travail correctement. Il octroyait des lopins de terre à ceux qui en avaient fait la demande et de façon équitable. Des responsables militaires lui donnèrent l'ordre de cesser de distribuer des terres, ce qu'il refusa. Il fut tué à Bordj M'naeil, près de son logement, en 1995. Officiellement, il est dit qu'un groupe terroriste l'aurait tué. J'ai parlé avec un parent à lui. Il m'a certifié qu'il avait vu avec d'autres témoins des militaires tirer sur lui. Ils ne lui ont pas pris son arme. C'est la Sécurité militaire qui l'a liquidé, puis la police est arrivée pour constater le décès.

L'officier de police Amrane Boudjemaa

Il était affecté au commissariat de Hydra (Alger) et avait introduit des méthodes très peu recommandables : il faisait arrêter des suspects sans qu'un avis de recherche ait été rédigé ou une instruction judiciaire entamée ou effectuée. Il les emprisonnait dans des cellules du commissariat. Dans la

nuit, des membres de la DRS (Direction des renseignements et de la sécurité) du général Toufik se rendaient à cet endroit et transportaient les suspects dans les malles de voiture à des endroits inconnus. Ils les sortaient des malles, leur disaient "cours" et leur tiraient dessus. Plus tard, il était dit que ces gens avaient été liquidés par des terroristes ou tués alors qu'ils étaient en fuite.

Comment fait-on un terroriste d'un criminel ?

Il faisait partie de notre métier de nous occuper d'affaires criminelles et dans ce cadre, nous avons arrêté des suspects. Régulièrement, des agents de la Sécurité militaire venaient la nuit les chercher, prétendant que ces personnes étaient mêlées à des affaires de terrorisme. Parfois, nous avons refusé de laisser sortir les prévenus et pris contact avec nos supérieurs. Ces derniers nous disaient : « Fais ce que tu veux, mais moi je ne veux rien avoir à faire avec l'armée. » Nous ne pouvions donc rien faire d'autre que de leur abandonner ces personnes en nous interrogeant sur ce qui avait bien pu se passer lorsque le lendemain nous apprenions que leurs cadavres avaient été trouvés.

Lorsque les membres de la SM venaient chercher les suspects, ils ne présentaient pas de papiers de transfert et lorsque nous les exigeons, ils nous montraient des cartes de la DRS sur lesquels les noms mentionnés étaient faux. Comment ai-je découvert cela ? J'ai noté certains noms et je me suis rendu au fichier pour vérifier qui ils étaient. Ils étaient inconnus en tant qu'officiers de la DRS. Lorsque j'en informai le chef de la Sûreté, il me répondit qu'il ne pouvait rien contre les militaires, qu'ils avaient le pouvoir et qu'il ne pouvait qu'exécuter des ordres.

La goutte qui a fait déborder le vase

Je peux témoigner de nombreuses affaires louches où sont impliquées l'armée et la police. En 1995, j'ai même rédigé un rapport faisant état de nombreux dysfonctionnements chez la police que j'ai remis à mes supérieurs : ainsi le fait que des policiers terrorisaient la population et pillaient des civils. Parfois, ils étaient sous l'effet de drogues, ils se présentaient avec une unité, faisaient sortir les hommes, jeunes ou vieux, de leurs demeures, les obligeaient à s'agenouiller, leurs brûlaient les barbes, les battaient, etc.

Lorsqu'on visite les cellules des commissariats ou brigades de gendarmerie à Bab Ezzouar, Leveille, Bourouba, Badjarah, Chateaneuf, Bab el-Oued, Antar ou Beni-Messous on ne peut être que choqué par la systématisation de la torture et l'état dans lequel se trouvent les prisonniers. Ils n'ont plus rien d'humain. Il y a des membres des forces de sécurité qui n'acceptent pas cet état des choses et d'autres qui torturent même si on ne leur en donne pas l'ordre.

Un jour en 1997, alors que nous faisons notre patrouille habituelle, une information nous parvient au sujet d'un groupe terroriste qui aurait tiré sur des citoyens et serait en fuite dans une voiture sur l'autoroute en direction de Ben Aknoun. Nous nous sommes rendus sur les lieux et en sortant du tunnel, nous avons aperçu une voiture de marque Peugeot 205 grise, immatriculée en Suisse. Nous avons transmis le numéro d'immatriculation à la centrale qui nous ordonna d'interrompre la poursuite, la voiture appartenant au corps de sécurité. Nous avons ralenti et observé qu'elle pénétrait dans la caserne de Antar.

Nous avons rebroussé chemin et après nous être informés sur le lieu exact du massacre, nous nous sommes rendus à l'entrée de Baraki (Belghazi). Il y avait 6 morts. Nous avons téléphoné au chef de la Sûreté de la wilaya qui ne voulait pas nous écouter. Je suis allé le voir et il ne cessait de répéter qu'il ne voulait pas avoir à faire à l'armée. Je lui ai répondu que nous avons un devoir déterminé à remplir vis-à-vis de la société et que si c'était impossible de l'accomplir je voulais rendre mon arme et ma carte professionnelle. Il m'a menacé en me disant que j'allai le payer cher. Je suis sorti. Le chef de cabinet du chef de la Sûreté me conseilla de ne pas rentrer à la maison. J'ai téléphoné à un ami qui habite seul et qui m'a hébergé. J'ai parlé avec des collègues qui travaillent dans la lutte contre le terrorisme et qui m'ont aidé en me procurant les papiers nécessaires pour quitter avec ma famille l'Algérie. Ils m'ont accompagné jusqu'à l'avion.

Ce qui m'a finalement poussé à quitter mon pays, c'est la somme de toutes ces expériences que j'ai vécues tout au long de ces années. Non seulement j'avais le sentiment de ne pas pouvoir exercer ma profession mais j'étais de plus en plus persuadé que j'avais à faire à un "ennemi" autre que celui

qu'on nous présentait : le terrorisme n'est pas uniquement le fait de groupes islamistes armés mais a été élaboré et pratiqué au plus tard depuis 1988 par les services secrets de l'armée que nous continuons d'appeler la Sécurité militaire. Ce terrorisme n'épargne aucune couche sociale, aucune profession, aucun âge et aucun sexe. Pendant des années, je vivais dans l'illusion de travailler pour mon pays et puis j'ai découvert qu'en fait je travaillais pour des personnes, pour les intérêts particuliers de certains potentats de ce régime prêts à tout sacrifier pour se tenir en selle. Je me refuse de continuer à jouer ce jeu et attends patiemment que la situation change en Algérie, qu'une véritable démocratie soit instaurée où politiques et militaires se mettent enfin à la disposition du peuple.

El piloto argelino huido a Ibiza acusa a su Ejército de exterminar al pueblo

« No he parado de disparar hacia no se sabe dónde », dice el teniente

Juan Carlos Sanz, El País, n° 767, martes 9 junio 1998, Ibiza.

[voir traduction ci-après]

El temblor de sus manos muestra la desesperación de todo un país. El teniente Alili Messaud, de 29 años, iba a ser ascendido a capitán de su unidad de helicópteros dentro de un mes, pero prefirió huir de Argelia con su aparato. « El Ejército argelino ha empujado a toda una sociedad hacia una obscuridad sin salida, a una guerra de exterminio que va contra toda la población », aseguraba ayer en la sede de la Cruz Roja de Ibiza, donde espera a que las autoridades españolas tramiten su petición de asilo político.

Su escapada comenzó al amanecer del domingo en una base de Blida, 80 kilómetros al sur de Argel, en uno de los principales escenarios más sangrientos de la guerra no declarada que sufre el país magrebí desde hace seis años, y terminó en el aeropuerto de Ibiza, con una escala de orientación en una playa de Formentera y bajo la permanente amenaza de los radares argelinos que buscaban dar caza al desertor.

« Ya sé que dicen que el Ejército argelino ha bombardeado con napalm las aldeas donde se ocultaban los terroristas [islamistas armados], pero yo nunca he hecho eso », relata Messaud cigarrillo tras cigarrillo. « Yo sólo he atacado con lanzacohetes donde me han ordenado ; a mis superiores les importan los resultados, sin importar los medios ». Nació en Orán, de donde evoca aún los ecos españoles de la lengua que se hablaba en barrios que aún se llaman Santa Cruz o María. Y está desesperado : « Qué me importa si me pegan un tiro ahora. A un hombre que tiene el corazón muerto no lo pueden matar con balas. »

El teniente Messaud, que ingresó en el Ejército a los 19 años, mostraba ayer con orgullo su título de jefe de patrulla de helicópteros. Lo sacó del fondo de un petate que guarda todo lo que tiene en el dormitorio de la Cruz Roja. Su rabia no es reciente, pero estalló hace muy poco. Una sentencia que ha tardado más de 15 años en dictarse confirma que su familia, sus padres y sus seis hermanos solteros, igual que él, deben abandonar su casa por la simple razón de que su padre cambió en 1983 de puesto de trabajo. Un cotidiano drama argelino, donde el problema de la vivienda sólo se ve superado por el de una guerra que se ha cobrado 80 000 vidas en seis años. « No hay justicia en mi país ; qué más da lo que puedan hacerle a mi familia tras mi fuga si ya la han echado a la calle », se indigna.

Su visión como protagonista del conflicto argelino es aterradora : combates nocturnos, misiones de reconocimiento, caza de terroristas desde el aire. « Esta guerra no sirve para nada, no va hacia ninguna parte. » Otros desertores del Ejército argelino han afirmado en declaraciones a la prensa internacional en Londres y París que las fuerzas de seguridad han estado implicadas en las matanzas de civiles. Messaud guarda silencio cuando se le informa de estas declaraciones de militares en el exilio : « La estrategia del poder argelino no va a favor del pueblo, sino en su contra. En muchos casos los servicios de seguridad se han negado a auxiliar a civiles que estaban siendo atacados por terroristas. »

52 000 pesetas al mes

El piloto de helicópteros argelino asegura que ha participado en numerosas operaciones de combate contra los grupos guerrilleros islamistas. Su recuento es un mapa de la guerra. El Atlas, la Mitiya, la periferia de Argel... « No he parado de lanzar cohetes, de transportar paracaidistas, tropas de élite, de disparar hacia no se sabe dónde ; ésas eran mis órdenes. » Era un militar profesional que cobraba 52 000 pesetas al mes, un salario que se sitúa ligeramente por encima de la media en Argelia.

El pasado sábado tomó la decisión, se hizo con varios mapas de navegación y esperó a su rutinaria misión del domingo : trasladar un viejo helicóptero MI-8 de fabricación rusa desde Blida hasta la base de Yanet, 1 800 kilómetros al sur en pleno frontera sahariana con Libia. Pero cambió

el mar por el desierto. Poco después de las seis de la mañana del domingo envió a desayunar a su copiloto y al mecánico de a bordo mientras él ultimaba su plan. Les dijo que iba a hacer una prueba con el aparato pues temía que pudiese perder combustible.

Diez minutos después sobrevolaba Tipaza, al oeste de Argel y enfilaba hacia las islas Baleares a una velocidad de 230 kilómetros por hora. « Había hecho prácticas de vuelo a baja altitud, pero no a 10 metros sobre el mar : ésa fue mi elección, no tenía más de un 20 % de probabilidades de salir con vida. »

Traduction

Juan Carlos Sanz, *El Pais*, n° 767, mardi 9 juin 1998, Ibiza.

Le tremblement de ses mains montre le désespoir de tout un pays. Le lieutenant Alili Messaoud, âgé de 29 ans, allait être promu capitaine de son unité d'hélicoptères le mois d'après, mais il a préféré s'enfuir d'Algérie avec son appareil. « L'armée algérienne a poussé toute une société vers une obscurité sans sortie, vers une guerre d'extermination contre toute la population », assurait-il hier au siège de la Croix-Rouge d'Ibiza, où il attend que les autorités espagnoles étudient sa requête d'asile politique.

Sa fuite débuta à l'aube du dimanche sur une base de Blida, à 80 km au sud d'Alger, sur l'une des principales scènes les plus sanglantes de cette guerre non déclarée dont souffre ce pays maghrébin depuis six ans ; elle prit fin à l'aéroport d'Ibiza, après une escale d'orientation sur une plage de Formentera et sous la permanente menace des radars algériens qui recherchaient le déserteur. « Je sais que l'armée algérienne a bombardé au napalm les villages où se cachaient les islamistes armés, mais je ne l'ai jamais fait », raconte Messaoud, grillant cigarette sur cigarette. « J'ai seulement attaqué aux lance-roquettes là où on me l'ordonnait ; mes supérieurs ne tiennent compte que des résultats sans regarder les moyens. »

Il est né à Oran, où il évoque encore les échos espagnols de la langue que l'on parlait dans les quartiers qui se nomment encore Santa Cruz ou Maria. Il est désespéré : « Que m'importe s'ils me tuent maintenant. Un homme dont le cœur est mort ne peut être tué par des balles ? » Le lieutenant Messaoud, qui s'engagea dans l'armée à 19 ans, montrait fièrement hier son titre de chef de patrouille d'hélicoptères. Il le prit du fond d'un sac qui contient tout ce qu'il possède dans cette chambre de la Croix-Rouge. Sa colère n'est pas nouvelle, mais elle a éclaté récemment. Un jugement qui a mis plus de quinze ans à aboutir et qui s'est confirmé lorsque sa famille, ses parents et ses six frères — célibataires, tout comme lui —, durent quitter leur maison pour la simple raison que son père avait changé de travail en 1983. Un drame algérien habituel, où le problème du logement ne se voit surpasser que par celui de la guerre qui a fauché 80 000 vies humaines en six ans. « Il n'y a pas de justice dans mon pays ; que peuvent-ils faire de plus à ma famille après ma fuite, alors qu'ils l'ont déjà jetée à la rue ? », s'indigne-t-il.

Sa vision comme acteur du conflit algérien est terrifiante : des combats de nuit, des missions de reconnaissance, la chasse aux islamistes depuis les airs. « Cette guerre ne sert à rien, elle n'avantage aucune partie ». D'autres déserteurs de l'armée algérienne ont déclaré dans la presse internationale, à Londres et à Paris, que les forces de sécurité sont impliquées dans les massacres de civils. Messaoud reste silencieux quand on lui parle de ces révélations de militaires en exil : « La stratégie du pouvoir algérien ne rend pas service au peuple, bien au contraire. Dans plusieurs cas, les services de sécurité ont refusé de porter secours aux civils lors des attaques des terroristes. »

52 000 pesetas par mois

Le pilote d'hélicoptères assure avoir participé à plusieurs opérations contre les groupes de combattants islamistes. Son récit dresse la carte de la guerre : l'Atlas, la Mitidja, la périphérie d'Alger... « Je n'ai pas cessé de lancer des roquettes, de transporter des parachutistes, des troupes d'élite, de tirer on ne sait où ; c'était les ordres. » C'était un militaire de carrière qui recevait 52 000 pesetas par mois, un salaire légèrement au-dessus de la moyenne en Algérie. Samedi dernier, il a décidé de fuir. Prenant plusieurs cartes de navigation, il a attendu sa mission de routine du dimanche : emmener un vieil hélicoptère MI-8 de fabrication russe depuis Blida jusqu'à la base de Djanet à 1 800 km au sud, en pleine frontière saharienne avec la Libye. Mais il choisit la mer au lieu du désert. Peu après six heures du matin le dimanche, il a envoyé son copilote et le mécanicien de bord prendre leur petit-déjeuner tandis qu'il poursuivait son projet. Il leur dit qu'il allait faire un essai avec l'appareil car il craignait qu'il perde du carburant. Dix minutes plus tard, il survolait Tipaza, à l'ouest d'Alger et se dirigeait vers les îles Baléares à une vitesse de 230 km/h. « J'avais déjà fait du vol à basse altitude, mais pas à dix mètres au-dessus de la mer ; ce fût mon choix ; je n'avais pas plus de 20 % de chances de sortir en vie. »

Un « officier libre » témoigne sur l'autre guerre, au sein de l'armée

François Campredon, 18 mai 1999 (AFP, Madrid)

Le Mouvement algérien des officiers libres (MAOL), qui a récemment dénoncé une centaine d'arrestations au sein de l'armée algérienne, est décidé à « faire implorer le système perpétué en Algérie par des généraux mafieux », a déclaré le porte-parole de ce mouvement, le colonel B. Ali dans un entretien avec l'AFP en Espagne.

Le MAOL, qui existe « de manière structurée » depuis l'été 97, compte dans ses rangs, à l'étranger, une soixantaine d'officiers, « la plupart dans la clandestinité », et « un nombre important » en Algérie, notamment dans les services de sécurité, selon le colonel B. Ali.

« C'est un mouvement qui prend de l'ampleur, car de plus en plus d'officiers d'active remettent en cause ouvertement la politique des généraux », dit cet officier qui se présente comme d'origine kabyle, âgé de 41 ans, sorti major de sa promotion à l'Académie militaire de Cherchell (Algérie) en 1987, formé en URSS (1988-1989), et responsable de la « gestion sécuritaire » au Secrétariat général de la Défense nationale jusqu'à sa désertion en août 1998.

« On croyait combattre un ennemi, on tue des innocents, des familles entières pour des généraux qui ont amassé des fortunes », ajoute ce colonel pour qui « beaucoup de massacres ont été réalisés par l'armée ». Le premier communiqué du MAOL date de début mars 1999. Il mettait en garde les candidats à l'élection présidentielle du 15 avril « contre la tentation de marchander avec les parrains du système », avec l'« oligarchie militaire ».

« On m'a demandé de signer les communiqués du mouvement parce que je suis le plus connu, les officiers supérieurs me connaissent. Ils savent que derrière cette organisation il y a des gens sérieux », explique le colonel B. Ali.

Le MAOL rejette catégoriquement toute qualification de pro-islamiste qui lui a été récemment accolée, affirme ne soutenir aucun parti et exige le retour de l'armée à son rôle strictement constitutionnel. « Nous n'avons pas de lien, ni de près, ni de loin, ni avec le FIS (Front islamique du salut — interdit) ni avec un quelconque groupe islamiste », dit-il. Le colonel B. Ali affirme qu'au Secrétariat général de la Défense nationale au ministère de la Défense, « tous les bilans en pertes humaines des effectifs de sécurité transitaient par mon bureau ».

S'appuyant sur ces bilans, il précise que depuis 1992, date de l'interdiction du FIS, jusqu'à son départ en 1998, la guerre a fait 173 000 morts dont 25 000 à 26 000 militaires ou autres membres des forces de sécurité (milice, police, auxiliaires). Le gouvernement fait état de 30 000 morts civils et militaires et des sources occidentales avancement le chiffre de 100 000.

« C'est une guerre inutile qu'on a imposé aux militaires », dit-il. « Des maquis entiers, des vrais et des faux, ont été décimés », selon le colonel B. Ali.

Il explique que, sa vie étant menacée, il lui a été conseillé de quitter l'Algérie l'année dernière. « La DRS (ndlr : Direction du renseignement et de la sécurité dépendant du ministère de la Défense) m'aurait mis une balle dans la tête, puis l'armée m'aurait fait des funérailles officielles en mettant cet assassinat sur le compte du GIA » (Groupe islamique armé), dit-il.

Le MAOL a publié au lendemain du scrutin présidentiel, le 16 avril [1999], un communiqué détaillant « les vrais résultats des élections », selon lesquels le taux de participation a été de 23,03 % contre 60,25 % officiellement. « Si le gouvernement n'a pas démenti nos chiffres, c'est parce qu'il sait que nous avons la disquette informatique des résultats », assure-t-il. Le mouvement, dont les membres communiquent entre eux par l'internet, édite aussi à l'étranger une lettre au moins une fois par mois, *El Wathika* (le document) destinée à circuler dans les casernes algériennes. « On n'a pas la culture du coup d'État, dit-il, mais on va faire implorer le système par nos dénonciations », ajoute le colonel qui menace de révéler prochainement le nom de celui qui a donné l'ordre de tuer le chanteur berbère Lounes Matoub, symbole de la cause kabyle, assassiné à Tizi Ouzou (Algérie) le

25 juin 1998.

Algérie : un colonel dissident accuse

Y.B. et Samy Mouhoubi, Le Monde, 26 novembre 1999

Mouvement algérien des officiers libres

Et si le pire était vrai ? Si l'armée algérienne était elle-même à l'origine du chaos sanglant ? Cette hypothèse serait sans fondement si elle n'était formulée par de jeunes officiers entrés en dissidence contre le système de répression mis en place par le haut commandement. Familiers du théâtre d'ombres algérien, deux journalistes ont enquêté : Yassir Benmiloud, plus connu sous ses initiales d'éditorialiste algérien Y. B., et Samy Mouhoubi.

Ils ont rencontré le colonel « B. Ali », l'un des porte-parole de ce Mouvement algérien des officiers libres (MAOL) dont le site Internet embarrasse le gouvernement Bouteflika par ses révélations sur les « dossiers noirs » du régime. Impossible, bien sûr, de vérifier l'intégralité de ses informations ; mais impossible aussi de les ignorer tant elles sont précises. « Le Monde » a donc choisi de les verser au débat dans l'espoir qu'un jour l'avènement de la démocratie permettra de faire la lumière.

En 1991, l'Algérie s'apprête à basculer dans sa période la plus noire depuis l'indépendance. Huit années plus tard, l'horreur est largement consommée, et les perspectives d'une sortie de crise s'amenuisent au fil de la résurgence, ces dernières semaines, des massacres de civils et des assassinats politiques ciblés. La démarche volontariste du nouveau président algérien, Abdelaziz Bouteflika, se heurte à une réalité faite de manipulations sur fond de théâtre d'ombres où toutes les parties avancent masquées. Les spéculations sont toujours allées bon train dans l'analyse des violences cycliques qui déchirent le pays, jusqu'à aboutir aux thèses les plus contradictoires. Mais si la pire de ces thèses se révélait, un jour, être la bonne ? Si l'armée algérienne, qui n'a cessé de se présenter comme le dernier rempart face aux « hordes islamistes » apparaissait comme la véritable instigatrice du chaos ? Il y a quelques années, les prémisses semblaient pourtant lisibles. Pour les opinions algérienne et internationale, l'Armée nationale populaire (ANP) semblait appliquer la « seule politique possible ».

En suspendant les élections législatives du 26 décembre 1991, dont le FIS est le grand vainqueur, l'institution militaire prétend tout bonnement venir au secours du multipartisme naissant. Paradoxe saisissant pour une « démocratie populaire » ultra-autoritaire où l'armée, depuis le coup d'État du 19 juin 1965, tient d'une main de fer les rênes du pouvoir. Et le décès du président-dictateur Houari Boumediène, le 27 décembre 1978, ne fait que renforcer la mainmise de la « Grande Muette » sur la « gestion » de l'Algérie. Cette thèse d'un messianisme kaki à l'assaut du « fascisme vert » parvient néanmoins à être vendue, à force d'être ressassée, à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières algériennes. Mais l'effarante entrée en scène des massacres de civils à grande échelle, face à la meurtrière passivité des forces de sécurité, ébranle les constructions sémantiques échafaudées par le pouvoir militaire et ses relais, notamment au sein d'une jeune presse indépendante souvent intoxiquée par des agents traitants titulaires de cartes de presse. Les premiers doutes circulent, puis la lancinante question du « Qui tue qui ? » trouve suffisamment d'écho pour être portée sur la place publique.

Car, au jeu de la propagande, les généraux négligent un élément de taille :

l'éventualité d'une fracture au sein de l'Armée nationale populaire (ANP). A l'intérieur des casernes, dès 1993, celle-ci va pourtant commencer à prendre corps, avec l'entrée en dissidence d'un nombre croissant de jeunes officiers. Ces derniers s'organisent bientôt autour du Mouvement algérien des officiers libres (MAOL), une opposition au régime qui se présente comme « structurée et résolue », et qui prétend aujourd'hui être à même d'éclaircir les lourds secrets dissimulés par les hiérarques de l'état-major et des services spéciaux.

Depuis sa création durant l'été 1997, le MAOL sème un trouble de plus en plus palpable au sein des institutions militaires et civiles, ébranlées par la divulgation sur Internet des dessous de certaines des affaires les plus sensibles de ces dernières années : l'assassinat du président Mohamed Bou-diaf, celui du chanteur Matoub Lounès, la corruption des généraux ou encore l'infiltration-manipulation des GIA. Cette cascade de révélations embarrasse le président Bouteflika. Loin de nier la réalité de ces dossiers noirs, il a cependant déclaré sur Europe 1, dimanche 7 novembre : « Je n'aime pas les tracts et je n'aime pas ce que font les déserteurs de l'armée à partir d'Internet. C'est aussi valable que des lettres anonymes. »

Pourquoi s'intéresser alors à des auteurs de « lettres anonymes » ? D'une part, parce que la suspicion qui entourait, il y a encore quelques mois, le MAOL, en l'assimilant à une mouvance proche des islamistes, semble progressivement être levée — il faut dire que l'anonymat de la quasi totalité de ces officiers a alimenté bien des controverses. Leurs déclarations et communiqués sont désormais abondamment repris par les médias occidentaux et arabes, qui trouvent auprès de ce mouvement une précieuse source d'informations. D'autre part, la crédibilité du MAOL n'a jamais été contestée au sein de l'armée et des services spéciaux. Les témoignages recueillis sous le couvert de l'anonymat auprès de plusieurs sources militaires régulières et périphériques nous ont confirmé l'inquiétude grandissante du haut commandement algérien face à l'activisme menaçant de ces dissidents. Afin de mieux cerner les ambitions et les objectifs du MAOL, devenu le « poil à gratter » de l'ANP, nous avons rencontré à plusieurs reprises le colonel B. Ali, quarante et un ans, l'un des porte-parole du mouvement, qui anime, depuis Madrid, le site Internet www.anp.org.

Pour cet officier déserteur de l'ANP, le drame algérien relève d'une « manipulation qui dépasse la fiction ». Il aurait déjà fait plus de 173 000 morts, chiffre arrêté au mois d'août 1998, date à laquelle cet officier quitte clandestinement l'Algérie pour gagner l'Espagne.

Après plusieurs entretiens téléphoniques, un premier rendez-vous est pris dans les faubourgs d'une grande ville européenne. Un élégant costume de marque atténuant à peine son port martial, B. Ali incarne cette jeune garde d'ambitieux officiers arabisants et libéraux. Avant d'entrer en dissidence, le colonel B. Ali a été l'un des plus jeunes colonels promus de l'ANP. Major de promotion de l'académie de Cherchell en 1988, ce pur produit de l'institution militaire algérienne poursuit sa formation en ex-Tchécoslovaquie, puis en ex-URSS. En 1991, il est rappelé en Algérie. Il rejoint le secrétariat général du ministère de la défense où, sous les ordres du général Mohamed Ghenim, il siège notamment au sein de la cellule chargée de répertorier les pertes humaines des forces de sécurité — plus de 23 000 morts à ce jour —, cellule plus prosaïquement affectée au maquillage des bilans des violences.

Bien qu'ayant, dans un premier temps, adhéré « sans état d'âme » à la répression qui s'abat sur les islamistes du FIS dès 1991, le colonel B. Ali constate vite que la haute hiérarchie militaire n'a aucune perspective politique digne de ce nom. « Au lendemain du premier tour des élections législatives du 26 décembre 1991, je suis l'un des signataires de la pétition que fait circuler le général Khaled Nezzar, alors ministre de la Défense, en faveur de l'arrêt d'un processus électoral trop favorable au Front islamique du salut (FIS). J'estimais que l'intégrisme était une menace pour l'Algérie. Mais la démocratisation nécessaire de l'Algérie devait-elle pour autant passer par le sacrifice d'une partie importante du peuple : les islamistes ? Il fallait vivre en Algérie à l'époque pour se rendre compte de

la violence de leurs prêches. Il me paraissait important d'écarter ce danger. C'est seulement après que sont apparues les dérives. »

Des dérives qui, selon B. Ali, sont couvertes par des consignes non écrites émanant des « conclaves », ces réunions de cadres de l'armée qui se tiennent dans une résidence d'État du littoral algérois [le Club des pins]. Outre les généraux les plus influents, sont présents les chefs de région et les chefs d'unité. C'est là que sont abordées les questions de la torture et des exécutions extrajudiciaires. D'après notre interlocuteur qui, lors de ces « conclaves », a occupé à plusieurs reprises la fonction de rapporteur, le débat se résume en ces termes : les « nettoyages » doivent-ils relever de l'initiative des gens sur le terrain ou faut-il qu'ils répondent au suivi d'une politique ? Pour un groupe d'officiers à la tête duquel se trouvait, dit-il, l'actuel patron de la sécurité intérieure, la réponse est claire : il faut systématiquement liquider. « Jusqu'alors, je n'avais pas eu de problème de conscience. Mais là, nous avons des directives, et le message destiné aux chefs opérationnels est on ne peut plus clair. Dès lors, toutes les dérives sont couvertes et il ne s'agit plus d'initiatives isolées. »

Pour B. Ali, l'assassinat du président Mohamed Boudiaf entérine la crise de confiance. Parmi la jeune génération des officiers de l'ANP, une vingtaine d'hommes, témoins des conditions de l'assassinat du président, sont exécutés dans les semaines qui suivent. Les commandants « Hadjeres » et « Hammou », respectivement en charge de la Sécurité présidentielle (SSP) et du Groupe d'intervention spécial (GIS), sont écroués à l'issue de la reconstitution de l'attentat d'Annaba. Ces mesures ont pour effet d'entamer le moral des subalternes de l'ANP, brutalement conscients de n'être que des fusibles protégeant les intérêts particuliers des hauts cadres de l'armée, et plus spécifiquement ceux des hauts gradés commanditaires de l'assassinat du président Boudiaf, dont le colonel B. Ali affirme connaître les noms, révélés sur le site Internet du MAOL.

« En s'attaquant à la corruption endémique des potentats de l'armée, Mohamed Boudiaf s'était placé d'emblée dans la ligne de mire, analyse aujourd'hui B. Ali. De plus, il ne voulait plus de prisonniers politiques. Il s'était engagé à ce que le 5 juillet 1992 [date anniversaire de l'indépendance], le problème politique du FIS soit résolu. » Le président souhaite notamment élargir Ali Benhadj et Abassi Madani, les deux principaux leaders du FIS. Mais pas question pour autant de réhabiliter le parti dissous : « S'ils n'entrent pas dans le cadre constitutionnel, qu'ils aillent se faire foutre ! », a-t-il coutume de déclarer en privé. Le président Boudiaf est surtout déterminé à gagner son ancrage dans la société civile. A cette fin, il crée le Rassemblement patriotique national (RPN), une « organisation de masse » destinée à supplanter l'ancien parti unique, le FLN (Front de libération nationale). Ces initiatives présidentielles sont jugées intempestives par les membres de l'état-major qui ne veulent pas d'une force dominante chapeauté par la présidence de la République. « Il y avait plus grave aux yeux des généraux : ce même 5 juillet 1992, Mohamed Boudiaf s'appêtait à mettre à la retraite les généraux Mohamed Lamari [actuel chef d'état-major] et Mohamed « Toufik » Médiène », précise le colonel B. Ali. Le chef de l'État signe un décret qui doit paraître dans le journal officiel. Mais le 29 juin 1992, moins d'une semaine avant la date fatidique, son assassinat met fin à ses ambitions de réforme.

C'est dans le sillage de l'action politique de Mohamed Boudiaf qu'apparaît l'homme qui saura capter les attentes d'officiers en rupture de ban avec l'état-major. Tout au long des six mois de sa présidence, tant au niveau des contacts avec les cadres de l'ex-FIS que sur les dossiers de corruption des généraux, Mohamed Boudiaf bénéficie du soutien du très informé colonel Kasdi Merbah, leader du Mouvement algérien pour la justice et la démocratie (MAJD). Ancien chef de la Sécurité militaire sous Houari Boumediène, il

incarne la police politique des années de plomb. Le colonel B. Ali l'évoque avec déférence, car c'est ce même Kasdi Merbah qui inspire, en 1993, la création de la cellule Hakim, appelée à devenir le MAOL.

Ancien chef de la Sécurité militaire sous Houari Boumediène, il incarne la police politique des années de plomb. Le colonel B. Ali l'évoque avec déférence, car c'est ce même Kasdi Merbah qui inspire, en 1993, la création de la cellule Hakim, appelée à devenir le MAOL. Au mois d'août de la même année, à son retour de Suisse où il a rencontré des cadres de l'ex-FIS, Kasdi Merbah tombe au cours d'une embuscade spectaculaire tendue par un mystérieux commando dont le professionnalisme tranche avec les méthodes habituellement employées par les GIA. Avant sa mort brutale, le colonel Kasdi Merbah était parvenu à rallier plusieurs officiers et officiers supérieurs. Il avait gagné notamment la confiance du général Saïdi Fodhil, qu'il avait appris à connaître dans les années soixante-dix, lorsqu'il était à la tête de la sécurité militaire.

C'est au domicile de ce même Saïdi Fodhil que sont élaborés des scénarios dits de « sortie de crise », lors d'« anticonclaves » réunissant des cadres militaires provenant de tous les corps de l'institution. La cellule Hakim est née. « H pour Honneur, A pour Armée et K pour... Kasdi Merbah. ». Les dernières lettres demeurent codées. « Impératif de sécurité », s'excuse le colonel B. Ali, qui dit avoir déjà fait l'objet de deux tentatives d'enlèvement dans les rues de Madrid.

Dans son essence, le MAOL affirme être né d'une opposition radicale « à la stratégie du chaos érigée en dogme par les responsables de l'état-major ». Depuis les émeutes insurrectionnelles du FIS, en juin 1991, puis au lendemain de la suspension des élections législatives en janvier 1992, l'armée a au moins un objectif clair : décapiter l'état-major politique du FIS, déporter ses militants et sympathisants dans des camps du Sud, discréditer les islamistes. « Après la suspension du processus électoral, des milliers de jeunes ont commencé à rejoindre les maquis. En dehors de l' AIS [Armée islamique du salut, branche armée du FIS], il faut aujourd'hui compter près de 300 groupes rassemblant quelque 18 000 membres. Au début se posait à nous le problème de l'identification de ces personnes, car toutes n'étaient évidemment pas recherchées par les services. Nous avons alors créé de faux maquis, l'un des plus grands étant celui de Ténès [à l'ouest d'Alger]. Là-bas, nous commençons par réceptionner les jeunes qui prenaient le maquis. Une fois fichés, ils gagnaient d'autres maquis, qui, eux, étaient bien réels. Ténès n'a d'ailleurs jamais été inquiété, jamais bombardé. ».

Le colonel B. Ali révèle également les tenants et aboutissants de l'opération de la prison de Tazoult (ex-Lambèze, dans les Aurès), en mars 1994. Ce que les autorités présentent comme l'évasion de plus d'un millier de détenus islamistes semble en réalité une opération de manipulation d'envergure. Le MAOL affirme que, parmi les fugitifs, se trouvent de nombreux officiers de la Sécurité militaire infiltrés dans la prison. En rejoignant les maquis des Aurès en tant qu'islamistes, ces agents en service commandé ont pour mission de faire capoter toutes les tentatives de rapprochement entre les instances des GIA et les leaders de l'ex-FIS. Ils déclenchent ce que l'on appellera la « guerre inter-maquis » entre les GIA, l' AIS et le MEI (Mouvement pour l'État islamique, créé en 1991 par Saïd Mekhloufi, ancien membre fondateur du FIS). « C'est ainsi que les maquis ont été déstabilisés, et c'est aussi à partir de ce moment que des officiers infiltrés ont pris la tête d'un grand nombre de katibates (sections). Dès lors, la Sécurité militaire contrôlait la plupart des GIA », conclut B. Ali.

L'accusation du MAOL se résume en ces termes : lorsque les GIA frappent, il faut y voir la main d'une armée décidée à couper les islamistes de leur base populaire, tout en segmentant la société. Toutes les catégories sociales sont visées. Chanteurs, responsables politiques, journalistes, médecins, universitaires, sportifs et intellectuels « survivants » doivent, selon le haut commandement militaire, se sentir redevables de leur sécurité. Ils n'ont plus qu'une alternative : l'exil ou les résidences dites « sécuritaires », qui les conduisent à « bunkériser » leurs vies et à limiter leur expression. Le dessein final est entendu : il s'agit de freiner la démocratisation du champ politique et de présenter l'armée comme la seule institution capable de protéger l'Algérie du « péril islamiste ». Postulat que le colonel B. Ali dément catégoriquement : « Les généraux font en réalité tout le contraire et alimentent à grande échelle la machine terroriste. »

Objet d'une intense spéculation pour cause de totale opacité, cet obscur collège de hauts gradés représente ce que B. Ali appelle le « cabinet noir », ou encore les « officiers de la vingt-cinquième heure » [allusion aux généraux issus de l'armée coloniale française], dont il donne l'organigramme : « On a le premier clan de l'armée, qui est, pour ainsi dire, le socle : les généraux Larbi Belkheir, Mohamed Lamine Médiène, alias « Toufik » [à la tête de la direction renseignement et sécurité — DRS], Ismaïl Lamari, alias « Smaïn » [à la tête du contre-espionnage — DCE], Chérif Fodhil, le chef des forces spéciales, et le général Mohamed Touati, qui est en quelque sorte le « politique ». Le relais au sein des cadres de l'armée, c'est le général Abdelmadjid Taghit. Mais Larbi Belkheir est un peu le parrain de tout le monde : tous lui doivent leurs carrières. Le véritable pouvoir se concentre entre les trois personnes, que nous surnomons « BTS » : Belkheir, « Toufik » et « Smaïn ». Cependant, Larbi Belkheir ne veut se fâcher avec personne et entretient d'excellents rapports avec le clan des généraux en retraite, à la tête duquel se trouve le général-major Khaled Nezzar, ancien ministre de la défense. Un clan très puissant, majoritairement composé de militaires originaires de l'est du pays, sur lequel Larbi Belkheir s'appuie pour contrer les actifs qui voudraient s'opposer à lui. »

Si, pour B. Ali, les généraux orchestrent le chaos, il reconnaît que certains groupes armés continuent à échapper au contrôle des services de sécurité. A sa connaissance, le maquis de Kartali, à Larbâa (Algérois), est l'un des rares qui n'aient jamais été infiltrés. Fait dont l'AIS ne peut se prévaloir. « Lorsque Madani Mezrag [chef de l'AIS] revient de la Légion arabe de Khadafi, il se fait « débriefé » par les services. Une zone d'ombre ensuit l'épisode de son évasion de l'hôpital de Constantine. Il rejoint alors le maquis, mais, en 1995, à la veille des élections présidentielles, il est blessé lors d'une embuscade et se retrouve de nouveau en prison, d'où il écrit une lettre d'allégeance au chef de l'État — un texte de sept pages — dans lequel il reconnaît l'autorité de Liamine Zéroual et où il lui demande d'œuvrer pour une solution politique. Dès ce moment, le chef de l'AIS est bel et bien en contact direct avec les militaires. » Mais l'un d'entre eux, le général « Smaïn », patron de la sécurité intérieure, court-circuite la présidence en prenant la conduite des pourparlers. Il est alors décidé de maintenir les maquis de l'AIS pour contrebalancer les éléments incontrôlés des GIA et ménager des possibilités de négociation en temps et en heure. Le stratagème prend fin le 1er octobre 1997, lorsque Madani Mezrag, au nom de l'AIS et sous la férule de ses tuteurs gradés, annonce une « trêve unilatérale et inconditionnelle ».

Lorsque, la même année, le président Liamine Zéroual relâche Abassi Madani ; ce dernier s'engage à appeler à la cessation des hostilités. Mais les massacres de civils atteignent leur acmé, et le « clan présidentiel » — Liamine Zéroual, son ministre-conseiller à la sécurité Mohamed Betchine et le patron de la gendarmerie nationale, Tayeb Derradji — est mis dans une situation d'énorme pression. « Vous traitez avec des égorgeurs, lui dit-on. Or, ce que la présidence ignore ou ne veut pas comprendre, c'est que l'état-major et les services, en entamant la dernière phase de la lutte anti-terroriste, vont faire d'une pierre deux coups : ils mènent leurs propres négociations secrètes avec l'AIS afin de court-circuiter un accord probable entre le FIS et la présidence, car l'état-major et les services ne veulent pas d'un tel accord. Et cela leur permet aussi de faire pression sur l'AIS, en obligeant celle-ci à se démarquer des massacres. Ce à quoi elle se résout en accusant formellement les GIA d'être responsables de toutes les exactions. »

Le but de la manœuvre ne fait aucun doute pour B. Ali : l'état-major et les services préfèrent un accord « sécuritaire » à un accord politique. Ces négociations secrètes sonnent, en outre, la victoire de l'institution militaire sur la présidence (le président Zéroual ne tarde pas à « tomber ») et sur les groupes armés, dès lors assimilés à des criminels de droit commun, puisqu'ils ne bénéficient plus de couverture « politique ». L'assassinat, lundi 22 novembre, de Abdelkader Hachani, numéro 3 de l'ex-FIS, s'inscrirait ainsi dans cette démarche éradicatrice. « En éliminant cet ultime « politique » du FIS, interlocuteur incontournable et dernière passerelle vers un règlement de fond de la crise, les jusqu'aboutistes du pouvoir écartent toute perspective d'un règlement politique du conflit en consacrant des accords sécuritaires secrets. »

Pour B. Ali, la réalité sur le terrain est — pour le moins — gigogne : « Sur les 1 300 terroristes qui se sont rendus à ce jour dans le cadre de la loi sur la concorde civile, je peux vous assurer que

plus de 700 sont des officiers infiltrés appelés à rejoindre leurs casernes... Car, en réalité, les commandos responsables de la plupart des exactions sont mixtes. Des terroristes islamistes sont d'abord arrêtés au cours des ratissages des forces de sécurité. Ils sont retenus et torturés, puis on les intègre aux commandos de l'armée chargés de massacrer leur village d'origine, et je peux vous dire que quand, sous la menace, on leur ordonne d'égorger, ils obéissent ! Lors de ces opérations, les premières maisons sont systématiquement épargnées, ce qui permet de fournir des témoins à même d'affirmer qu'ils ont reconnu des islamistes du village... » Parallèlement, l'« Unité 192 », une force spéciale connue du seul premier carré de l'armée, est créée. Composée d'environ 200 éléments ultradéterminés, recrutés dans le Service action de l'armée, la gendarmerie ou encore la police, cette unité constitue le bras séculier des « janviéristes » de l'armée — 192 signifiant le mois de janvier 1992, date de la destitution de Chadli Bendjedid et du coup d'État à blanc. Cet « escadron de la mort » est destiné à faire le nettoyage au sein de la « Grande Muette » et à convaincre sans ménagement les plus récalcitrants du bien-fondé de la politique des généraux.

Face à cette « apocalypse programmée », les membres de la cellule Hakim décident d'intensifier leur action clandestine au sein de l'institution militaire. Ils nourrissent d'ambitieux projets, dont celui d'un coup d'État. Option qu'ils abandonnent rapidement au profit d'un travail de sape appelé à s'inscrire dans la durée. D'autant que, quelques mois après la disparition de Kasdi Merbah, un accident de voiture suspect emporte le général Saïdi Fodhil, privant ainsi le mouvement de sa seconde figure de proue. Cette disparition achève de convaincre les membres de la cellule qu'il est vain de planifier une action d'envergure à la seule échelle du pays. Plusieurs éléments du mouvement vont alors s'exfiltrer, avec pour mission de révéler à l'opinion internationale la réalité de la violence politique qui sévit en Algérie. Au sein de la cellule, la consigne est désormais claire : « La dénonciation des faits vaut mille actes de violence. »

C'est d'abord un colonel qui parvient, en 1995, à gagner les États-Unis, où il donne une série d'interviews à la presse arabe. Puis, en 1997, c'est au tour du capitaine Haroun de rejoindre l'Angleterre, où il multiplie les entretiens avec la presse arabe et britannique (*The Observer*). Son témoignage est repris par *Le Monde* du 11 novembre 1997. Quant à l'officier Messaoud Alili, il prend la poudre d'escampette au nez des forces aériennes, en effectuant à bord d'un simple hélicoptère le trajet Alger-Ibiza.

A l'été 1997, la cellule Hakim devient le MAOL, un mouvement structuré placé sous le commandement d'un général d'active. Cependant, la répression s'accroît : en février 1998, les décès du général Touahri, du colonel Toubih et du capitaine Zelmati, qui périssent dans un accident d'hélicoptère inexplicable alors qu'ils survolent la région de Béchar, viennent allonger la liste des morts prématurées. L'hécatombe précipite l'exfiltration du colonel B. Ali, qui rejoint l'Espagne.

Depuis cet exil européen — qui concerne 68 autres éléments de l'ANP répartis à l'étranger, notamment en Europe de l'Est —, B. Ali, épaulé par d'autres militants du MAOL, travaille à la constitution de nombreux dossiers. « Aux côtés d'avocats, nous réunissons des preuves, rédigeons des plaintes. Notre objectif vise à obtenir la traduction devant les tribunaux de plusieurs généraux [il cite six noms]. Notre mouvement vise l'implosion du système mis en place par ces hommes, et au retrait complet des militaires de la gestion politique du pays. Nous avons des échéances, et elles sont proches. » Devenus le cauchemar de la haute hiérarchie militaire, les « maolistes » ont récemment été contactés par le général « Smaïn » Lamari, qui leur aurait proposé un « mariage de raison » : la réintégration des dissidents contre la promesse de cesser le « tapage ». « « Smaïn » a même été jusqu'à promettre à certains d'entre nous des postes dans des ambassades ou des consulats à l'étranger », sourit, désabusé, le colonel B. Ali. Mais derrière la carotte, il y a le bâton. Le mouvement dit subir actuellement une répression féroce sur le sol algérien, faite d'une quinzaine d'exécutions extrajudiciaires, dont celle, il y a quelques semaines, dans un restaurant de Kabylie, du colonel Medjbar. Ou encore d'une centaine de mises au secret, dont celle de la capitaine Wassila Cherfaoui, soupçonnée d'avoir organisé depuis le secrétariat général du ministère de la Défense nationale les fuites des véritables chiffres du scrutin présidentiel du 14 avril 1999 (28,30 % de voix pour Abdelaziz Bouteflika au lieu des 73,8 % annoncés).

Les chefs de région et d'unité de l'ANP ont récemment reçu une circulaire signée du chef d'état-

major Mohamed Lamari leur intimant de redoubler de vigilance face à toute menée subversive. L'heure est à la suspicion généralisée et aux mesures expéditives : cinq membres du MAOL, parmi lesquels un colonel, un commandant, un capitaine et deux lieutenants-colonels ont été abattus, vendredi 5 novembre, dans un restaurant du Figuier, près de Boumerdès. Ces meurtres ont été attribués aux GIA par la presse algérienne. Alors que l'assassinat d'Abdelkader Hachani n'a pas été revendiqué, le MAOL, qui prétend détenir un certain nombre d'informations quant à la reprise des attentats ciblés, avance sans plus de précisions : « Comme ils nous y ont habitués, les généraux pourraient vouloir brouiller les pistes menant à l'identité réelle des assassins d'Abdelkader Hachani, en s'en prenant cette fois à une personnalité laïque, proche des milieux éradicateurs. »

Y. B. et Samy Mouhoubi

Y. B. s'est fait connaître par ses chroniques dans le quotidien algérien *El Watan* entre 1996 et 1998, réunies dans un ouvrage, *Comme il a dit lui* (J.-C. Lattès). Il a aussi publié une investigation littéraire, *L'Explication* (J.-C. Lattès, 1999).

Samy Mouhoubi est journaliste indépendant.

« C'est l'armée qui massacre »

Témoignage recueilli par algeria-watch début 1999

Malik (nom fictif), officier de l'armée de l'air déserte en 1997 et se rend après maintes péripéties en Europe. Il ne supporte plus de participer à cette guerre que mènent les généraux contre la population pour se maintenir au pouvoir.

Déjà avant le déclenchement de la guerre en 1992, l'armée a été nettoyée de ses éléments "doux". Il suffisait d'être pratiquant pour "être démissionné". Plus tard, les militaires peu sûrs ont été arrêtés, internés et parfois liquidés.

A l'époque de Boudiaf (janvier-juin 1992), lorsque les camps ont été instaurés dans le sud du pays, les personnes arrêtées ont été transportées entre autre en hélicoptère à partir de la base de Boufarik, base aérienne qui sert au transport d'armes et au transport de personnalités qui ne passent pas par l'aéroport civil de Houari Boumediène.

L'aviation — dit-il — est impliquée dans cette guerre, notamment avec ses escadrilles opérationnelles d'hélicoptères du type MI 17 et MI 8, stationnées à Blida. C'est ainsi que dans les opérations de ratissage et les bombardements dans la Mitidja, à Chlef ou Laghouat, l'armée de l'air a joué un rôle essentiel.

Il s'agissait d'en finir avec les maquis d'Islamistes mais aussi de faire comprendre la leçon à une population hostile au pouvoir, quitte à en éradiquer des pans entiers. C'est la raison pour laquelle l'armée est entièrement impliquée dans cette guerre. La marine est le seul corps de l'armée qui n'est pas compromis, tous les autres le sont. Le corps le plus impliqué est l'armée de terre. L'armée de l'air apporte son appui mais les bombardements, l'utilisation de napalm, les incendies et l'éradication de villages entiers de la carte sont le fait de l'armée de terre.

Les massacres de populations sont le fait de l'armée de terre et de la Sécurité militaire (SM). L'aviation apporte un soutien logistique en transportant hommes et matériel vers les destinations lointaines, tel Relizane. Ce sont des membres de la SM qui dirigent et composent les GIA. Les éléments infiltrés dans les GIA sont formés dans les casernes de la SM comme à Bouzaréah où ils apprennent à égorger.

Nombreux sont les officiers qui parce qu'ils ont effectué des ratissages en pilotant un hélicoptère par exemple ont été liquidés par la suite. Ces meurtres sont mis sur le compte du GIA. C'est ainsi que le pilote d'hélicoptère Bouzaboune a été assassiné en sortant d'une mosquée en 1994 ou 1995.

Le GIS (Groupe d'intervention spécial) est une création de la SM. Il s'agit d'un encadrement militaire et d'un personnel de police. La formation de ce personnel est effectuée entre autre en Syrie, Égypte et Italie. Des spécialistes étrangers qui forment ces éléments viennent en Algérie aussi. Deux Égyptiens ont été assassinés en sortant de leur hôtel à Alger. Les membres du GIS sont présents dans tous les commissariats et toutes les casernes d'une certaine importance et contrôlent les interrogatoires.

Un officier de police de Climat de France (Alger) lui aurait raconté la façon de procéder aux arrestations et interrogatoires : lorsqu'un groupe de suspects est localisé ou arrêté, tous sont tués, mis à part une personne qui est torturée jusqu'à ce qu'elle révèle les noms d'autres personnes. Celles-ci sont arrêtées et tuées à part l'une d'entre elles, torturée jusqu'à ce qu'elle révèle d'autres noms, et le même procédé se répète. C'est la raison pour laquelle la plupart des "disparus" ont été liquidés.

Mourad pensait quitter l'armée depuis des années, mais c'est surtout cet avenir incertain qui l'en a dissuadé. Un jour pourtant, le refus de participer à cette machine de guerre fut tel qu'il prit enfin la décision de quitter et son poste et le pays. Après avoir traversé de nombreux pays, il se trouve dans un pays européen. Sa requête d'asile n'a pas encore abouti, sa situation est précaire mais il dit qu'après toutes ces années d'angoisse, il a l'impression de revivre.

Le témoignage d'un ancien officier algérien : « On était devenus des sauvages »

Jean-Pierre Tuquoi, Le Monde, 2 juin 2000

Les autres ont préféré conserver l'anonymat. Lui parle à visage découvert de ses « années de guerre » dans l'armée contre les « barbus terroristes », de cette tranche de vie, entre 1992 et 1995, où s'entremêlent dans sa mémoire les histoires de sang et une routine quotidienne peu exaltante. L'homme s'appelle Habib Souaïdia et porte le matricule 89 120 08890. Sous-lieutenant de trente et un ans dans les troupes spéciales de l'armée de terre (les para-commandos), il ne veut plus entendre parler de cette armée qui l'a meurtri et dont il a été radié, après avoir purgé quatre années de prison. Depuis son arrivée en France, ralliée il y a peu en empruntant des voies particulières, il végète dans l'attente d'un statut de réfugié qui tarde. Célibataire, il a laissé ce qui lui reste de famille de l'autre côté de la mer, n'emportant avec lui que ses papiers et des documents militaires sans importance.

Le plus intéressant c'est d'écouter le jeune sous-lieutenant raconter dans un français hésitant « sa » guerre dans cette région de l'Algérois dont les noms, synonymes de tragédies, sont devenus familiers à l'opinion publique : Blida, Boufarik, Baba Hassan, Lakhdaria. Habib Souaïdia a choisi la carrière militaire en août 1989, moins d'un an après les émeutes sanglantes de l'automne 1988. « Je voulais faire quelque chose pour mon pays. » Il opte pour l'Académie interarmes de Cherchell, d'où il sort trois ans plus tard pour intégrer l'École d'application des troupes spéciales de Biskra. L'Algérie est à feu et à sang et le pouvoir a un besoin urgent de militaires d'élite. Le stage de formation de Biskra est donc abrégé de plusieurs mois et le sous-lieutenant versé dans une unité spéciale, le Centre de commandement de lutte antiterroriste (CLAS), à Beni Messous, dans la banlieue d'Alger.

Une villa centre de torture

Ils ne sont guère plus de 2 500, sous le commandement du général Mohammed Lamari, à en faire partie, mais c'est sur eux et sur la direction des renseignements et sécurité (DRS, l'ex-Sécurité militaire) que repose l'essentiel de la « lutte antiterroriste ».

Commencent les opérations dans les zones chaudes de la région d'Alger : contrôle routier, perquisition, accrochage avec les « barbus ». « On était formé pour défendre notre pays. Je pensais que ce que l'on racontait sur le FIS (Front islamique du salut) était exagéré. J'ai changé d'avis lorsqu'on est entré en contact avec les terroristes. Ils nous ont fait beaucoup de mal », raconte l'officier. Les premiers doutes sur la conduite de la guerre commencent à habiter M. Souaïdia en janvier 1993 lorsque, sur la foi d'un tuyau crevé, un groupe d'intervention spéciale de « ninjas » — surnommés ainsi en raison du masque qui leur couvre le visage — est envoyé vers la mort dans la Mitidja. Les quatre dernières Toyota du groupe sont prises sous le feu des « terros » et huit militaires tués. « Ça nous a fait mal. Si on était intervenu rapidement on aurait pu limiter les dégâts. Mais on nous l'a interdit. » Pourquoi ce veto de la hiérarchie ? « On a envoyé les copains à la mort pour souder l'armée. Quand tu vois un ami torturé ou décapité par un terro, tu as la haine », lâche l'officier. Le malaise et l'incompréhension vont s'accroître ensuite. Muté au printemps de 1993 dans la région de Lakhdaria (ex-Palestro), à une centaine de kilomètres à l'est d'Alger, l'officier est le témoin quotidien de la « sale guerre » menée contre les « barbus ». L'ancienne villa coloniale où il loge, en retrait de la route nationale n° 5, est un centre de détention et de torture. « Les personnes kidnappées, des islamistes supposés, étaient enfermées dans la cave transformée en cachots. Ils étaient torturés par les gens de la Sécurité militaire. On lâchait sur eux un berger allemand ; on les obligeait à s'asseoir sur des tessons de bouteille ou à boire de l'eau de Javel diluée. J'entendais leurs cris, je les voyais dans la cave. Celui qui entrait dans cet endroit, il était mort, même s'il n'avait rien à se reprocher. Le seul à avoir été relâché au bout de quelques mois, c'est un médecin de Constantine : il

était devenu fou », affirme l'officier. Après interrogatoire, les « barbus » présumés étaient abattus et leurs corps brûlés et abandonnés dans la nature. « La gendarmerie récupérait des cadavres carbonisés non identifiables. On mettait ça sur le compte des terros », poursuit-il, avant de conclure : « Je ne peux pas résumer tout ce que j'ai vu. C'était terrible. »

L'officier n'éprouve aucune sympathie pour les islamistes. Et c'est sans l'ombre d'un regret qu'il raconte comment, pendant ces années de folie, il a lui-même abattu quatre « terros », lors d'un banal contrôle d'identité. Ou l'accrochage au cours duquel, à la fin du printemps 1993, lui et ses hommes élimineront treize « barbus ». « On a mis leurs corps sur le capot de nos Land Rover et de nos Jeep pour terroriser les gens de Palestro. » Et l'officier de conclure : « On était devenus des sauvages. »

Lettre ouverte de Mohamed Rebaï à propos de l'« affaire Taiwan » *

Témoignage publié par Algeria-Watch, 1^{er} juillet 2000

[...] Voici à présent la raison qui m'a conduit à abandonner la cinquième Brigade mobile de Police judiciaire de Bourouba, après que j'eusse volontairement choisi, auparavant, d'y être affecté. Après cette affectation, les choses semblaient normales, mais après quelques jours seulement, les choses m'apparurent plus clairement dans leur nudité. J'avais découvert dans les deux (2) cellules de la brigade entre quinze (15) et vingt (20) détenus dans chacune d'elles, en plus d'un bureau isolé aménagé par le chef de brigade Ouled Ami Boualem en cellule spéciale pour les femmes détenues (il y avait en effet des femmes détenues comme je le prouverai). Il m'apparut également de l'état des détenus qu'ils étaient en garde à vue depuis une trop longue période comme il me sera révélé à la suite de leur interrogatoire ; la plupart d'entre eux furent arrêtés plus de quatre (4) mois. Ceci signifie que l'arrestation avait eu lieu lorsque la Caserne était encore le siège de la quatrième sûreté urbaine de la Daira d'El-Harrach. A cette époque, Ouled Ami Boualem était officier de police adjoint du chef de sûreté urbaine, le commissaire Ouled Ali Noureddine qui avait délégué sans condition à son adjoint tous les pouvoirs, en violations des lois.

Les détenus m'apprirent encore qu'ils n'étaient nourris qu'une ou deux fois par semaine avec pour menu invariable du pain et de l'eau, ce qui était assez logique. En effet, comment garantir la restauration de quarante (40) à cinquante (50) individus détenus dans une caserne dépourvue de cantine alors même que la caserne n'assurait pas depuis l'origine la restauration aux fonctionnaires qui y étaient affectés, puisque nous devions nous approvisionner auprès des commerces et restaurants avoisinants. Ceci sans égard à la question de l'hygiène car les régions d'El-Harrach et Bourouba connaissaient, spécialement, une pénurie d'eau même pour boire, surtout durant l'été.

Lorsque j'avais questionné le chef de brigade, l'officier Ouled Ami Boualem, en présence de son deuxième adjoint l'officier de police Boutaoun et de l'inspecteur Betka Habib, sur la raison de la détention de tous ces hommes et femmes, et quels étaient les faits qui leurs étaient reprochés, ou encore, la raison de leur présence depuis une aussi longue période, il répondit très froidement, qu'en raison de leur présence dans la caserne depuis cette période il était nécessaire de les présenter à la justice sous n'importe quel prétexte et accusation pour s'en débarrasser et en même temps pour nous préserver du mal qu'ils pouvaient occasionner pour un certain temps. Sur ce, il proposa leur inculpation pour une série d'accusations, entre autre : détention de cassettes audio de nature propagandiste, détention de tracts appelant à prendre les armes et à la rébellion contre le régime, exposition au regard du public de bulletins appelant au trouble contre le régime. En tout état de cause, le bureau aménagé par l'officier Ouled Ami Boualem pour lui servir de chambre à coucher contient ce genre de documents.

Devant cette réponse et l'approbation de l'officier de police Boutaoun ainsi que celle de l'inspecteur Betka Habib qui est le bras droit du chef de brigade, je n'avais que deux choix possibles : l'approbation du fait accompli et le silence complice devant cette violence, ou bien la rédaction d'un rapport circonstancié sur cette affaire pour le remettre au colonel de police Mahmoudi Abdelkader en sa double qualité de chef du service de police judiciaire de la Wilaya d'Alger et responsable des Brigades mobiles de Police judiciaire de la Wilaya d'Alger.

En plus de ces réalités, et sur la base des questions que j'avais posées à tous les détenus, il m'est apparu que la plupart d'entre eux ont été victimes d'agressions sexuelles commises par l'officier de

* Extraits du témoignage de M. Rebaï : n'ont été conservés ici que les passages relatifs aux tortures systématiques qu'il a pu observer et dont il a été lui-même personnellement victime, sans prendre en compte l'« affaire Taiwan », une affaire de trafic de voitures et cartes grises dans laquelle étaient impliqués des responsables de la sûreté nationale.

Témoignage intégral : www.algeria-watch.de/farticle/justice/taiwanlettre.htm.

police Ouled Ami Boualem alors même que la quasi totalité des détenus sont mineurs ou encore que leur âge se situe entre 18 et 20 ans. La même chose pour les femmes détenues dans le bureau spécialement aménagé en cellule par le chef de brigade mobile qui en gardait personnellement la clef. Le seul tort de ces femmes était qu'elles étaient épouses, sœurs ou filles de terroristes. Est-ce que cette parenté donne le droit au chef d'une brigade mobile de police de les arrêter, de les torturer et de les violer ? Qu'en est-il du principe de légalité et de personnalisation des peines affirmé par la Constitution de la République ?

[...] On peut s'assurer de cette vérité en examinant le dossier des accusés présentés à la justice par la cinquième Brigade mobile de Police judiciaire de Bourouba, ou plus précisément par l'officier de police Ouled Ami Boualem entre les mois de juin et septembre 1994.

[...] Signalons encore que quelques détenus ont disparus dans des circonstances obscures et ne furent pas présentés à la justice. Où sont-ils ? De toute façon, une enquête sur ce point permettra de prouver ces propos et révéler ces vérités et d'autres.

[...] Après avoir confronté l'officier de police Ouled Ami Boualem chef de la cinquième Brigade mobile de Police judiciaire de Bourouba à ces faits et après que j'eusse manifesté mon intention de ne pas me taire sur ces violations, il était de mon intérêt de quitter cette brigade. Je ne dois pas omettre de signaler encore qu'après avoir découvert ces violences, j'avais demandé à l'officier Boutaoun et deuxième adjoint au chef de brigade — il fut mon camarade de promotion au cours du stage que nous avons suivi à l'École supérieure de police et qui fut affecté à la quatrième sûreté urbaine pour travailler avec l'officier Ouled Ami Boualem durant une longue période — s'il avait lui-même constaté ce type de violences sexuelles commises par l'officier de police Ouled Ami Boualem — qu'il apprit à connaître — et autres violations des lois par la pratique de la torture, des coups, insultes et privation de nourriture, etc. Il ne put que reconnaître et me confirmer dans les conclusions auxquelles j'étais arrivé. Il ajoutait que l'inspecteur de police Betka Habib était son complice actif dans tout cela. Mais lorsque je lui demandais de m'accompagner au Service de Police judiciaire de la Wilaya d'Alger de la Sûreté de Wilaya (SWPJ-SWA) pour conforter mes dires auprès du chef de ce service, le colonel de police Mahmoudi Abdelkader, il refusa catégoriquement en justifiant ce refus par le fait que l'officier Ouled Ami Boualem avait de fortes relations hiérarchiques et qu'il était, en plus, très dangereux.

J'avais donc affronté ce problème tout seul en quittant la brigade par peur pour ma sécurité tout en dénonçant ces pratiques illégales et inhumaines. J'avais donc rédigé un rapport circonstancié et détaillé sur tous ces faits, en le confortant de preuves et de documents probants, pour le présenter au colonel de police Mahmoudi Abdelkader en signalant à ce responsable que je l'avais choisi même s'il m'était possible — en raison de la gravité de l'affaire — de faire parvenir ce rapport directement au Directeur général de la Sûreté nationale ou au directeur de la police judiciaire. J'avais fait ce choix pour deux raisons : D'abord par respect de la hiérarchie ensuite pour la qualité des relations que j'avais avec lui, relation basée sur le respect mutuel. Je lui demandais de prendre les mesures nécessaires pour l'ouverture d'une enquête pour laquelle j'étais disposé à y apporter mon témoignage personnel.

[...] Lors de ma rencontre avec le colonel de police Mahmoudi Abdelkader, chef du Service de police judiciaire de la Wilaya d'Alger, au siège de la sûreté de la Wilaya d'Alger et après lui avoir exposé les faits détaillés sur l'affaire, il m'avait questionné pour savoir si j'avais parlé de ce dossier à une autre personne. J'avais répondu par la négative, ce qui était vrai. Il me dit alors : « Je prends personnellement en charge cette affaire et ordonnerai une enquête. » Il me demanda à la fin de l'entrevue de ne parler de cette affaire à personne et m'ordonna de rejoindre la Cellule Exploitation et Synthèse qui dépendait de lui et ne s'occupait que d'un travail purement administratif. J'ai appris par la suite que l'objectif du colonel de police était de me garder sous son contrôle, rien de plus sinon de m'empêcher de m'ouvrir à tout autre responsable des faits gravissimes. Comment comprendre autrement la désignation d'un homme de terrain et d'action comme moi dans un service administratif alors qu'au même moment le pays avait besoin de volontaires pour faire face à la machine de destruction du terrorisme comme il m'apparaîtra immédiatement après.

[...] Le 2 janvier 1995 vers onze heures et demi environ, et alors que je me trouvais dans mon

bureau à la sûreté de Daira de Bab-El-Oued, j'ai été convoqué par le chef de sûreté de Daira, le colonel de police Alouani qui m'a demandé de rejoindre monsieur Tifaoui Smail, président du Conseil populaire de la Ville d'Alger, afin que ce dernier me désigne des agents peintres pour restaurer le siège de la sûreté de Daira.

[...] Après échange des salutations d'usage, le colonel me demanda de l'accompagner au siège de son service de Chateauneuf pour, selon ses dires, l'aider à identifier un logement dont l'adresse, donnée par un terroriste détenu au service, se trouve aux environs de la Casbah. Je n'y voyais aucun inconvénient, étant un agent de sécurité dont le devoir est d'apporter sa contribution dans ces circonstances, d'autant plus qu'étant originaire de la Casbah, j'en connaissais les ruelles. J'avais d'ailleurs déjà aidé ce service à localiser des adresses communiquées par des personnes arrêtées pour terrorisme.

J'ai donc accompagné ce responsable à son bureau pour me retrouver entouré de plus de dix (10) de ses éléments. Il me demanda de lui remettre mon arme, ce que je fis. Il me demanda ensuite de lui remettre mon portefeuille. Je m'exécutais. Il me dit alors : « Mes éléments veulent te questionner sur un sujet précis. » Puis il quitta la pièce.

Immédiatement après, les enquêteurs me posèrent cette question : « Écoute Rebaï ! quelle est ta relation avec le terrorisme ? » J'ai réagi en souriant, pour répondre : « Votre question me surprend, d'autant plus que plusieurs d'entre vous me connaissent très bien pour avoir participé avec la majorité d'entre vous à différentes opérations de lutte contre le terrorisme. » Ils me demandèrent alors de les accompagner au sous-sol dans lequel étaient situées les cellules et les salles de torture.

Là, je dus me déshabiller sur leur ordre ; ils me ligotèrent les mains derrière le dos et m'étalèrent sur un banc en ciment. Puis commença une série sophistiquée de tortures.

En réalité, ce que j'ai subi comme torture, coups, insultes, diffamations et atteintes à ma dignité et à mon honneur n'est pas aussi important pour moi. Ce qui m'a gêné et consterné dans cette histoire, c'est le fait que tous les tortionnaires qui ont exercé leurs violences sur ma personne à tour de rôle est que leur unique question et argument fut que l'officier de police Touadi Hachemi, le chef de brigade de la police des frontières du port d'Alger, aurait « tout reconnu » et que je devais avouer à mon tour de tous les faits. Je répondais que je ne comprenais absolument pas ce qu'ils voulaient dire par là, et pourquoi ne pas me confronter à cet officier sur les faits qui lui seraient reprochés.

Tout au cours des cinquante-six (56) jours de garde à vue, passés dans les cellules de la Brigade de répression du banditisme de Chateauneuf, sous la violence de toutes les formes de la torture que les tortionnaires s'ingéniaient à découvrir, puisque j'ai subi des fractures du bras et de quelques côtes — en plus de nombreuses déchirures musculaires de la poitrine et du dos —, je fus à chaque fois délaissé dans la cellule sans soins. On s'imagine dans ces conditions que je ne pouvais me préoccuper de mon hygiène ou de mon alimentation surtout que les responsables du service ont donné l'ordre aux gardiens de s'abstenir de m'aider en quoi que ce soit, ni même de me parler.

Dans la nuit du 25 février 1995, et aux environs de dix heures du soir (22 heures 00), un enquêteur s'est présenté dans ma cellule, porteur d'un procès-verbal d'audition rédigé en mon nom, pour me demander ma signature sur le document. J'avais refusé de signer après avoir lu son contenu puisqu'il comportait des déclarations qui m'étaient attribuées d'autorité. J'avais alors dit à cet enquêteur : je préfère mourir que de reconnaître des faits que vous m'attribuez, surtout après tout ce que j'ai réalisé comme travail pour l'appareil de la sûreté nationale. L'enquêteur quitta la cellule en emportant son procès-verbal.

Le lundi 26 février 1995, soit cinquante-six (56) jours passés dans les cellules du service central de répression du banditisme (SCRB) de Chateauneuf, je fus présenté à justice.

[...] Après cette présentation, le juge d'instruction m'a mis en détention préventive, et c'est le mieux qu'il pouvait faire pour moi. Ainsi commença mon accusation des faits que l'on me reprochait et qui se termina, après plus de neuf (9) mois, par une ordonnance de non lieu. Toutefois, alors même qu'aucun acte d'appel contre cette décision ne fut enregistré dans le délai légal, je fus maintenu en détention préventive jusqu'au 17 novembre 1996, date à laquelle le tribunal a prononcé un jugement d'acquiescement en ma faveur. C'est ce jour-là que je fus libéré.

Les révélations du colonel Mohamed Samraoui de la DRS à Al Jazeera

Nasreddine Yacine, Algeria-Watch, 6 août 2001

Que va-t-on trouver au colonel Mohamed Samraoui dit Habib pour le descendre en flamme ? La presse algérienne n'a pas encore été briefée pour fournir des « éléments » biographiques sur cet ex-officier supérieur des services spéciaux algériens (DRS). Dans quelques jours probablement, les Salima Tlemçani, Mounir Boudjemaâ, Nacer Belhadjoudja, N. Sebti... et autres Anis Rahmani, honorables correspondants du colonel hadj Zoubir (chargé de l'information à la DRS), vont « sévir » à coup d'« infos » pour tenter de discréditer l'auteur des témoignages accablants sur la guerre qui a lieu en Algérie depuis 1992.

L'émission Bila Houdoud de la chaîne de télévision satellite Aljazeera, diffusée mercredi dernier (5 août 2001) en début de soirée, n'est pas passée inaperçue. Ils étaient certainement des millions d'algériens à l'avoir suivie. Le lendemain, elle était le sujet de discussion numéro un dans les cafés et dans les longues chaînes interminables pour l'acquisition du fameux formulaire de demande de logement locatif.

C'est que les révélations de ce colonel de la DRS ont de quoi choquer les « âmes sensibles » « foncièrement républicaines ». Mohamed Samraoui se dit prêt à témoigner devant le tribunal pénal international (TPI) et ramener les preuves de ce qu'il avance. En attendant cet heureux événement, ici les principaux extraits de l'intervention du colonel Mohamed Samraoui.

L'arrêt du processus électoral et la répression du FIS

« Le 29 décembre 1991, je m'étais rendu à Blida pour rencontrer le colonel Abdelmalek Bendjedid (frère du président Chadli Bendjedid) pour lui faire part des rumeurs et des bruits qui circulent à propos de l'imminence d'un coup d'État contre le président. Abdelmalek me fait part à son tour, en me demandant de garder cela pour moi tout seul, des décisions qui allaient être prises par Chadli en l'occurrence le limogeage des généraux Toufik (patron de la DRS) et de Khaled Nezzar (ministre de la Défense) et leur remplacement respectivement par le général Kamel Lahrache et Dib Makhlouf. »

« Larbi Belkheir est derrière l'idée des camps du Sud, de la dissolution du FIS et l'assassinat de Boudiaf. »

« Après les résultats du premier tour des élections législatives, nous avons rencontré plusieurs chefs de partis politiques, dont des petits partis que je ne citerai pas, pour connaître leur avis sur la situation. »

« Mahfoud Nannah, que j'ai rencontré le 27 décembre en compagnie du commandant Guettouchi Amar, a exprimé son refus des résultats et était favorable à l'arrêt du processus électoral. »

« D'autres contacts ont été entrepris avec la société civile dont Benhamouda de l'UGTA pour connaître leurs avis sur cette nouvelle situation et leur demander de bouger en faveur de l'annulation des résultats des élections. »

« Nous, les officiers, étions également favorables pour l'arrêt du processus électoral. Et pour cause, les hauts responsables de l'armée (généraux) nous ont dressé un tableau noir du FIS en prédisant des lendemains apocalyptiques en cas de l'accession de ce dernier au pouvoir. Ce n'est que plus tard que j'ai compris qu'ils avaient monté tout cela pour leur propre bien et non celui de l'Algérie, et de peur d'être jugés. »

« Le président Chadli Bendjedid a rencontré Abdelkader Hachani et lui a promis la poursuite du processus électoral. A la suite de cette rencontre, un conclave entre les généraux a eu lieu au commandement des forces terrestres à Aïn Naâdja. C'est là qu'a été décidé l'arrêt du processus électoral. »

« Le 1^{er} janvier 1992, le général Smaïn (qui était colonel à l'époque) m'a chargé de contacter le général Mohamed Lamari. Contact pris, ce dernier m'ordonne de choisir 7 ou 8 de mes proches collaborateurs en qui j'ai totale confiance et de les ramener le 4 janvier pour une « opération se-

crète », me dit-il. »

« Le lundi 4 janvier, je suis arrivé avec les dossiers de tous les membres du FIS. La séance de travail était présidée par le général Aït Mesbah Sadek. Nous avons décidé d'arrêter les éléments dangereux du FIS (membres du Majlis Echoura, présidents d'APC, députés élus et les candidats au 2e tour). En tout 1 100 personnes devaient être arrêtés à Alger. L'opération n'a pas eu lieu comme prévu. Un ordre d'annulation a été donné, tard dans la soirée, par le général Smaïn. Plus tard, le nombre des personnes à arrêter a été revu à la hausse. Il est passé à 12 500 entre militants et sympathisants du FIS sur le territoire national. Ils ont raflé à l'aveuglette pour radicaliser le mouvement et pousser à la haine de l'État. »

« Les camps du sud étaient programmés pour permettre aux gens de différentes régions de se connaître entre eux. »

« Entre-temps, les généraux cherchaient une solution politique à la destitution de Chadli. Benhabylès, président du Conseil Constitutionnel, n'a pas voulu entrer dans la combine. Ils ont pensé à Ben Bella, mais ils ne l'ont pas contacté de peur qu'il ne se retourne contre eux. Aït-Ahmed a été contacté, mais n'a pas accepté. En démocrate, il n'aurait jamais toléré d'être une marionnette entre les mains des militaires. Ils ont également pensé à Ahmed Taleb Ibrahim, mais Sid-Ahmed Ghazali a refusé en le qualifiant d'« imam en cravate ». C'est de Ali Haroun qu'est venue l'idée de contacter Mohamed Boudiaf. »

« Le 10 janvier 1992, le général Khaled Nezzar a proféré des menaces contre Chadli, lorsque celui-ci voulait revenir sur son engagement précédent de démissionner. »

« Au mois de mai 1992, au cours d'une réunion à Chateaufort (poste de commandement de la police et caserne des forces spéciales d'Alger, dans laquelle des disparus sont morts sous la torture) à laquelle j'avais assisté en compagnie du capitaine Ahmed, les officiers de police Ouaddah et Tahar Kraâ, le général Smaïn avait déclaré devant d'autres témoins : « Je suis prêt à sacrifier 3 millions d'Algériens pour rétablir l'ordre ».

L'assassinat de Mohamed Boudiaf

« Les premiers litiges entre Boudiaf et les généraux étaient relatifs au Sahara Occidental, à l'affaire du général Belloucif, et au changement du chef du gouvernement. Boudiaf voulait limoger Sid-Ahmed Ghazali pour le remplacer par Amine Abderrahmane ou Saïd Sadi. Il voulait également déterrer l'affaire Belloucif, mais les généraux n'en voulaient pas de peur que le dossier ne remonte jusqu'à eux. »

« Informé d'une pseudo-tentative d'insurrection, le 5 mars 1992, qu'aurait dirigé le capitaine Ahmed Chouchène, commandant des forces spéciales à l'académie de Cherchell, Boudiaf s'est étonné de voir que dans la liste qu'on lui présente le grade le plus élevé d'une telle opération est celui de capitaine. Il a donc ordonné le relèvement de ses fonctions et la mise aux arrêts du général Mohamed Lamari, et la nomination du général Khelifa Rahim à sa place. D'ailleurs, je défie quiconque de me montrer un document signé par Mohamed Lamari entre le 29 mars 1992 jusqu'à la mort de Boudiaf. »

« La grenade offensive dont se servit Boumaârafi lors de l'assassinat de Boudiaf était dans mon bureau. Elle y a été déposée après l'opération de Télémy dans laquelle sont morts le sous-lieutenant Tarek et le commandant Guettouchi Amar. Je ne l'ai plus revue depuis. »

« Boumaârafi est l'assassin de Boudiaf. Il a été ajouté à la liste des éléments du GIS partant pour Annaba par le général Smaïn Lamari après une entrevue des deux hommes dans le bureau de ce dernier. Smaïn a chargé le commandant Hamou de signer l'ordre de mission individuel de Boumaârafi. »

« Après l'assassinat de Boudiaf, Boumaârafi devait être abattu à son tour par deux de ses collègues. Doué d'une grande intelligence, il a sauté un mur de deux mètres et s'est livré à la police. »

« Le 29 juin 1992, juste après l'assassinat de Boudiaf, nous (responsables des services de sécurité de l'armée) eûmes une réunion avec Khaled Nezzar qui nous a déclaré d'emblée, sans qu'aucune enquête ne soit menée, que « le commandant Hamou est innocent ». Il a ensuite réclamé le soutien des services de sécurité pour continuer sa mission. »

« Même condamné à mort, Boumaârafi ne sera pas exécuté. »
« Le 1er instigateur de l'assassinat de Boudiaf est le général Smaïn Lamari. »

La naissance du GIA

« J'ai assisté à la naissance du GIA. Il a été créé pendant l'été 1991 par le commandant Guettouchi Amar, mort au cours d'une opération anti-terroriste à Télémy. Il était secondé par le capitaine Djaâfar chargé d'éditer les communiqués et de les transmettre aux journalistes. »

« Chebouti, fondateur du MIA, circulait dans une voiture des services, une R9 couleur crème. »

Pourquoi la création du GIA ? « Afin de justifier les assassinats qu'ils commettaient pour se débarrasser notamment de certains officiers, comme le colonel Salah, le commandant Boumerdès Farouk dit Rabah, le commandant Djaber, le commandant Hicham (assassiné à Blida)... Les assassinats de plusieurs officiers restent inexplicables. »

« Le GIA a été créé pour servir des desseins, mais ses créateurs ont vite été débordés par d'autres groupes islamiques armés. C'est pour cela que nous utilisons l'appellation « des GIA ». »

Intervention téléphonique pendant l'émission du capitaine Ahmed Chouchène, accusé de tentative d'insurrection en mars 1992

« J'ai été kidnappé le 3 mars de la caserne. Mais, lorsque cela a été découvert, ils ont dû me présenter devant le tribunal militaire de Béchar et me condamner à 3 années de prison. »

« En novembre 1994, une tentative d'insurrection a été provoquée dans la prison de Berrouaghia. Un groupe d'intervention rapide (GIR) numéro 80 de la gendarmerie nationale a tiré et blessé 1 200 prisonniers. Par la suite, un autre groupe de la gendarmerie, je répète, un autre groupe cagoulé, est entré pour décapiter 51 parmi les 1 200 prisonniers et les brûler. Les corps ont été enterrés dans une fosse commune dans un champ d'exécution de la prison de Berrouaghia. Si des gens ont le courage d'aller vérifier, les corps y sont toujours. »

Le colonel Samraoui ajoute : « A sa sortie de prison en 1995, le général Kamel Abderrahmane, patron de la DCSA (Direction centrale de la sécurité des armées), avait demandé à Chouchène d'être l'adjoint de Djamel Zitouni l'émir du GIA. »

Missions spéciales

« En 1995, le général Smaïn est venu à Cologne en compagnie du général Hacène Beldjelti dit Abderrezak (cet unique général issu du sud algérien était chargé de la sécurité à la présidence de la République sous la présidence de Liamine Zéroual — ndlr) et plusieurs autres officiers dont les commandants Merabet Omar et Benguedda Ali, et le colonel Benabdellah (un homme d'action). Ils voulaient assassiner des responsables du FIS comme Abdelbaki Sahraoui et Rabah Kébir. Je me suis opposé à ces opérations. »

« Le colonel Benabdellah Mohamed m'a avoué avoir commis des massacres dans la région de Blida. »

Algérien, déserteur de la Sécurité militaire, coincé en Thaïlande

BANGKOK, 2 août 2001 (AFP) – « Je veux la protection de l'ONU. Sinon je rentre mourir au pays devant ma femme et mes deux enfants. »

Abdelkader Tigha, 32 ans, se présente comme un cadre de la Sécurité militaire algérienne, déserteur, coincé depuis cinq mois dans un centre de détention de l'immigration à Bangkok.

Le Haut Commissariat de l'ONU pour les Réfugiés (HCR) à Bangkok lui a refusé le statut de réfugié au motif qu'il suspecte Tigha d'avoir commis des crimes contre l'humanité en Algérie, une « clause d'exclusion ».

A tort, jure l'ancien chef de brigade du service de recherche du Département du Renseignement et de la Sécurité (DRS).

Il assure que sa mission consistait seulement à conduire des « investigations et des identifications » de militants ou sympathisants islamistes, notamment dans la région de Blida (près d'Alger) en 1993, et qu'il n'a donc pas participé à des tortures ou des crimes.

Mais il dit avoir connaissance de l'implication du pouvoir algérien dans des exécutions sommaires de civils, « en particulier l'implication directe de mon service (DRS) dans des actions anti-humanitaires ». Et être au courant de massacres attribués aux Islamistes mais en fait commis par un groupe contre-terroriste formé par le DRS, l'OJAL (Organisation des Jeunes Algériens Libres).

Tigha reconnaît n'avoir rien fait pour les empêcher. « Tu peux pas t'opposer, ce serait un suicide. Tu peux pas dire non, tu serais taxé d'islamiste et tué une nuit, exécuté suivant un scénario », explique-t-il à l'AFP.

« J'ai personnellement connu des gens qui ont été exécutés parce qu'ils étaient soupçonnés d'être des sympathisants du GIA (Groupe Islamique Armé). Fissa Nourdine, un commissaire de police de Bougara, et le lieutenant Amine de Tlemcen ».

Il raconte qu'il a dû quitter « secrètement » l'Algérie après avoir enquêté sur la disparition de deux professeurs affiliés au GIA, Boularas Mohamed et Rosli Mohamed, selon lui « exploités » (torturés) et exécutés par le Service de la Police Judiciaire (SPJ) en 1994.

Le rapport d'enquête qu'il a soumis en 1997 à ses supérieurs n'a pas plu et il a été transféré à Alger où on lui demandé de rendre son arme de service. Il a décidé de fuir.

Il a fini par se rendre en Thaïlande parce que « le visa est facile à obtenir ».

Mais aujourd'hui, son visa touristique périmé, en situation de séjour illégale, Tigha croupit dans un dortoir de 75 détenus, dont d'autres Algériens à qui il ne peut parler.

« Je ne sais rien de ma famille maintenant, seulement que ma femme est chez ses parents. Je suis démuné de tout contact extérieur », dit-il.

Il veut changer de nom, de nationalité, abandonner les renseignements.

Sa grande crainte est d'être refoulé en Algérie « où je vais subir plusieurs sortes de torture et être exécuté sûrement par la suite ».

Comme la Thaïlande n'a pas signé la convention internationale de 1951 sur les réfugiés, ni celle de 1984 contre la torture, il n'a aucun moyen de quitter la prison sauf à retourner en Algérie.

Son cas - qui n'est pas unique - pose un dilemme moral et juridique.

« Il y a un vide juridique. Quoi faire ? Il mérite la protection internationale mais qui va le protéger », plaide son avocate. Le dossier de l'agent défecteur algérien est maintenant en appel au HCR à Genève.

Interrogé, le HCR de Bangkok s'est abstenu, comme le veut la règle, de commenter ce cas particulier. Toutefois, un de ses responsables a reconnu que le HCR se posait actuellement des questions sur les clauses d'exclusion en droit des réfugiés. « Le HCR doit être prudent en prononçant la clause d'exclusion afin de ne pas aboutir à un renvoi dans le pays d'origine qui pourrait mener à des persécutions », a affirmé le haut fonctionnaire onusien.

agr/lmt eaf

Algérie : les révélations d'un déserteur de la SM

Nord-Sud Export, n° 427, 21 septembre 2001

C'est au nom proclamé d'une lutte à outrance contre le « terrorisme islamique » que les services algériens ont entrepris, à partir de 1993, de terroriser une population qui avait eu, pour tort principal, de voter majoritairement en faveur du Front Islamiste du Salut (FIS). Un nouveau témoignage directement issu du DRS, plus connu sous son sigle S.M. (Sécurité militaire), décrit la chronique de ces crimes ordinaires, commis sous le couvert d'une légalité dévoyée, au service de quelques généraux.

« Je persiste et signe. » Derrière les grilles de sa cellule à la prison de l'immigration de Bangkok, Abdelkader Tigha, 33 ans, déserteur du Département du renseignement et de la sécurité (DRS), l'ex-Sécurité militaire algérienne (ou S.M.), n'en finit pas de raconter son passé, celui d'un chef de Brigade chargé de recueillir, à Blida, première région militaire de l'Algérie, des renseignements sur les « Groupes islamiques armés » (GIA) et de les faire infiltrer par ses agents. Un témoignage précis, où fourmillent les noms de lieux, les dates, les noms des exécutés ou des exécuteurs, consignés avec application sur les pages d'un cahier d'écolier. Une mine de renseignements douloureux mais ô combien précieux pour tous ceux qui cherchent la trace de leurs disparus, en Algérie, et pour ceux, aussi, qui veulent vérifier leurs informations sur la structure interne des services algériens en les croisant avec une nouvelle source.

« Mon service avait reçu l'ordre directement du général Lamari Smaïn, de limiter les traductions devant les tribunaux. »

Tigha est un professionnel, entré à 18 ans dans l'armée algérienne et formé à l'école militaire du DRS (spécialité « recherche et investigations ») : difficile, donc, *a priori*, de savoir où se termine la confession et où commence une éventuelle manipulation, de faire la part, aussi, de ses omissions volontaires. Mais selon ceux qui l'ont rencontré, dans sa prison de Bangkok, l'impression qu'il donne est celle d'un *insider* au témoignage crédible. Il n'était pas non plus un « gros poisson » à la DRS ; son grade d'adjudant le maintenait bien loin des conflits de clans qui agitent les généraux-major. D'ailleurs, il ne parle que de ce qu'il a vu, c'est-à-dire beaucoup, mais au simple niveau du CTRI (Centre régional territorial de recherche et d'investigation) de Blida qui couvre les wilayas de Bouira, Tizi Ouzou, M'sila, Chlef, Tipiza, Aïn Defla et Boumerdès.

« Ça veut dire commencer à exécuter les personnes interpellées... »

Les raisons qui l'ont poussé à fuir l'Algérie, l'itinéraire qu'il a suivi et la situation dans laquelle il se trouve aujourd'hui, dans l'attente de l'octroi, par le HCR, d'un statut de réfugié politique concourent aussi à donner du poids à son témoignage. Celui-ci éclaire plusieurs points essentiels pour comprendre la situation algérienne actuelle et les changements successifs d'attitude des généraux : les exécutions sommaires et, donc les disparitions ; la création et le rôle des milices de « patriotes » ; la corruption macabre des forces de sécurité ; les engrenages provocation/vengeance qui entretiennent la violence ; les relations troublantes entretenues par le pouvoir algérien avec des éléments connus (au sein des services) pour être des « financiers » des GIA.

Des exécutions systématiques à la crainte des réactions internationales

L'année 1993 marque le début des exécutions sommaires sur grande échelle : « Devant la dété-

rioration de la situation sécuritaire à Blida (attentats journaliers, attaque des casernes), mon service avait reçu l'ordre, directement du général Lamari Smaïn, de limiter les traductions devant les tribunaux, ça veut dire commencer à exécuter les personnes interpellées pour diminuer le recrutement du GIA et faire peur à la population civile... Les exécutions ont ciblé en premier les personnes domiciliées dans des villages et cités considérés comme fiefs du GIA et zone à haut risque parce que le GIA avait acquis la confiance de toute la population de cette zone. »

1993 est effectivement l'année où Smaïn Lamari (chef du contre-espionnage au sein de la DRS qui est elle-même commandée par le général Mohamed Médiène, dit « Toufik », cf. l'étude *Algérie* publiée par NSE en 1995) commence à concentrer dans ses mains toutes les responsabilités de la lutte anti-terroriste : la direction générale de la Sûreté nationale (c'est-à-dire la police) passe sous son contrôle, en particulier la direction de la police judiciaire et le SCRB (Service central de la répression contre le banditisme). De la même façon, chaque centre territorial de la DRS, dont le CTRI de Blida où travaille Tigha, prend la police de sa zone de compétence sous ses ordres, Tigha explique l'une des raisons de cette réorganisation : « Ils ont fermé des commissariats car ils avaient peur des bombes, Mais nous, nous étions des hommes de l'ombre, nous ne sommes pas un service officiel. On évolue sur le terrain avec des voitures et des véhicules banalisés. Rien n'a changé depuis 1993 jusqu'en 1997, c'était le même travail, c'étaient les mêmes objectifs et c'étaient les mêmes exécutions. La méthode a toujours été la même : on identifie, on arrête les gens et on les exécute. Encore maintenant, si on arrête quelqu'un, il est assassiné, mais sous scénario. »

« Rien n'a changé depuis 1993 jusqu'en 1997 : c'était le même travail, c'étaient les mêmes objectifs, c'étaient les mêmes exécutions... »

Que s'est-il donc passé en 1997, année charnière où, on le sait (voir en particulier NSE n° 365 et 391), l'accord secret de trêve entre l' AIS (branche armée du FIS) et l'armée algérienne a été conclu ? Selon Tigha, dès 1996, « les officiers du DRS commencent à avoir peur des tribunaux internationaux ». « Le chef du DRS n'est pas idiot. Lorsque les médias ont commencé à s'acharner sur l'Algérie, notamment sur les disparitions, le DRS a établi le dossier ; c'est lui qui est l'initiateur de la concorde civile. C'est le chef du DRS, pas Bouteflika. [...] Surtout, ils ont peur d'Amnesty International... » Tigha affirme que cette question a été citée dans le bilan de l'activité du DRS de l'année 1999 : « Ils voulaient trouver un système de défense contre Amnesty International. S'ils ont établi la concorde civile, c'est pour échapper au sort de l'extradé [référence aux événements de l'ex-Yougoslavie], et pour fermer les portes aux activistes de l'opposition à l'étranger. » Le déserteur cite à cet égard des opérations de camouflage destinées à tromper la Commission des droits de l'homme de l'ONU, notamment les mutations qui avaient été décidées dans les services au moment de la visite de Simone Veil et de Soarès à Alger.

« La méthode a toujours été la même : on identifie, on arrête les gens et on les exécute... »

Tigha est d'autant mieux placé pour parler de cette préoccupation croissante, au sein de la DRS, que celle-la s'est trouvée à l'origine de ses propres déboires. À la fin de 1996, il reçoit, de ses supérieurs, une demande d'enquête sur la disparition de deux professeurs d'université G. Boularas et Rosli, demande qui a transité à travers les services algériens à la suite d'une requête de la Commission des droits de l'homme de Genève (portant d'ailleurs sur bien d'autres cas encore). Il découvre que les deux professeurs avaient été arrêtés à leur travail, conduits dans les locaux de la police judiciaire où ils avaient été « exploités » (c'est-à-dire torturés), convaincus d'intelligence avec le GIA, exécutés, puis leurs cadavres brûlés pour ne pas laisser de trace.

Il rédige un rapport en ce sens qu'il remet à son supérieur en 1997. Il est convoqué peu après par le chef de l'unité d'investigation qui lui demande pourquoi il a rédigé un rapport « négatif ». Il lui est reproché d'avoir divulgué des secrets professionnels. Il a beau répondre qu'il n'était pas informé du fait qu'il devait rédiger un « faux rapport » (« vu qu'il n'avait pas reçu d'instruction dans ce

sens »), rien n'y fait. Il découvre, un peu tard, que « la DRS n'avait aucun intérêt à diligenter cette enquête, mais qu'elle désirait simplement apparaître comme travaillant sur ce cas ». Peu après, il se trouve confiné dans des tâches de routine, puis muté à Alger en août 1998. Son arme de service lui est ensuite retirée, ce qui le confirme dans la conviction qu'il est en danger.

« Encore maintenant, si on arrête quelqu'un, il est assassiné, mais sous scénario. »

Il décrit la situation proprement kafkaïenne qu'il a vécue : « Moi, j'ai été induit en erreur. Parce que l'on ne m'a pas dit officiellement que c'est la Commission qui devait recevoir ce rapport. S'ils me l'avaient dit officiellement, j'aurais su que c'était destiné à Genève et je ne veux pas jouer sur ma vie avec eux. Mais même si tu savais, tu peux pas. Chez nous, c'est un champ de mine, si tu fais une erreur, tu mets le pied dessus, tu es mort, tu comprends... »

C'est ainsi que Tigha songe à s'enfuir : il se procure des certificats médicaux pour prolonger ses absences hors de son nouveau service, met un peu d'argent de côté, et saute le pas le 8 décembre 1999 : il traverse la Tunisie et la Libye avant de se rendre en Syrie (autant de pays qui ne réclament pas de visas aux Algériens). Il découvre, là, que la Thaïlande est le seul pays qui délivre assez facilement des visas d'entrée aux Algériens, Arrivé à Bangkok, il cherche assistance à l'ambassade de France. Celle-ci l'envoie au bureau local du HCR, où il commence de longues démarches pour l'obtention d'un statut de réfugié politique (cf. la fin de cet article).

Escadrons de la mort, disparus et corruption macabre

Revenons à Blida en 1993 et à la façon dont s'opèrent les arrestations de suspects identifiés par le service de recherche et investigation où travaille Tigha, avec l'aide des agents infiltrés, par ce service, dans les milieux considérés comme proches du GIA. « Avec l'appui du GIS (« Groupement d'intervention spécial » de la gendarmerie), les équipes du service de la police judiciaire sortaient en opération durant le couvre-feu instauré par l'armée, pour procéder aux différentes arrestations des personnes présumées impliquées dans la subversion. Dans les zones rurales, le service de police judiciaire est appuyé par les détachements militaires pour permettre à ce service de procéder aux arrestations normalement, car les militaires avaient comme tâche principale le bouclage des villages. »

Tigha décrit ensuite, dans les pages de son cahier, comment ces personnes sont ensuite transférées dans les geôles du service et comment se déroulent les séances de torture : « La nuit suivante, les détenus sont exécutés à l'intérieur des geôles par strangulation avec des sacs de plastique. » Tigha indique que, dans une phase précédente, les détenus étaient exécutés par halles (HK silencieux) devant leur domicile, mais que craignant d'être vus, le GIS et la police judiciaire ont préféré, par la suite, jeter, de nuit, les cadavres devant chez eux.

« La justice, sur instruction du ministre, signait des permis d'inhumer sans ordonner des enquêtes judiciaires. »

Pour mieux camoufler leur propre rôle dans ces exécutions, tout en suscitant la peur d'une menace aussi diffuse qu'implacable, les services officiels ont alors pris l'habitude de faire figurer la « signature » OJAL (Organisation des Jeune Algériens libres) sur ces cadavres. « En vérité, cette dénomination OJAL a été inventée par le capitaine XXX (ndlr : gommé par nos soins), tête pensante du CTRI/première région militaire. » Des tracts de cette pseudo-organisation ont même été placardés sur les murs des villes.

Et c'est à partir de cette expérience, née à Blida, que « les autres centres du DRS répartis sur le territoire national ont suivi le même procédé pour tuer et se couvrir. La gendarmerie et la police, étant bien au courant des faits, se chargeaient du ramassage des cadavres chaque matin et allaient les enterrer... La justice, La justice, sur instruction du ministre, signait des permis d'inhumer sans

ordonner des enquêtes judiciaires prouvant comment les gens sont morts. »

Ce sont les personnes arrêtées à leur domicile qui subissent ce traitement. Les autres, ceux qui sont enlevés dans la rue ou à leur travail, sont enterrés sous le nom X (inconnu), brûlés ou jetés dans des vergers (ndlr : en 1994, de nombreux cadavres défigurés ont ainsi été retrouvés dans la nature, suscitant une très vive indignation dans la société civile). Tigha poursuit : « Les familles à la recherche de leurs enfants ou parents sont orientées au siège de la police ou à la gendarmerie, lesquels établissent un avis de recherche. » Il précise que ce sont souvent les tueurs eux-mêmes qui établissent des procès verbaux de disparition.

Il cite des cas très précis d'arrestations dans le but d'obtenir des rançons (la libération est alors marchandée avec la famille) ou dans l'objectif de s'approprier l'un des biens du détenu (par exemple : une voiture Golf qui fut transférée par la suite à la base centrale de logistique de Blida ou elle fut repeinte à neuf et dotée de nouveaux papiers).

Création des milices de « patriotes » et armement des civils

« Une instruction a été diffusée par le chef d'état-major de l'armée, Mohamed Lamari, ordonnant aux services de changer la dénomination "Patriotes" en "GLD" (Groupe de légitime défense), car le pouvoir avait peur de l'opinion mondiale. »

Si le gouvernement n'était guère favorable à l'armement des civils (du temps de Zéroual notamment, ce que nous savions déjà à l'époque et ce qui est confirmé par le témoignage du déserteur), cette décision a finalement été prise, selon Tigha, par le chef de la DRS, Mohamed Médiène et par Smaïn Lamari. « Ils ont choisi le CTRI de Blida pour commencer l'opération. » Une première famille (qui a d'ailleurs eu, par la suite, les honneurs de la chaîne ARTE) a été « recrutée par le service, armée jusqu'aux dents et dénommée "groupe de patriote", chargée des embuscades dans les vergers et zones forestières », puis de parrainer de nouvelles recrues... « Au bout d'une année, le service disposait d'une autre armée considérée comme la main de frappe du service sur le plan Renseignement et sur le plan Opérations de neutralisation... » « Les patriotes ont la tâche de surveiller les biens et villas des riches ou encore les usines... » Dans le même temps, les citoyens ordinaires, même les plus exposés, ne reçoivent guère que des fusils de chasse.

Là encore, 1997 apparaît comme une année charnière. C'est alors qu'une « instruction a été diffusée par le chef d'état-major de l'armée, Mohamed Lamari [ndlr : sans lien de parenté avec Smaïn Lamari], ordonnant aux services de changer la dénomination "Patriotes" en "GLD" (Groupe de légitime défense), car le pouvoir avait peur de l'opinion mondiale et aussi du commencement l'acharnement des médias sur cette situation. En vérité, GLD n'a jamais existé, les patriotes ont été utilisés jour et nuit comme une armée secondaire... »

Tigha souligne plus loin que les armes « distribuées » étaient, en fait, « vendues », ce qui permettait aux responsables du service de s'enrichir, mais ce qui a aussi un effet pervers : personne ne sait combien d'armes ont été réellement distribuées... Et il est probable que nombre d'entre elles ont été utilisées pour des vengeance personnelles.

Les groupes de patriotes ont aussi joué un rôle majeur dans l'escalade de la violence en Algérie, en éliminant les familles (dont les enfants) de terroristes recherchés (ce serait le cas, selon Tigha, de la famille de Antar Zouabri, émir du GIA), ce qui contribuerait à expliquer le cycle infernal des vengeance impliquant des familles entières. Notons que les exactions des patriotes sont toujours selon Tigha, couvertes par les services ; ceux-ci n'ont pas hésité à cacher, deux mois durant, dans leurs propres locaux, le responsable du massacre de la famille de Zouabri.

Anomalies troublantes

Le déserteur cite le nom de deux industriels bien connus à Blida, riches et « disposant de relations à haut niveau », qui ont reçu, parmi d'autres, des armes de poing dispensées par son service. Pour lui, et il semble en être convaincu, ces deux hommes sont les « principaux financiers » d'un

groupe du GIA (celui de Mohamed Bensidhoum, originaire de Blida). Ils auraient été cités à plusieurs reprises lors des « interrogatoires » de terroristes dont il cite également le nom. Les deux industriels, qui n'ont jamais été inquiétés, naviguent désormais dans les hautes sphères de l'État, dans la mouvance du RND, le parti du pouvoir, et dans l'entourage du président Bouteflika.

« Alors, conclut Tigha, la question est posée : qui va comprendre l'Algérie ? » À moins que la réponse ne soit très simple, reconnaît-il, en fin de compte, avant d'évoquer, à son tour, le rôle de ce qu'il nomme la « mafia politico-financière » en Algérie.

« La question est posée : qui va comprendre l'Algérie ? »

Aujourd'hui, l'unique stratégie de Tigha est de sauver sa peau. Il est emprisonné depuis cinq mois pour dépassement de visa et craint d'être refoulé vers l'Algérie. Ce qui, assure-t-il, serait sa mort certaine. Il a demandé le statut de réfugié politique au HCR de l'ONU, qui a refusé dans un premier temps, le soupçonnant d'implication dans des crimes contre l'humanité (il aurait pu torturer, ou tuer lui-même, suppose le HCR, ce que nie évidemment l'intéressé). Son dossier est actuellement en cours d'appel à Genève ; la décision finale devrait prendre plusieurs mois.

Dès lors, Abdelkader Tigha pense que sa meilleure carte est celle du témoignage : parler à la presse pour se protéger. Il dit se sentir menacé jusque dans sa cellule de Bangkok, où il a été visité par des diplomates algériens. Son cas pose un problème au HCR : s'il paraît difficile de lui accorder le statut de réfugié, comment le laisser être refoulé dans son pays d'origine où il risque d'être torturé et exécuté ! Il existe un vide juridique sur cette question qui se pose de plus en plus fréquemment ; une solution serait que la Commission des droits de l'homme des Nations unies émette un avis interdisant à tout gouvernement de le renvoyer en Algérie.

En attendant, Tigha dit supporter de plus en plus mal sa détention : il partage une cellule avec 70 immigrants illégaux pour la plupart d'origine chinoise ou vietnamienne dont aucun ne parle français. Il craint surtout de devenir la victime des pratiques de corruption qui sévissent dans les prisons thaïlandaises : une livraison nocturne du prisonnier à ceux qui le recherchent n'est pas un scénario inconcevable...

N. S. E. :

Au moment où le pouvoir algérien tente avec une indécence ahurissante, d'exploiter le drame des attentats de New York et Washington pour se rappeler au bon souvenir des capitales occidentales et apparaître une fois de plus comme le rempart de la lutte contre le « terrorisme islamique », la complexité de la situation algérienne devrait nous vacciner contre tous les amalgames faciles.

Voilà des généraux qui craignent, non sans raison, de subir le sort de Milosevic et qui tentent de se refaire une virginité à la faveur d'une tragédie. Que les révélations de Tigha, après celles de Habib Souaidia (l'auteur de l'ouvrage La sale guerre) viennent de l'intérieur même de l'armée (et cette fois du sein des services) fait réfléchir sur le moral de celle-ci. Elles mettent aussi en perspective le peu d'intérêt des généraux pour un véritable processus de paix civile en Algérie. Ceux-ci contribuent à maintenir l'Algérie dans une impasse où l'Europe a tout à perdre, surtout si elle tombe dans le piège de croire à leurs mises en scène, aux justifications avancées pour couvrir leurs crimes et masquer l'essentiel : une volonté implacable de conserver le pouvoir.